

La littérature antiféministe au moyen âge  
Paul IV (1555-1559)  
Ottawa  
Lénine  
Métapsychique et crédulité  
L'évolution du régime parlementaire aux Etats-Unis

Fernand DESONAY  
Louis PASTOR  
Hilaire BELLOC  
Ferdinand OSSENDOWSKI  
Comte PEROVSKY  
Baron SNOY d'OPPUERS

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Les jeunes gens et la politique », par José Streeel, Mgr J. Schyrgéens.

## La Semaine

Voilà donc MM. Mussolini, Paul Struye et Jexas d'accord! Une fois n'est pas coutume... Tous trois prétendent que l'Allemagne est dans son droit en menaçant de réarmer si les autres ne désarment pas. Le Duce l'a écrit dans le *Berliner Börsen Kurier*, M. Struye dans la *Libre Belgique* et Jexas dans le *Peuple*, avec cette différence toutefois que, si MM. Struye et Jexas croient ce qu'ils disent, très certainement le dictateur italien n'en croit rien...

Nous avons beau lire et relire ce qu'allèguent les défenseurs du droit de l'Allemagne au désarmement immédit des autres, et nous appliquer à comprendre le point de vue dit juridique, impossible d'admettre que l'Allemagne aurait raison.

Voici le dernier raisonnement de M. Struye à ce sujet :

*En droit, il faut avoir le courage et la loyauté de le reconnaître, les prétentions allemandes sont difficilement réfutables.*

*L'Allemagne est membre de la Société des Nations.*

*Or, la Ligue de Genève est basée sur le principe de l'égalité de ceux qui la constituent. Elle ne connaît pas d'Etats de première ou de deuxième zone. Il n'est donc pas concevable que la souveraineté de tous les Etats, en matière d'armements, reste entière et que seule celle de l'Allemagne demeure indéfiniment diminuée.*

*Au surplus des obligations précises ont été contractées en 1919, M. Clemenceau — acteur et témoin peu suspect de germanophilie — a reconnu que le désarmement de l'Allemagne ne devait être que le prélude d'une réduction générale des armements en tous pays. Les Alliés ont pris des engagements formels et, dans ce domaine, les Allemands sont leurs créanciers.*

1<sup>o</sup> Les Etats sont entrés dans la S. D. N. avec le devoir de remplir les obligations qu'ils ont dûment contractées. L'égalité juridique signifie un traitement égal pour tous les Etats, compte tenu de leurs engagements, et non pas une égalité — d'ailleurs impossible — dans les obligations des Etats.

2<sup>o</sup> Les obligations « formelles » et « précises » — elles sont au contraire très imprécises! — contractées par les Alliés étaient indéterminées et conditionnelles. Elles ne fixaient aucun délai et faisaient dépendre le désarmement de la sécurité de chaque Etat. Les textes sont clairs. Si donc, comme le leur reproche Jexas dans le *Peuple*, « quatorze ans après la fin de la guerre, ni les vainqueurs ni les pays neutres n'ont encore commencé à exécuter leurs engagements de désarmement », ne serait-ce pas, UNIQUEMENT, parce que le Reich n'a jamais fait preuve de volonté de paix et n'a cessé de donner des appréhensions quant à la condition préalable à tout désarmement européen, à savoir la disparition de tout danger prussien.

3<sup>o</sup> Rien ni personne ne menacent la sécurité allemande, tandis que ce qui se passe outre-Rhin menace gravement la Pologne et la France. Et voilà pourquoi, au lieu d'éprouver les regrets de MM. Struye et Jexas, nous n'hésitons pas à nous réjouir, et vivement, de ce que la France ne soit pas encore entrée dans la voie d'un désarmement qui l'exposerait — elle et nous! — à une nouvelle invasion. On s'est trompé sur l'Allemagne, tant mieux donc que l'on n'ait pas été logique jusqu'au bout dans l'erreur. On ne le fut, hélas! que, trop...

\* \* \*

M. Struye veut toutefois bien reconnaître « l'aspect radicalement différent que les problèmes agités présentent suivant qu'on les envisage

*en théorie ou en pratique, sous le signe du droit pur ou à la lumière de la réalité des faits* ». Pas très claire du tout cette distinction. Un droit pur qui ne résiste pas à la réalité des faits, est-ce encore du droit, c'est-à-dire ce qui devrait être?

Prétendre « qu' en droit — nous citons M. Struye — les prétentions allemandes paraissent donc plus fondées que l'opinion française ne veut en convenir, mais qu'il faut souligner par contre qu'en fait le moment est mal choisi pour les faire valoir »; demander si « ce qui eut peut-être pu être concédé à l'Allemagne d'Ebert, de Stresemann ou même de Brüning, pourrait-il l'être sans péril à l'Allemagne des Casques d'Acier et des Croix Gammées? »; et répondre que « les plus sincères amis de la conciliation et de la collaboration internationale n'oseraient certes pas, d'un cœur léger, répondre par l'affirmative... » tout cela n'est guère logique.

Admettons, en effet, par hypothèse que l'Allemagne ait droit — résultant du Traité de Versailles — à un certain désarmement immédiat de la France, car c'est bien d'elle qu'il s'agit. Ce qui s'est passé en Allemagne depuis quatorze ans, en particulier les événements actuels, créent très certainement, à la France, le droit de ne pas exécuter cette prétendue obligation qui, de toute évidence, est basée sur un désarmement réel (matériel et moral) de l'Allemagne. Or, nous sommes loin de compter... Donc, en droit pur, même si — ce que nous contestons — l'Allemagne avait, en matière de désarmement, une créance « en retard » sur ses ennemis d'hier, il y aurait d'excellentes raisons juridiques pour plaider « termes et délais » au profit des « débiteurs », puisque « débiteurs » il y a, et même pour déclarer irrecevable la plainte de demandeurs qui n'ont pas exécuté les conditions dont dépendait, essentiellement le bien fondé de leur droit.

Certes, à Versailles, on a accumulé les erreurs et les fautes. Pour rendre l'Allemagne réellement inoffensive pendant longtemps on a eu recours aux moyens les plus inefficaces, les plus dangereux et les moins indiqués. On a forgé soi-même l'arme dont on se trouve menacé. Tout cela n'empêche pas la réalité d'aujourd'hui d'être celle-ci : l'Allemagne veut une nouvelle guerre! Mais si l'Allemagne cherche une revanche, ceux qu'elle vise ont non seulement le droit, mais le devoir de s'opposer à tout ce qui favorise cette volonté de recommencer.

« Permettre à l'Allemagne de réarmer serait folie », écrit excellentement M. Struye. Comment empêcher cette folie? voilà donc le seul problème... Ce n'est certes pas en proclamant que l'Allemagne a le droit pur pour elle!

S'il ne peut être question — nous citons encore M. Struye — de « réduire les armements de la France briandiste d'aujourd'hui au niveau de ceux de l'Allemagne hitlérienne » — car ce « serait une capitulation et un grave danger » —, rechercher une solution dans « l'extension à tous les Etats des méthodes de désarmement imposées par les traités aux pays vaincus, et spécialement dans l'abolition générale des catégories d'armements déjà interdits à l'Allemagne », ne se révélerait possible et efficace que si l'Allemagne voulait réellement la paix. Mais si elle voulait la paix par un désarmement général, eût-elle jamais menacé de réarmer?! Comme nous l'écrivions la semaine dernière, le Reich, loin de vouloir le désarmement, le REDOUTE; il redoute un accord international garantissant la



sécurité des Etats, il redoute que soit créé, en Europe, un nouvel ordre de choses qui rendrait difficile, sinon impossible, le recours à la guerre; or, cette guerre, il la veut...

\* \* \*

Quant au dictateur italien, dont le génie politique dépasse de cent coudées tout ce qu'il trouve devant lui en Europe et particulièrement en France, il est très certainement le dernier homme à se soucier le moins du monde du point de vue juridique. Réaliste, il voit les choses comme elles sont. Les arguments juridiques ne l'intéressent que comme des pions sur l'échiquier, pièces dont on se sert mais dont on ne s'embarrasse pas. Conscient de toutes les erreurs commises vis-à-vis de l'Allemagne, il voit que cette Allemagne n'a cessé de reprendre du poil de la bête. Depuis longtemps il a prévu que, l'incompréhension de Paris et de Londres et la désunion des Alliés faisant le jeu de Berlin, l'Allemagne redeviendrait une puissance et une menace. Comme d'autre part, la France républicaine, démocratique et franc-maçonne ne voulait rien avoir à faire avec le fascisme, que les intérêts de parti l'ont emporté, chez elle, sur l'intérêt de la patrie, et que la magnifique renaissance italienne — autrement sa'utaire pour l'Europe qu'une renaissance prussienne! — a été considérée par le gouvernement de la France avec dédain, avec ironie et sans aucune sympathie, le Duce joue son jeu. En novembre 1922, au lendemain de la prise de Rome, Mussolini voyait un accord avec la France « sous trois aspects positifs : une entente économique intime allant plus tard jusqu'à une véritable union; une entente militaire dans laquelle on se soutiendrait en toute éventualité; une entente politique par laquelle on déciderait de prendre la même attitude dans toutes les capitales de l'Europe ». Comme il eût été facile à la France de s'attacher l'Italie! On s'applique au contraire à l'humilier et à l'aigrir. On la poussa vers l'Allemagne. Résultat : la menace allemande se trouve aggravée d'une menace italienne. Si le danger teuton se précise, il faudra payer cher, et très cher, une certaine « neutralité » romaine. Mussolini tâche de servir son pays. La grande politique n'est pas affaire de romantisme, c'est un jeu difficile et dur où la froide raison a le primat. En paraissant soutenir une Allemagne guerrière, l'Italie fasciste soutient ce qu'elle sait être l'inévitable, un inévitable dû à la faiblesse française. Cet inévitable, elle entend en tirer tout le parti possible. La France n'a pas voulu s'allier la force italienne; il lui faudra subir une force allemande qu'elle ne sut ni prévoir ni empêcher et qui se trouve accrue d'un intérêt italien qu'elle méconnut. Mussolini compte bien exploiter pour son pays les erreurs et les fautes de la politique française. Il fait son métier. S'il s'était trouvé à Paris, depuis dix ans, un homme d'Etat connaissant le sien et faisant les affaires de la France, le réarmement de l'Allemagne n'eût pas connu en Europe d'adversaire plus décidé que Mussolini!...

On ne saurait assez méditer ce qu'écrivait dernièrement le R. P. Pribilla, S. J., dans les *Stimmen der Zeit*, au sujet du mouvement œcuménique pour lequel se dépensa l'archevêque protestant Soederblom, mort il y a quelques mois.

Nous citons d'après la traduction publiée dans le dernier numéro d'*Irenikon* :

*La fin de non-recevoir que Rome, pour des raisons d'ordre dogmatique, a opposée à la théorie des branches ou aux tendances « pan-chrétiennes » ne doit pas nous entraîner à ignorer ou à mésestimer le fondement possible du mouvement œcuménique. Ici, nous avons à faire à un désir sincère d'une unité ecclésiastique de tous les chrétiens; désir qui monte du fond de la conscience chrétienne et qui a allumé un zèle fait de travail et de prière, propre à faire rougir beaucoup de catholiques. Que chacun se pose à lui-même la question : dans quelle mesure travaille-t-il, prie-t-il, ou même s'intéresse-t-il à l'intense désir d'union de la chrétienté, l'un des plus intenses désirs*

*du Christ et de son Eglise? En tous cas, il ne suffit pas de demander si les « autres » veulent devenir catholiques. Il ne s'agit pas, pour les catholiques, d'arborer les drapeaux pour fêter et recevoir ceux qui rentrent. Tout rapprochement en vue de se comprendre et plus encore en vue d'une union des chrétiens séparés exige des deux côtés, devant les immenses difficultés dressées actuellement, beaucoup de travail, de peines et d'abnégation. Et il est important de savoir avec quelle méthode et dans quelle direction ce travail doit se faire.*

*C'est pourquoi, une fois de plus, il faut le dire franchement le mouvement œcuménique n'est pas un mouvement de conversions et, selon les prévisions humaines, il n'y a pas à en attendre des conversions en grand nombre. Extérieurement, la situation des confessions chrétiennes ne subira pas, dans un avenir immédiat et pour une période indéterminée, de modifications essentielles. LA QUESTION QU REVIENT TOUJOURS : LES « AUTRES » VEULENT-ILS DEVENIR CATHOLIQUES, EST NON SEULEMENT HORS DE PROPOS, MAIS, ETANT DONNE LA SITUATION, NETTEMENT NUISIBLE. Nous sommes aux premiers débuts d'un mouvement qui veut libérer les rapports des confessions chrétiennes séparées, de l'attitude purement négative, pour les renouveler positivement dans l'esprit chrétien. A CE STADE, IL SERAIT SOUVERAINEMENT IMPRUDENT ET INDELICAT, QUE LES CATHOLIQUES DONNENT A COMPRENDRE, PAR TOUTE LEUR ATTITUDE, QU'UN PAREIL MOUVEMENT NE LES INTERESSE PAS ET QU'ILS NE TIENNENT QU'AUX CONVERSIONS.*

*Après la prière intense et instante pour attirer la grâce divine indispensable, le travail des catholiques doit suivre une double direction. D'un côté, un exposé clair de la religion catholique doit écarter les innombrables préjugés et malentendus, qui se rencontrent chez les dissidents; d'autre part, il faut prendre la peine de se former une image vraie et fidèle des idées, des sentiments et des aspirations des dissidents, ET, AVANT TOUT, LEUR TEMOIGNER, COMME A DES FRERES, DANS LE CHRIST, L'AMOUR AUQUEL ILS ONT DROIT. Une discussion objective et mesurée sur les divergences doctrinales doit remplacer une polémique jusqu'ici stérile. En tout cela, il importe grandement de s'appliquer à l'amour le plus absolu de la vérité, de une sincérité sans bornes et DE NE JAMAIS ESSAYER DE FAIRE DISPARAITRE DES FAITS DESAGREABLES PAR DES ROUERIES DE RHETORIQUE OU DE DIALECTIQUE. De plus, il est nécessaire que les catholiques revêtent leur pensée d'un langage que les non-catholiques puissent comprendre. Il faut ajouter la charité qui seule peut ouvrir le chemin du cœur. Il est à remarquer que, dans les écrits des protestants et des orthodoxes, revient toujours le reproche que les catholiques auraient ou montreraient trop peu de charité à leur égard.*

\* \* \*

C'est nous qui avons souligné certains passages de ces lignes vraiment admirables de clarté et de précision. Notre grand cardinal Mercier eût applaudi à ces déclarations de l'éminent jésuite, lui qui, dans les célèbres Conversations de Malines, pratiqua magnifiquement cette politique. Comment ne pas penser aussi, en les lisant, à l'admirable effort de Dom Lambert Beauduin concrétisé dans la création d'Amay, monastère fondé, précisément, pour travailler dans le sens si bien défini par le R. P. Pribilla?

Catholiques, soyons fiers de posséder la Vérité, mais ne soyons pas orgueilleux. Nous avons tant à nous reprocher! Au cours des siècles, les catholiques, depuis certains papes jusqu'aux derniers des fidèles, ont si souvent mésusé des dons de Dieu et compromis l'œuvre de la Rédemption, que c'est avec une humilité profonde et une infinie charité qu'il nous faut aller aux frères dans le Christ séparés de nous par des siècles de préjugés réciproques et de douloureux malentendus.

Quant à ceux qui consacrent leur vie à mieux connaître et à mieux comprendre orthodoxes et protestants — en écartant soigneusement toute préoccupation de conversion immédiate — au lieu de les critiquer, comme le font bien légèrement trop de catholiques, admirons leur apostolat, soutenons-les de nos prières et de nos offrandes, car ils travaillent très efficacement à cette union des Eglises pour laquelle, sur son lit de mort, le cardinal Mercier fit le sacrifice de sa vie...



# La littérature antiféministe au moyen âge

Le moyen âge est sans pitié. Livré à son propre démon, l'esprit gaulois fait de la misogynie. Qu'on ne m'objecte pas les Cours d'amour, Iseut la Blonde. Les Cours d'amour nous viennent de châteaux en Provence; Iseut, nimbée de légende et de songe, des rivages, des mirages celtiques... Or le règne fut bref des fiers seigneurs de Limousin épris jusqu'au *trobar* d'une belle inconnue; Jaufré Rudel a tôt fini d'accorder son luth, de cingler, voiles claires, vers la Princesse lointaine. Quant aux héroïnes de l'aventure bretonne, elles n'enchanteront plus que les fols. Au XV<sup>e</sup> siècle, si Don Quichotte de la Manche n'est pas né, Amadis de Gaule est bien près de mourir.

C'est qu'à s'embourgeoiser, la poésie française s'encanaille. A « se cléricaiser », aussi. Pour un Guillaume de Lorris, que de malgracieux Jehan de Meun! La commère du fabliau passe en stéréotype : hypocrite, dépensière, sensuelle, jacassante, sac à malices, tombeau des maris, providence du curé, du moine glouton qui porte les reliques, du chevalier — parfois — sans goût et sans scrupules, ou du voisin paillard, vigoureux au déduit.

Les savants à lunettes ont cherché à ce courant d'antiféminisme des sources, comme ils disent, des raisons sur fiches. On invoqua l'origine orientale, l'origine bouddhique de la littérature narrative. Au demeurant, le nirvâna s'accommode mal de la tentation constante d'Eve éternelle. Pour s'abîmer en Cākya-Mouni il faut se dépandre de l'amour. Et comme une tradition, infiniment respectable et précieuse, fait de Shéhérazade l'âme Mère Gigogne des conteurs d'Occident, les indianistes nés malins rejetèrent sur l'Orient le très vilan péché de lèse-galanterie.

Il ne faut jurer de rien. Observons simplement que, du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, et jusqu'aux controverses de Tiraqueau chez qui hanta Rabelais, sous la tonnelle, l'antiféminisme est de rigueur. Seuls, d'ailleurs, ou quasi seuls, les hommes écrivent. Et, parmi les hommes, trop de clercs, des clercs sans vocation, et donc deux fois suspects.

Ce qui n'empêche pas cette littérature — dite misogynne — du moyen âge français de tourner le plus souvent à l'extrême confusion de l'homme. Adam peut bien écrire ses mémoires. Il reste qu'il accepta le fruit qu'on lui tendait.

*Femme chevaucha Aristote :*

*Il n'est rien que femme n'assote...*

gémissait un anonyme sans illusions. Hercule l'a prouvé, qui filait de la laine, tout comme dans Zamacoïs. Et Samson, le grand tondu. Et Hippocrate fait quinaud. Et Virgile dans sa corbeille, entre ciel et terre, dans cette corbeille-ascenseur en panne entre les étages, Virgile bafoué par une fillette rieuse, et qui m'a toujours fait songer à la mule du Pape, nageant des pattes dans le vide comme un hanneton au bout d'un fil.

*Femme chevaucha Aristote...*

Le sexe fort n'a pas le droit d'être fier.

La fin du XII<sup>e</sup> siècle est marquée, pour le sexe féminin, d'un pavé noir. C'est l'époque où se pose dans toute son acuité la question, déjà débattue, du célibat des prêtres. Et la décision du concile de Latran qui prétendit l'imposer, en 1205, ne devait pas mettre fin à la querelle. L'ascétisme se fait agressif. Vénus est la diablesse. Tous les moyens sont bons qui serviraient à dégager, d'une interprétation d'ailleurs trop rigoriste des textes évangéliques, la responsabilité d'Eve dans l'économie de la damnation.

Un bénédictin de Cluny, Bernart de Morlas, auteur du *De contemptu mundi*, se distingue tout particulièrement dans cette croisade antiféministe. Il écrit en latin, comme la plupart de ses congénères en misogynie. Ce qui suffirait à prouver que, nées dans le monde cléricale, c'est à l'audience cléricale que sont destinées ces anciennes diatribes. Il nous reste de cette production latine pas mal de fatras, et fort peu de bons vers.

*Desistat igitur clericus nunc nubere!*

« Et maintenant que le clerc renonce donc à prendre femme! » Tel sonne un leitmotiv très cher aux gens d'église. Et il n'est pas rare de rencontrer, en marge des manuscrits, ou tracées d'une main rageuse sur les feuillets de garde, de ces réflexions désabusées, malicieuses ou cyniques, qui trahissent chez le copiste la tournure d'esprit et l'abandon du cœur.

Je n'en veux citer que deux exemples, qui me sont familiers. Quand il eut achevé de transcrire le manuscrit fr. 19169 du *Petit Jehan de Saintré*, cette aventure lamentable d'une grande coquette, la Dame des Belles Cousines, qui « par druerie » se perdit, le copiste, sous l'explicit, conclut en latin : « *Optima femina que rarior fenice est non potest amari absque amaritudine metus et sollicitudinibus* (la meilleure femme, plus rare que le phénix, tu ne peux l'aimer sans l'amertume de la crainte, des soucis) »! Et j'ai trouvé récemment, dans le manuscrit de Jean de Stavelot, qui nous a conservé le texte de Jean d'Outremeuse, un passage du même genre. Il s'agit de Virgile don Juan, de cet étrange et fabuleux Virgile que le moyen âge a connu sous le triple visage du magicien, du prophète habité de Dieu, du bourreau des cœurs. Virgile a séduit Fébille, la propre fille de l'empereur de Rome. Fébille entend bien se faire épouser. « Que nenni! » répond le galant sans vergogne : « *Certes ilh soy destruit qui femme prent; je n'ay cure de mariage, car j'arorie malaventure* ». Or le scribe n'eut garde de laisser passer l'occasion : il fallait faire montre, à la fois, de sa culture latine et de son éducation antiféministe. Nous lisons donc, à la marge : « *Qui feminam ducit ipse se destruit; non curo matrimonium ne incurram infortunium* ».

Arrêtons-nous un instant à cette sorte d'incantation, toute chargée de maléfica, et que se chante à lui-même, sur un rythme de séquence, le tonsuré dont court le calame. Enfermés dans leurs cloîtres trop accueillants à la tourbe des médiocres, ayant perdu



jusqu'à la notion de cet idéal clair qui avait inspiré aux Pères de l'Eglise la défense et illustration du célibat par l'attraction mystique de la virginité, tout disposés à n'envisager la vie à deux qu'à travers le miroir tavelé où le mariage fait la plus pauvre des chères, comment auraient-ils pu s'élever, ces gratteurs de parchemin, au-dessus du cercle étroit des laideurs, des vulgarités, des compromissions conjugales? Cléricale, la misogynie des diatribes latines porte en soi sa condamnation.

\* \* \*

Le mauvais exemple porta ses fruits. Nos rimeurs en langue vulgaire, parce qu'ils sont d'avis que médire des femmes — ou les calomnier — est le meilleur moyen de gagner l'oreille des hommes, ne tardent pas à concurrencer sur leur propre terrain les clercs misogynes. Il faut ajouter, pour être équitable, que la lyrique courtoise s'était singulièrement affadie. Une réaction s'imposait. Comparés aux élans sincères de la chanson vibrante où passe le tourment d'un Bernard de Ventadour, les raffinements d'une poésie toute formaliste d'où le cœur est chassé au profit de la « pointe », de la rime jolie ou simplement pédante, les ratiocinations verbeuses et toutes verbales où l'on discute sans plus finir les mérites transcendants d'une imaginaire *madonna* expliquent, s'ils ne l'excusent point, la fuite des gens de plume vers des horizons moins fermés, une humanité plus vivante et plus proche, fussent en pâtir les belles — qui ne seront plus châtelaines, princesses inexorables, lis virginaux ou saintes de vitrail, mais des femmes, des femmes de chair et de sang, avec leurs armes naturelles qui s'appellent coquetterie, langue prompte, taille fine, œil malin, joues vermillonnées, comme pommes d'amour.

Des innombrables productions sorties de plumes aussi méchantes, beaucoup ne sont dommageables que pour leurs auteurs. La platitude de tel procédé nous éceuvre, et la facilité aussi : d'un procédé qui consiste, par exemple, à rapprocher, en des vers d'une incontinence et d'une impertinence assez sottes, la femme des animaux, et naturellement des animaux les plus dangereux, les plus malfaisants :

*Femme est lion por devorer ;  
Femme est gorbil (renard) pour gent deçoivre ;  
Femme est orse pour cous recevoir, etc.*

Il n'y a aucune raison de s'arrêter. Le jardin zoologique est mis en coupe réglée. Les *Bestiaires* du moyen âge, ces recueils didactiques, pris à des sources pseudo-savantes, fournissent à profusion le vocabulaire de l'injure. Comme il y a aussi des *Volucraires*, les misogynes ne sont nullement en peine : ils ne manqueront pas de noms d'oiseaux.

Tout cela serait assez insignifiant. Et l'on accorderait tout juste une mention à ces quatrains d'allure paradoxale, qui, commencés par une maxime à la louange du beau sexe, se terminent ironiquement par une autre maxime d'un sens tout opposé, — jeu puéril, — si le *Roman de la Rose*, œuvre maîtresse, la Bible et la Somme du moyen âge allégorisant, ne venait verser au débat les arguments singulièrement contradictoires que proposent tour à tour, avec un bonheur presque égal, pour la Femme, contre la Femme, Guillaume de Lorris et maître Jehan de Meun.

\* \* \*

L'importance du *Roman de la Rose* dans la littérature médiévale, et non pas seulement dans la littérature française, mais dans la littérature européenne, n'est plus aujourd'hui contestée par personne. Alors que le temps travaille, semble-t-il, contre l'œuvre surfaite — ou plutôt mal entendue — d'un Villon, pour ne citer

que lui, au fur et à mesure que nous pénétrons plus avant au Verger de Liesse où fleurit le Bouton vermeil, moins rebutés par les proportions colossales de ce *monumentum* en quelque 22,000 vers, nous en comprenons mieux la séduction puissante sur des esprits que l'habitude de la personnification introduisait de plain-pied dans la sphère poétique où les dames portent un nom de fleur. L'allégorie est le langage naturel des hommes du moyen âge. La Rose qui est une jeune fille, la jeune fille aimée, devait éclore d'elle-même dans un terrain parfaitement préparé, dans son climat.

Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est l'attitude diverse des deux jardiniers au jardin clos. Cependant qu'Amour, dans le premier poème, signé Lorris, recommande avant tout de respecter les femmes, Jehan Clopinel (dit de Meun) leur décoche dans le second, dans cette véhémence et compendieuse suite qui compte 18,000 vers, les insultes les plus vilaines.

Expliquons-nous ces différences par une transformation radicale des mœurs, quelque bouleversement social? Lorris écrivait entre 1225 et 1240; Jehan de Meun, huit ou neuf lustres plus tard. Mais si rapide qu'ait été l'évolution des esprits au XIII<sup>e</sup> siècle, elle ne suffit pas à rendre compte des contradictions du poème. La vérité, c'est que les deux parties du *Roman de la Rose* s'adressent à deux publics, à deux mondes qui coexistent, à partir d'une certaine époque tout au moins. Le monde que voulait toucher Lorris, il n'avait pas cessé de vivre quand Jehan Clopinel prit la plume. Il ne cessera jamais de vivre. Monde fermé, le monde, le « grand monde » (qui est petit), qu'il crée, avec Charles d'Orléans, la courette provinciale, avec les ducs de Bourgogne, la fastueuse maison du prince, qu'il se fixe à Paris, avec François I<sup>er</sup>, qu'il sévise, avec les Précieuses, dans les ruelles — ou encore, Artémise, à l'Hôtel de Rambouillet! — qu'on le trouve au salon, au boudoir, au flirtoir, c'est le milieu choisi, c'est le milieu « select », et c'est le milieu snob, très souvent, où la galanterie est faite surtout d'étiquette, où l'on pratique le baisemain, la bouche en cœur et le rond de jambe, où les talons sont rouges et les lambris dorés, où la révérence appelle le coup d'éventail, le compliment la boîte de dragées, où l'Amour a cousu sous son loup de velours un délicieux bavolet de dentelle. Attaquer la Femme, idole artificielle de ce monde-là pourri d'artifices, c'était faire besogne frondeuse, revendiquer, en face de l'aristocratie, les droits au soleil d'un tout nouveau parti : le parti bourgeois, celui de Jehan de Meun. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, et depuis deux ou trois générations déjà, voici venir des hommes nouveaux, au sang jeune. Ils feront la France organisatrice et bien organisée, la France administrative et bien administrée, la France des juristes et des terriens, de Poincaré et de Clémenceau. Et contre la féodalité des barons turbulents ils seront les plus fermes soutiens de la couronne. La littérature va leur permettre de faire entendre leur voix, qui est railleuse. Que raillent-ils donc, avec leurs fabliaux, leurs satires, leurs parodies? Tout ce que l'aristocratie a de plus cher, et, entre autres, le culte de la femme. Des moines fort peu « moissants » en voulaient à Eve d'un célibat qui leur pèse; les bourgeois en veulent à *madonna* de ses privilèges qui les déclassent. A une jalousie succède une jalousie encore. Guillaume de Lorris est du côté de Guermantes; Jehan de Meun, du côté de chez Swann.

\* \* \*

J'ai cité, au nombre des manifestations de cet esprit bourgeois hardiment misogyne, les fabliaux. On sait que ces contes à rire, fort peu édifiants et la plupart obscènes, donnent aux femmes, par esprit discourtois, le laid rôle. Gauthier le Loup est un délicieux humoriste pourtant. D'avoir écrit la *Veuve*, sur le rythme franc et si cordial de l'octosyllabe, il faut lui savoir gré.



On a porté en terre le mari de cette ribaude :

*Et sa femme le suit après,  
Ceux qui à elle sont plus près  
La retiennent, par bras et mains,  
De se frapper à tout le moins.*

Je traduis :

*Car elle crie à haute voix :  
« C'est merveille comment je vais,  
Douce dame, sainte Marie,  
Tant je suis dolente et marrie ! »*

Qu'on la mette avec son seigneur ! Et elle recommence son « métier » au seuil de l'église, tandis que le prêtre

*Qui convoite l'offrande à prendre,  
Se hâte les chandelles esprendre (allumer),  
Et ne fait pas longues trioles.*

La Fontaine n'a pas mieux dit. Les simagrées ne cessent point à la maison mortuaire, où voisins, commères, les amis, toute la parenté s'efforcent en vain (on ira jusqu'à lui faire avaler un broc d'eau froide!) de consoler l'inconsolable.

Les jours ont passé — quelques jours. La veuve a mis tous ses soins à « se renipper » : elle a taillé, cousu, lavé. Ses surcots sont de fin gris, sa cotte de bonne brunette, son chaperon le mieux fourré du monde. Elle sort. On la rencontre par les rues, « plus douce que cannelle ».

*Et dit souvent : « Ce m'est avis,  
Je conviendrais à celui-ci :  
Et c'est qu'il porte beau, ma foi !  
Cet autre n'a cure de moi.  
Un tel ne m'aurait pour néant,  
Lui qui n'a pas douze œufs vaillant.  
Pierre est trop grand ; Jacques, trop vieux :  
Je pourrais certes trouver mieux... »*

Elle se saigne, pour devenir pâle. Pour mieux dissimuler ses rides, elle tire sa guimpe par devant. Les voisins ont sa visite. Surtout la plus cancanière, sa parente à la mode de Bretagne, « Ah ! mon seigneur que j'ai perdu ! Il avait toutes les qualités ! Mais si chenu, si courbé sous le harnais !... Moi, quand je me suis mariée :

*Oh ! j'étais une baiselette  
A une tendre mamelette ;  
Et vous étiez un enfançon,  
Petit petit comme un pinson ;  
Vous couriez après votre mère,  
Qui de la mienne était mère... »*

Elle a fait le compte de ses biens : poêles et pots, huches, sièges, châlits, blanches toiles, draps fins ; le compte de ses écus. Ne peut-on rien savoir des affaires de Dieudonné, de Herbert, de Baudouin, le fils à Gobert ? Au demeurant, une devineresse, qui l'a fait coucher sur un cerceau, lui a prédit qu'elle épouserait dans l'année le jouvencel de ses rêves...

Et le caquet continue. Est-elle méchante, cette satire de Gauthier le Loup ? Touche-t-elle juste ? Je n'aurai garde de me prononcer. La malice des filles d'Eve est aussi un thème littéraire. Les variations que brode sur ce thème, avec une joviale virtuosité, notre rimeur trop bien en souffle tiennent du jeu, dirait-on, de l'exercice de haute école. Pour ma part, je reste disposé à voir dans le fabliau une des manifestations de cette littérature bourgeoise dont nous avons constaté tout à l'heure qu'elle substitue à la galanterie des *dilettanti d'amore* (type Guillaume de Lorris) la raillerie assez prosaïque de ceux (type Clopinel) qui se targuent

de connaître, plus naturelles que sous les fanfreluches, les femmes en cotte simple de la vie simple de tous les jours.

Les fabliaux mettent dans la littérature antiféministe du moyen âge le rire, qui n'est pas méchant, d'une compagnie qui n'est point toujours fort honnête. Ne soyons pas scandalisés. La solide santé de la vieille France, elle est là aussi, derrière cette joie sans remords et sans haine qu'ont les hommes, si souvent dupés, de chercher aux lèvres du conteur, qui les dupe à son tour, la revanche — enfin ! — du mari.

\* \* \*

Qui donc a dit que les disputes de longue durée portent toujours sur un point fondamental ? L'œuvre de Guillaume de Lorris et de Jehan de Meun, qui n'avait cessé d'être lue, commentée, imitée en France, en Italie, en Angleterre ; cette œuvre dont, il faut bien l'avouer d'ailleurs, la personnalité de son premier auteur, Lorris le très courtois, tendait à s'effacer au bénéfice du bourgeois Clopinel, à telles enseignes que nous la voyons prendre place dans la librairie royale sous le titre exclusif : « Roman de la Roze Maistre Jehan de Meun » ; cette œuvre hybride, mais où la satire l'emportait ainsi sur la louange, allait déclencher, à la limite des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, une véritable bataille. Et le champion des dames, c'est une dame : noble et très haute dame Christine de Pisan.

Ce qui la choque, l'intrépide amazone, c'est l'irrespect, la démesure surtout de cet antiféminisme qui est devenu, aux mains des clercs, une machine de guerre brutale et sans nul frein. De ces exagérations, elle souffre à la fois dans sa dignité de femme, de veuve et de mère, dans son culte pour cette Raison (la *Ratio*) dont elle se prétend l'humble servante. Car Christine est une lettrée et, par endroits même, un bas bleu. Cependant, quelle sincérité dans cet accent grêle ! Et comme il est attachant, dans son ingénu joli, le plaidoyer *pro femina*, qui est aussi un plaidoyer *pro domo*, de celle qui risque dans l'aventure toutes les ressources de son esprit et de son cœur ! Il y avait, dans la misogynie cléricale, du dépit ; dans la misogynie des fabliaux, du poncif. Chez Christine, nous sentons — et c'est tant mieux — vibrer d'indignation les fibres profondes. Et nous ne devons pas oublier que cette jeune femme s'est trouvée seule, à vingt-cinq ans, sans appui, sans expérience des difficultés matérielles, avec la charge de trois enfants, la charge de sa mère et de ses deux frères cadets, dans un milieu indifférent, sinon hostile.

*Seulete suis et seulete veux estre,  
Seulete m'a mon doux ami laissiée,  
Seulete suis en ma chambre enserrée,  
Seulete suis en un anglet mucière (cachée)...*

La voyez-vous au fond de son hôtel, dans l'embrasure d'une fenêtre dont les verrières peintes tamisent une lumière avare, et qui cherche dans le souvenir de son doux ami mort le réconfort de l'âme en butte aux malgracieux ?

Je ne contera point en détail les péripéties de la querelle du *Roman de la Rose*. Comment Jean de Montreuil, humaniste éloquent et dignitaire plein d'honneurs, a relevé le défi. Ni comment Jean Gerson, le Docteur très chrétien, est venu en aide au beau sexe, jetant dans la balance sa réputation de chancelier. Ni comment les frères Col, Pierre et Gonthier, rudes jouteurs, renforcèrent le parti de maître Jehan de Meun. « Débat gracieux », dira quelque part Christine de Pisan. Mais qui n'a rien de courtois, au sens actuel du mot. Et l'on s'étonne tout autant du sans-gêne d'un chanoine en ses imputations que des libres propos de la femme polémiste. Débat sans conclusion, d'ailleurs ! Comme à l'accoutumée, les adversaires coucheront sur leurs positions. Christine était la dernière à se faire illusion : « *Je ne sçay*, termine-t-elle une épître à Pierre Col, à quoy tant nous debatons ces questions : car je croy que toy ni



*moy n'avons talent de mouvoir nos oppinions. Tu dis que il est bon; je dis que il est mauvais ».*

Il s'en faut pourtant que cette *Querelle du Roman de la Rose* n'ait abouti à rien. Et si je m'y suis arrêté quelque peu, c'est qu'il me paraît qu'elle présente, — abstraction faite des résultats immédiats, qui sont pauvres, — dans notre histoire littéraire, une réelle importance. Les batailles d'idées étaient jusqu'alors l'apanage des clercs. C'est dans la rue du Fouarre, ainsi appelée du nom de la paille dont on jonchait le sol des auditoires où les « escoliers » — robe noire et capuchon de menu vair — demeuraient, pour écouter le pédagogue, assis par terre; c'est dans cette rue de la Montagne Sainte-Geneviève, fermée aux deux bouts par des barrière de bois, qu'argumentaient sur les universaux les logiciens, rien qu'eux. Fini désormais le règne des professionnels! Les gens du monde, à leur tour, entrent dans la mêlée. Ils donnent des coups, ils en reçoivent. Ils se battent — contre des moulins à vent, plus d'une fois. Mais ils se battent. Donc ils s'intéressent. Donc ils se passionnent. Et ceci, qui était très neuf, est devenu très vieux. Si nos salons retentissent du bruit de discussions qui ne concernent pas uniquement le retroussis d'une aile de chapeau, les amants de M<sup>me</sup> Une Telle, un quatre cœur « contré » ou le championnat de yo-yo; si les vulgarisateurs trouvent d'accueillants directeurs de revue et les directeurs de revue d'aimables abonnés pour lire les vulgarisateurs, c'est un peu à Christine que nous en sommes redevables, — que j'en suis redevable tout au moins — à cette Christine qui, courageusement, seule bien souvent contre les hommes, qui ne sont pas toujours bien fiers, continuera, jusqu'à son dernier souffle, de soutenir le los et le renom de ses sœurs, de toute Dame, de toutes les dames...

FERNAND DESONAY,  
Professeur à l'Université de Liège.

(A suivre.)

---

## PAUL IV<sup>(1)</sup>

### 1555-1559

---

#### Consommation du schisme en Allemagne

Tandis qu'en Pologne le mouvement était encore hésitant, il tournait de plus en plus en Allemagne du côté du protestantisme. Le changement décisif se produisit à la Diète d'Augsbourg. Le Saint-Siège, en dehors du nonce Delfino, y était représenté par le cardinal légat Morone qui fut appelé à Rome dès la fin de mars 1555, tout comme le cardinal Truchsess, pour l'élection du pape. Truchsess, de concert évidemment avec Morone, avait préparé le 23 mars 1555 une défense contre le plan qui voulait régler les affaires religieuses de l'empire en faveur des protestants.

Les deux représentants du Saint-Siège ne manquèrent pas d'agir avec zèle à Augsbourg; ce ne fut pas de leur faute s'ils n'obtinrent pas plus de résultats avec leurs inlassables représentations à Ferdinand, à Albert V et aux évêques. Ferdinand I<sup>er</sup> et Albert V ne comprirent pas toute la portée des revendications des protestants. Ils se trouvaient dans un si grand embarras qu'il faut être reconnaissant aux nonces d'avoir au moins, à force d'activité, évité le pire et fait rejeter les demandes des protestants qui tendaient à rien moins qu'à se faire livrer le reste de l'Allemagne demeuré catholique pour en constituer le territoire de la nouvelle Eglise. On atteignit au moins ce résultat que les nouveaux croyants

ne purent faire, malgré tous leurs efforts, aboutir en Allemagne la guerre de séparation religieuse.

Pendant que le 14 août Delfino se dirigeait en hâte vers Rome pour y faire son rapport, Lippomano s'attardait à Augsbourg jusqu'à la première semaine de septembre. Il présenta une note ferme dans laquelle il exposait que les difficultés concernant la foi ne pouvaient être tranchées par un autre juge que par le Saint-Siège. Lorsqu'il n'eut plus de doute sur l'issue défavorable de la Diète, il quitta Augsbourg pour ne pas rester spectateur inactif, tandis qu'étaient prises des décisions qui allaient produire le plus grand préjudice à la religion catholique.

Le Pape avait essayé en vain à la dernière heure, par une lettre pressante du 6 septembre 1555, de se servir de l'influence de l'Empereur sur son frère. Charles-Quint, qui trouvait les concessions exigées par les protestants incompatibles avec sa conscience mais inévitables étant donnée la situation actuelle, donna pleins pouvoirs sans aucune restriction à Ferdinand I<sup>er</sup>. Epuisé par une lutte qui devait avoir brisé sa nature de fer et ses nerfs vigoureux, il prit dès lors tous les moyens de se retirer entièrement de la scène du monde. Aussi il arriva que le 25 septembre 1555, à la paix religieuse d'Augsbourg, Ferdinand, pressé au plus haut point par l'attitude des Turcs, des Français et des princes protestants, consentit publiquement à reconnaître comme légitime le schisme religieux sur le territoire de l'empire, et les Etats de l'empire adhérant à la confession d'Augsbourg obtenaient enfin ce qu'ils avaient tant désiré : la durée illimitée de la paix, la tranquille possession des biens d'église acquis jusqu'en 1552, la suspension de la juridiction épiscopale dans leurs domaines et l'entière liberté dans l'exercice du régime religieux demandé par eux. Chaque Etat catholique et de la confession d'Augsbourg avait maintenant le droit de décider de la religion de ses sujets : celui qui refusait de se soumettre restait libre de vendre ses biens et de s'expatrier. Celui qui ne le pouvait ou ne le voulait devait se soumettre à la religion du gouvernement de son pays. Le principe de la nouvelle Eglise était : « A celui à qui appartient le pays, appartient la religion ». L'absolutisme séculier avait triomphé sur le terrain ecclésiastique. Les nouveaux croyants, dans leur joie de cette conquête, ne voyaient pas que c'était une épée à deux tranchants qui pouvait être retournée contre eux dans le cas où le prince changerait d'opinion religieuse. Les protestants ne se considéraient pas comme liés à l'ancien règlement ecclésiastique par suite duquel les ecclésiastiques adhérant à la nouvelle doctrine devaient perdre d'office leurs emplois et dignités, car cette clause ajoutée au texte de la paix religieuse qui n'était qu'une prescription lancée par Ferdinand I<sup>er</sup> fort de ses pleins pouvoirs impériaux, avait rencontré une exception dans la déclaration expresse que les Etats ne s'étaient pas mis d'accord là-dessus. Ceci et d'autres obscurités apportaient le germe de nouvelles et pénibles difficultés. La paix était d'ailleurs plus un procédé d'attribution qu'une entente véritable pour beaucoup; ce n'était qu'une trêve dont on usait pour réunir de nouvelles forces et recommencer la lutte avec plus d'acharnement qu'auparavant. Cette interprétation était aussi bien celle des protestants que celle des catholiques. Paul IV se comporta en conséquence. Bien que sentant profondément le tort que la paix d'Augsbourg faisait à l'Eglise, il ne fit pas de protestation solennelle; il pensait par des négociations particulières rendre inefficace cet accord considéré par lui comme inadmissible, ou, si ce n'était pas possible, d'en combattre de toutes ses forces les suites fâcheuses. Dans ce but, vers la fin de l'année 1555, Delfino fut envoyé de nouveau comme nonce extraordinaire à Ferdinand I<sup>er</sup>, qui avait souhaité vivement le retour de cet homme qui lui était si dévoué. De grandes conférences avec Morone avaient précédé son départ. Ce cardinal, chargé des questions allemandes, rédigea aussi l'instruction pour le nonce. Les missions qui furent données à Delfino relativement à ses négociations avec les princes-évêques de Trente et Brixen, puis avec le duc de Bavière, Albert V, et les chefs du clergé, Salzbourg, Eichstätt, Bamberg, Wurzburg et Passetau et enfin avec le roi de Rome lui-même, était partout les mêmes. En premier lieu, le nonce devait faire des représentations au sujet de l'assentiment abusivement donné aux néfastes décisions de la Diète d'Augsbourg, en combattre les funestes effets et avant tout empêcher qu'à la Diète prochaine de Ratisbonne de nouvelles décisions fussent prises au détriment des catholiques. En deuxième lieu, Delfino devait insister partout pour que la réforme se fit d'après les principes catholiques, ce qu'on considérait à Rome avec raison

(1) Voir la *Revue catholique* du 2 septembre 1932.



comme le moyen le meilleur et le plus efficace pour arrêter la chute progressive de l'Eglise en Allemagne.

Pour le duc de Bavière, dont on connaissait bien à Rome l'importance pour la cause catholique, Delfino avait la mission particulière de motiver l'attitude de refus du Saint-Siège en face des exigences que ce prince avait secrètement présentées au Pape au nom de ses sujets. La Bavière désirait la permission de la communion sous les deux espèces, le droit de se marier pour les ecclésiastiques et un adoucissement au jeûne. Si on en croyait les Bavarois, ce n'était que par l'octroi de ces concessions qu'on pouvait éviter à l'Eglise une plus grande défection; mais on était à Rome de l'avis opposé. Pour février et commencement mars 1556, Delfino exposa à Munich au duc, le point de vue motivant le refus du Pape. Le duc assura alors qu'il préférait la perte de sa vie et de ses Etats plutôt que d'aller contre la volonté du Pape. Mais lorsque les Etats renouvelèrent leurs exigences, le faible prince alla si loin dans ses concessions le 31 mars qu'il accepta, sous quelques réserves, la communion sous les deux espèces pour le peuple et la non-observance de l'abstinence.

\* \* \*

Delfino se trouvait alors déjà à Vienne. Les expériences qu'il fit avec Ferdinand I<sup>er</sup> furent encore plus tristes qu'avec le duc de Bavière. Les plaintes du Pape sur les concessions faites aux nouveaux croyants à Augsbourg au détriment des catholiques furent repoussées vivement par le roi des Romains; la nécessité l'avait contraint à faire en Autriche des concessions aux nouveaux croyants. Le conflit qui commençait entre Paul IV et la maison de Habsbourg influa sûrement sur cette attitude. Ce conflit prit, dès avril 1556, des formes si violentes que le Pape parla de déposer Charles-Quint et Ferdinand I<sup>er</sup> parce qu'ils avaient consenti aux décisions d'Augsbourg. Personne n'éprouva une plus grande joie de ce malheureux conflit que les protestants allemands qui apprirent en même temps que les princes catholiques d'Allemagne, soit négligence, soit optimisme, laissaient voir que les concessions déjà faites ne seraient pas étendues plus que ne le permettait le strict sens des mots de la décision de clôture de la Diète. Delfino avait à Vienne une situation difficile. Il s'apercevait de plus en plus de son impuissance. La cause de la foi, déclara-t-il peu de temps avant son retour le 21 septembre 1556, se trouve dans le plus grand danger dans tout le royaume et particulièrement dans les territoires héréditaires des Habsbourg. Les causes étaient, d'un côté les difficultés au milieu desquelles ne cessait de se débattre Ferdinand I<sup>er</sup>, de l'autre la tiédeur de presque tous les prélats. C'est pourquoi il proposait de leur envoyer, mais aussi au roi des Romains et à tous les princes séculiers allemands, un sérieux avertissement qui serait publié par la presse avec tous ses détails. Lorsque, fin octobre, Delfino adressa au Pape et au Sacré Collège son rapport sur la ruine croissante de l'Eglise catholique en Allemagne, Paul IV était si irrité contre les Habsbourg, qu'ils les accusait injustement de la malheureuse évolution des choses en Allemagne. En vain les cardinaux Médicis et Morone, de même que Delfino, lui montraient-ils le fâcheux contre-coup que produirait la guerre du Pape à l'Espagne, sur les progrès du protestantisme en Allemagne et en Autriche, Paul IV s'en tint à la réponse qu'il fit à Delfino en présence de Morone : « Votre roi des Romains est un confrère de ces hérétiques; nous ne patientons que parce que nous ne savons pas encore qui nous devons mettre à sa place ».

Dans ces conditions, on ne peut être surpris que la nonciature restât inoccupée près de Ferdinand I<sup>er</sup>. Comme cette situation peu naturelle se prolongea après la paix avec Philippe II, une opposition ouverte s'éleva à la Curie. Un rapport de l'ambassadeur vénitien du 6 novembre 1557 nous apprend les protestations des cardinaux parce que le Pape convoquait chaque dimanche l'Inquisition pour poursuivre les hérétiques un à un et négligeait pendant ce temps les affaires les plus importantes telles que le danger où l'on était de perdre des Etats entiers, comme la Pologne et l'Allemagne qu'il laissait sans nonce. Ces protestations amenèrent un accommodement de l'alliance avec Ferdinand I<sup>er</sup>. Tout d'abord fut envoyé à Ferdinand I<sup>er</sup>, le 14 novembre 1557, un ambassadeur particulier en la personne du notaire papal Jacob Lintérius, avec la mission de faire décider le colloque religieux de Worms. Ensuite fut envisagé le rétablissement de la nonciature près du roi des Romains. Mais il fallut attendre encore jusqu'en janvier 1558

avant que cela aboutît. Antonio Agostino, nommé évêque de Lérida, se rendit d'abord à Francfort-sur-le-Mein, où le 6 mars 1558 il se présenta chez le roi Ferdinand qui s'y trouvait.

En dehors de ce qui concernait la défense des catholiques allemands, Agostino avait encore la mission particulière de sauvegarder les droits de la papauté près de Ferdinand I<sup>er</sup> qui projetait de se faire attribuer la dignité impériale que Charles-Quint venait d'abandonner. Combien l'arrivée du nonce était peu souhaitée par le roi des Romains, c'est ce qui ressort du fait qu'il avait refusé à Lintérius le sauf-conduit pour la Diète de Francfort.

Comme Ferdinand I<sup>er</sup> ne pouvait plus renvoyer le nonce inopinément arrivé à Francfort, il chercha à le tranquilliser en déclarant que la question religieuse ne serait pas traitée à l'assemblée. Ce n'était pas la vérité, car la capitulation électorale arrêtée à Francfort contenait un engagement exprès et général de se conformer aux décisions d'Augsbourg. Le 14 mars 1558, Ferdinand I<sup>er</sup> la jurait dans la chapelle électorale de l'église de Francfort, en présence des électeurs dont trois appartenaient à la confession protestante, puis il recevait la couronne d'or des mains de Joachim II de Brandebourg, archi-camérier du royaume. Ensuite tous se rendaient à l'estrade érigée devant le chœur. Là furent lus devant tout le peuple les actes de la renonciation de Charles-Quint à l'empire, approuvée par les électeurs, et de la prise de cette dignité par son frère. Puis suivait la proclamation solennelle de Ferdinand élu empereur romain. Toute participation à cet acte si important avait été refusée au représentant du Pape; il se vit assigner le rôle d'un spectateur passif et se trouva devant le fait accompli. Les protestants jubilaient. « Par cet événement tout à fait nouveau, écrivait Petrus Martyr à Calvin, l'autorité de l'antéchrist romain a été plus que jamais écrasée. »

On conçoit difficilement comment Ferdinand I<sup>er</sup> put croire qu'un pape aussi pénétré de sa situation et de ses droits que Paul IV supporterait patiemment un pareil procédé; cependant dès 1551, Jules III avait déclaré que la transmission de la dignité impériale n'était pas valable sans le consentement du Pape et que le droit de vote n'existait que pour les électeurs catholiques.

Lorsqu'en février 1508 Maximilien avait voulu, le premier se séparant de l'ancienne tradition, prendre le titre d'empereur romain élu, il avait reconnu par une déclaration expresse le droit du Pape à la couronne, ce qui avait fourni à Jules II la possibilité de donner ensuite son assentiment. De même en 1520, pour prendre le même titre, Charles-Quint s'assura l'approbation de Léon X. A son couronnement à Bologne, toutes les formalités traditionnelles furent maintenues péniblement. Maintenant, non seulement l'abdication de Charles-Quint, mais la proclamation de Ferdinand I<sup>er</sup>, élu empereur romain, avaient lieu sans qu'on en prévienne le Pape et ce ne fut pas tout. En 1531, à l'élevation de Ferdinand I<sup>er</sup> à la dignité de roi des Romains, Clément VII avait déclaré par un bref que la participation de l'électeur protestant de Saxe ne devait pas entrer en ligne de compte pour la validité de l'élection. Cette fois, dans l'acte beaucoup plus important de Francfort, avaient pris part trois électeurs séparés de l'Eglise et ennemis violents du Saint-Siège. On se trouvait donc par là en face d'un état de choses entièrement anormal et qui ne s'était pas encore produit. Le Pape avait déjà eu à dire son mot dans l'élection du roi; à combien plus forte raison ne devait-il pas le faire lors de la proclamation d'un empereur qui devait être le protecteur du Saint-Siège! Et maintenant le nouvel empereur proclamé de cette sorte, s'était engagé par sa capitulation électorale à maintenir comme légal un état de choses entièrement défavorable aux catholiques et qui était l'œuvre finale de la Diète d'Augsbourg. Ce n'était donc pas un fait unique; c'est pourquoi Ferdinand ne pouvait plus apparaître comme digne de prendre le rôle de défenseur de l'Eglise. A Rome, on savait très bien que Ferdinand avait adouci la sévérité de ses anciens décrets contre les protestants, qu'il avait nommé en Hongrie et transféré à d'autres sièges des évêques qui n'avaient pas demandé la confirmation du Saint-Siège. Mais Paul IV reprochait avant tout à Ferdinand d'avoir toléré l'attitude hérétique de son fils Maximilien.

\* \* \*

Tout cela explique clairement que Paul IV, déjà plein de défiance et de mécontentement contre les Habsbourg, arrivât à la plus grande irritation à la nouvelle des événements de Francfort; il ne lui parut pas douteux qu'il ne pouvait pas reconnaître un



renoncement unilatéral à l'empire formulé de cette façon, à l'empire qui comportait des devoirs très précis envers l'Eglise et auxquels il s'était engagé par serment. Il était d'avis qu'il ne pouvait supporter que la succession en échût à un homme comme Ferdinand I<sup>er</sup>. Il ne fallait pas demander à Paul IV une appréciation tranquille de circonstances qui ne permettaient pas de s'en tenir au point de vue du droit dans toute sa rigueur. Et cependant, il n'était pas douteux que par suite du grand bouleversement qui s'était produit dans le dernier quart du siècle au profit des protestants, personne ne se préoccuperait dans l'empire de la résistance du Saint-Siège aux prétentions de Francfort; au contraire si le Pape voulait enlever à Habsbourg le pouvoir impérial dont il s'était emparé, il était à prévoir que les protestants, déjà disposés à marcher avec toute leur force contre l'antéchrist romain, se soulèveraient avec toute leur force pour Ferdinand. Mais il était clair, que Ferdinand ferait de beaucoup plus grandes concessions aux protestants s'il leur devait le maintien de son titre d'empereur. A Rome, on aurait dû considérer que si Ferdinand était coupable, du moins on ne pouvait élever aucun doute sur ses sentiments catholiques personnels. Enfin, il était notoire que ce prince n'avait fait toutes les concessions aux nouveaux croyants que poussé par la plus amère nécessité.

Toutes ces considérations militaient pour qu'on se bornât à une protestation et qu'on supportât le reste avec une indulgente patience pour éviter de plus grands maux.

Malheureusement Paul IV avait des idées tout opposées. Se souciant peu du changement total qui s'était produit dans le monde et de toutes les suites préjudiciables qui en résulteraient, il se montra intraitable sur la question du droit ancien. Avec la raideur qui lui était propre, il soutint que l'élection des princes électeurs et la personne de l'élu dépendaient de la confirmation ou de la désapprobation papale et que l'Empereur ne pouvait diriger l'empire avant d'avoir reçu cette approbation. Non seulement pour la succession de Ferdinand, mais aussi pour l'abdication de Charles-Quint, il voulait faire valoir son droit d'approbation. En mars encore, il convoquait un consistoire secret dans lequel il donnait libre cours à son indignation de l'outrage fait au Saint-Siège; il précisait qu'à son point de vue l'abdication de Charles-Quint n'était pas valide alors qu'elle avait été faite sans l'avis du Pape et par quelqu'un qui n'était plus suffisamment maître de sa raison, ensuite que l'élection de Ferdinand était illégale par suite de la participation des apostats à l'élection. Il imposa sévèrement silence aux cardinaux et les invita à examiner immédiatement quelles mesures devaient être prises. Qu'il fût décidé à faire revivre entièrement toutes les anciennes controverses sur les rapports de l'empire et de la papauté, c'est ce que prouve son ordre au savant conservateur de la Bibliothèque vaticane, Guglielmo Sirleto, d'avoir à présenter aux cardinaux les documents relatifs à cette question. Bientôt fut rendue publique la dispute entre le Pape et l'Empereur. Le vendredi 8 avril 1558, la prière en usage pour le chef laïc de la chrétienté fut supprimée. Un mois plus tard, Agostino, qui s'était rendu à Vienne avec Ferdinand, était rappelé. De là-bas, le 22 avril, le camérier en chef Martin de Guzman était parti pour Rome. Informé à Venise des sentiments du Pape, il se dirigea malgré cela vers Rome, où il entra dans la nuit du 12 au 13 mai. Le Pape lui avait fait savoir par le cardinal Pacheco qu'il lui refuserait une audience solennelle au titre d'ambassadeur « impérial » et ensuite qu'il lui refuserait même une audience privée.

La chose se prolongea d'autant plus que Paul IV fut confirmé dans son attitude grossièrement intransigeante par les cardinaux, théologiens et canonistes les plus éminents de la Curie. Déjà en mai avait été organisée pour conférer sur la question de droit une commission qui comprenait dix cardinaux (Vitelli, Rebiba, Carlo et Alfonso Carafa, Puteo, Reumano, Ghislieri, Scotti, Saraceni et Pacheco) et six prélats (Lippomano, Agostino, Sirleto, Camerario, Ugo Buoncompagni et Restauro Castaldo). Ceux-ci, dans des avis savants, mirent en mouvement plus ou moins heureusement tout l'arsenal des théologiens et des canonistes du moyen âge pour prouver la non-validité de l'élection de Ferdinand à l'empire. En s'appuyant sur le droit en vigueur, ils déclarèrent que Guzman ne pouvait être reçu en audience publique comme ambassadeur impérial et que les procédés de Francfort étaient nuls et non avenues. Même dans le cas où ces actes seraient valables, on ne pouvait confier la mission de défenseur du Saint-Siège à un homme comme Ferdinand, car non seulement il s'était

permis d'empiéter sur le terrain ecclésiastique et s'était rendu suspect en tolérant les hérésies de son fils, mais encore il avait manqué à son serment en facilitant les défections et en jurant à Francfort le contraire de ce à quoi son serment précédait l'engagement. Même si la personnalité de Ferdinand n'eût pas été en cause, son élection n'en aurait pas moins été nulle par suite de la participation des électeurs hérétiques, sans parler du fait que tout le collège électoral n'avait pas le droit de procéder pendant la vie de l'Empereur à l'élection d'un autre.

Parmi les propositions au sujet de ce qu'il y avait à faire, il ne s'en trouva que deux, celles des cardinaux Pacheco et Puteo, qui avertissaient résolument d'avoir à tenir compte du changement des temps et qui signalaient les grands dangers qu'une attitude trop rude ferait courir au Saint-Siège. Comme il ne s'agissait que d'une question de droit positif, Puteo pensait que le Pape pouvait accepter l'obédience de Ferdinand I<sup>er</sup>, à condition que la volonté de Charles-Quint d'abdiquer fût maintenue et que l'ambassadeur eût montré la légitimité de ses pouvoirs. Quant aux reproches adressés à la personne de Ferdinand, on devait rechercher si les excuses qu'il donnait n'étaient pas sérieuses. Pacheco poursuivait en conjurant le Pape de mettre de la douceur et de se rendre compte de l'état exact des choses et de la situation. Philippe II pesa aussi de tout son poids dans la balance en faveur de son oncle. Tout fut inutile. La commission tint ferme pour l'ancien droit et décida définitivement que Ferdinand ne serait pas reconnu tant qu'il n'aurait pas prouvé son droit et rendu au Saint-Siège l'honneur qui lui était dû. Alors Guzman invoqua les ordres de Vienne d'après lesquels, il devait, dans le cas où il n'aurait pas obtenu d'audience au cours des trois jours après la remise de sa lettre, reprendre le chemin du retour, même s'il ne s'était pas acquitté de sa mission. Le 13 juillet une audience demi-officielle lui était accordée. Le Pape se montra extrêmement gracieux et annonça l'envoi d'une ambassade particulière à Ferdinand; mais il ne céda pas sur le fait. Dans un consistoire, il fixa les conditions suivantes à la reconnaissance de l'Empereur : constatation de l'abdication de Charles-Quint, examen de la vie et de la conduite de Ferdinand, promesse du régent d'abolir le luthérianisme de sa maison et de ses Etats, exclusion des hérétiques de toute élection postérieure et affaires analogues.

\* \* \*

Guzman quitta Rome le 14 juillet; le même jour, Ugo Buoncompagni fut désigné comme nonce près de Ferdinand I<sup>er</sup>. Le 20 juillet, le cardinal Rebiba, nommé légat de Pologne, reçut l'ordre de se rendre à Vienne : seulement les deux ambassadeurs furent arrêtés par l'arrivée de l'ambassadeur espagnol Vargas à Venise. En attendant, le nonce Mentuato, désigné pour la Pologne, dut faire son rapport à Vienne sur les réclamations de Paul IV.

Toutes les espérances fondées sur les négociations avec Vargas devaient être vaines. Entretemps Ferdinand I<sup>er</sup> se préparait à une sérieuse résistance. Le 5 septembre, il avisait officiellement les princes électeurs de son différend avec le Pape et les invitait à une Diète prochaine. En même temps, Seld, le chancelier impérial, était chargé de la rédaction d'un grand écrit qui devait réfuter les prétentions du Pape. L'important document montre quelle animosité et quelle dangereuse opinion l'attitude de Paul IV avait soulevées à la Cour impériale. Le vice-chancelier, qui sans doute prétendait être encore catholique, employa un langage qui n'était pas très différent de celui des protestants. « Tandis qu'autrefois, dit-il, on redoutait l'excommunication papale autant que la mort, maintenant on en rit, et tandis qu'autrefois tout ce qui venait de Rome était considéré comme saint et divin, maintenant la vie et les habitudes romaines jouissent d'une si mauvaise réputation dans le monde entier qu'il paraît à peu près indifférent qu'on appartienne à l'ancienne ou à la nouvelle religion. » Les faiblesses de Paul IV furent exagérées par Seld; tous les services rendus dans la question de la Réforme lui étaient reprochés et on disait ouvertement : « Sa Sainteté, que ce soit à cause de son âge ou d'une autre raison, n'a plus ni bon sens, ni esprit. » Seld déconseilla absolument toutes concessions aux demandes du Pape parce qu'ainsi le royaume entier serait révolté contre le Pape et l'Empereur. Le meilleur est de ne pas se soucier de l'assentiment ou du refus du Pape; au pis-aller, conformément aux décisions de Constance et de Bâle, Ferdinand pourrait en appeler à un libre concile chrétien.



La situation était tendue au plus haut point lorsque la mort de Charles-Quint (21 septembre 1558) aplanit les difficultés qui venaient de son abdication. On espérait alors d'autant plus en finir avec cette malheureuse querelle que Gröpper, si hautement estimé par le Pape, signalait les dangers qu'entraînerait la non-reconnaissance de Ferdinand. Mais la principale pierre d'achoppement, l'attitude anticatholique de Maximilien fit persister plus encore Paul IV dans sa protestation. Devant la suppression des cérémonies religieuses pour Charles-Quint, le 12 décembre, le Pape déclara devant les cardinaux et les ambassadeurs que par la suppression des funérailles solennelles il était porté préjudice à l'autorité du Saint-Siège dans la question de la cession de l'empire et que son droit était réduit d'un tiers.

En même temps les nonces furent invités à communiquer aux rois de Pologne et de France cette protestation et le refus de la reconnaissance de Ferdinand. C'était la réponse à la déclaration faite par Vargus que Ferdinand songeait à mettre la question en délibération devant les électeurs. Un bref sévère était déjà préparé pour le roi romain lorsque la chute des neveux rejeta la querelle à l'arrière-plan. Mais on n'en vint pas à un accommodement, malgré une nouvelle intervention espagnole. Heureusement que le Pape ne poussa pas plus loin, car une étude sérieuse du droit dans cette question mondiale contre l'empire aurait exercé la pire répercussion sur les droits spirituels du Saint-Siège.

Il est naturel que personne n'abandonne volontiers un droit qu'il possède. Humainement parlant, on ne peut blâmer Paul IV de n'avoir pas, comme représentant d'une puissance si éminemment conservatrice, voulu abandonner l'union idéale des deux pouvoirs et la position prise par le Saint-Siège au moyen âge. Mais Paul IV aurait dû se dire qu'il ne servirait pas la cause de l'Eglise en Allemagne si, s'attachant fermement à la conception moyenâgeuse de l'empire, il élevait des prétentions qui pouvaient pousser les Habsbourg à une alliance très étroite avec tous les États même protestants de l'empire. Rien ne montre mieux le grand danger couru que les espérances des luthériens devant cette opposition du Pape au chef de l'empire qui représentait toujours le plus solide appui de l'Eglise en Allemagne.

### En Angleterre

Le reproche d'imprudente dureté qu'on ne peut épargner à Paul IV au sujet de son attitude à l'égard de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup> lui a été aussi adressé au sujet de son attitude vis-à-vis de la royauté anglaise. Là, le reproche n'est pourtant que partiellement mérité.

Le succès de la restauration catholique fut grandement menacé quand l'Angleterre entra dans la guerre de Philippe II contre la France et le Pape au profit de l'Espagne.

L'Angleterre avait des motifs suffisants pour déclarer la guerre à la France. Dans toutes les conjurations et tous les attentats contre la reine d'Angleterre, le roi de France ou son ambassadeur avaient trempé les mains et la politique française ne cessait de lui procurer en tout des difficultés. Malgré cela, il ne fut pas facile à Philippe, qui séjourna encore une fois sur le sol anglais du 17 mars au 6 juillet, d'obtenir la déclaration de guerre. Les conseillers de la Reine firent valoir la pauvreté de la Couronne, qui ne permettait pas une grande guerre, et ils rappellèrent à Marie que son contrat de mariage excluait expressément toute participation de l'Angleterre aux guerres de l'Espagne. Là-dessus survint la tentative d'insurrection de Stafford avec l'appui de la France, et l'indignation que souleva cette nouvelle inconvenance amena ce que Philippe n'avait pu jusque-là obtenir. La guerre avec la France fut déclarée et la situation déjà difficile se compliqua pour le cardinal Pole de ce que son souverain était un ennemi du Pape et que sa Reine combattait les alliés de celui-ci.

Pole avait déconseillé la guerre avec la France; pendant le séjour de Philippe en Angleterre, il évita de voir en public l'adversaire du Pape et ne lui fit visite, comme à son Souverain, que de nuit et sans être accompagné. Malgré cette attitude pleine de tact, il se trouva impliqué dans le conflit qui s'était élevé entre Paul IV et les Espagnols.

Philippe avait donné l'ordre à tous ses sujets espagnols de quitter

Rome. Le Pape répondit à cette mesure en rappelant dans un consistoire du 9 avril, des territoires de Philippe, tous ses nonces et envoyés afin que le Roi ne les traitât pas comme des otages. Pole ne fut pas rappelé d'Angleterre mais perdit sa dignité de légat qui se fût gravement confondue avec sa fonction de chef du Conseil d'Etat. On ne demanda à aucun des cardinaux au Consistoire de dire son avis sur cet acte et aucun n'osa hasarder une contradiction.

La nouvelle de ces mesures qui se répandit rapidement en Angleterre y souleva une sensation générale et chez les amis de Pole la plus grande consternation. La Reine et les évêques écrivirent aussitôt au Pape et le prièrent de maintenir Pole dans ses dignités. Le représentant de l'Angleterre à Rome, Edward Carne, déploya le plus grand zèle dans ce but. Le 15 mai, il obtint une audience de Paul IV dans laquelle il lui exposa les complications qui se produiraient en Angleterre si Pole n'était plus légat. Le Pape convint que sa démarche avait été un peu hâtive, mais qu'il ne pouvait tout de suite revenir sur un acte qui avait été public. Mais le cardinal Médicis lui ayant demandé comment devait être portée dans les actes consistoriaux la déposition de Pole, il déclara que Pole conservait la dignité de *legatus natus* qui était liée une fois pour toutes au siège archiepiscopal de Canterbury et qu'on pouvait la noter dans les actes.

Jusque-là Pole n'avait eu connaissance de sa déposition que par le bruit qui en avait couru, car la Reine avait fait arrêter et retenir le bref du Pape sur la déposition du légat, jusqu'à ce qu'elle eût fait à Rome les représentations nécessaires. Le 25 mai, le cardinal, dans une lettre au Pape, exposa la situation des choses en Angleterre. Il considérait que sa déposition devait lui faire perdre les deux légations, aussi bien la dignité de *legatus a latere* que celle de *legatus natus*. Mais s'il n'y avait plus de légat dans le pays, il en résulterait un grand préjudice au progrès de la religion et au respect du siège de Rome. Que si le Pape n'était pas content du légat qui avait été en fonction jusque-là, il pouvait en nommer un autre à cette dignité. Quelle que fût la personne du légat, il favoriserait et soutiendrait de toute façon le nouvel élu si le Pape était d'accord avec celui-ci. Dans une lettre à Stefano Sauli de la même date, il ajoutait l'assurance qu'il était tout prêt à obéir au Pape, mais comme son messenger de Rome n'avait pas apporté de nouvel ordre au Pape, il attendait d'en recevoir. L'expédient que Pole suggérait eut l'approbation du Pape. Le 14 juin, celui-ci nomma en consistoire cardinal et légat en Angleterre le franciscain William Pero (Petow) qui avait sous Henri VIII encouru la colère du monarque par son attitude ecclésiastique, en suite de quoi il avait dû vivre longtemps à Rome comme un banni et venait seulement de rentrer à Greenwich dans son couvent restauré. En même temps que la nomination de Peto, il envoya à Pole un bref qui le rappelait à Rome. Le choix de Peto était de tous points malheureux. Carne, à qui le cardinal Carafa fit part de sa nomination, rappela en termes énergiques que Peto était un vieillard usé qui n'était plus capable d'aucun effort et qui ne pouvait occuper un poste de légat. Peto refusa lui-même le chapeau de cardinal ainsi que la dignité de légat qui était pour lui une trop lourde charge. Marie fit arrêter à Calais le messenger avec les brefs pour Peto et Pole. De concert avec Philippe, elle avait dès la fin de mai réitéré la prière que le Pape laissât Pole dans sa fonction. Maintenant, si les Papes, disait-elle, ne l'avaient pas écoutée jusque-là, elle espérait qu'il le ferait à présent; qu'on lui pardonnât à Rome si elle croyait savoir mieux que personne ce qui convenait au gouvernement du royaume.

Paul IV n'était pas d'humeur à revenir sur sa décision. Il maintint Peto bien que celui-ci eût lui-même écrit à Rome qu'il ne pourrait se montrer dans les rues de Londres sans y être tué. Paul IV n'en persista pas moins à faire comparaître Pole à Rome bien que, dans l'intervalle, l'affaire de celui-ci eût pris une tout autre tournure. L'ancienne accusation d'hérésie ayant été renouvelée contre Pole, il ne pouvait plus désormais être question de lui comme légat. Pole lui-même s'était du reste adressé à la Reine pour qu'elle permit à l'envoyé du Pape, porteur de la nomination de Peto, de franchir le détroit, déclarant qu'il n'exercerait plus ses pouvoirs de légat bien qu'on le contraignît à le faire.

Cependant, la guerre avec la France approchait de son terme. Après la glorieuse journée de Saint-Quentin (10 août 1557) eut lieu le 8 janvier 1558 le dur coup de la perte de Calais. La place constituait un marché important pour le commerce anglais. Sa perte prenait aux yeux des Anglais une importance encore plus



haute du fait que c'était le dernier trophée qui restât des glorieuses guerres franco-anglaises de la fin du moyen âge. Grande donc fut la consternation du peuple et grand le chagrin de la Reine à la nouvelle de la perte de la forteresse; celle-ci n'atteignit pas seulement le prestige de Marie, mais aussi celui de la religion qu'elle avait soutenue. « Depuis la prise de Calais, écrit le comte Féria à Philippe, on ne voit plus dans les églises qu'un tiers des assistants que l'on trouvait auparavant. »

Calais fut le dernier grand chagrin de la vie de Marie. Elle était depuis longtemps malade. Au commencement de novembre, son état devint désespéré. Le 6, elle envoya ses bijoux à Elisabeth en la priant de maintenir l'ancienne religion et de se charger des dettes de la Reine. Le matin du 17 novembre, pendant qu'un prêtre disait la messe devant elle, elle termina sa douloureuse existence. Le cardinal Pole ne lui survécut que peu d'heures. Dès mars, il était complètement épuisé, et comme Féria l'écrivait au Roi, il n'était plus qu'un homme mort.

Marie était bien la meilleure des reines anglaises. Elle n'était pas du nombre des femmes les plus cultivées de son temps — elle comprenait néanmoins six langues et possédait de nombreuses connaissances en littérature latine — mais sans parler de ses mœurs pures et sans tache, elle faisait preuve d'une grande bonté de cœur. En guise de passe-temps, elle allait volontiers avec ses dames d'honneur visiter sans se faire connaître les huttes des pauvres gens, s'informait de leurs besoins et les aidait tant qu'elle pouvait.

Elle ne fut pas seulement la meilleure mais aussi la plus infortunée des princesses qui montèrent sur le trône d'Angleterre. Sans parler de ses premières années d'enfance, sa vie ne fut qu'une longue chaîne de souffrances et de chagrins intérieurs profonds qui minèrent prématurément sa santé. Adolescente, elle dut être le témoin de la répudiation d'une mère bien-aimée et de la passion criminelle de son père. Sous le règne d'Edouard, elle souffrit la persécution de la part de son frère et lorsque, contre toute attente, elle fut montée au trône, elle se vit délaissée d'un mari qu'elle adorait, environnée de pièges par sa demi-cœur, menacée dans sa vie par des conspirateurs qu'elle avait sauvés de la mort. Sa popularité ne cessa de décroître, son espoir d'avoir de son mariage un héritier du trône ne se réalisa pas. Contre toutes ses tendances et malgré tous ses efforts, elle fut entraînée dans la guerre avec le Pape dont elle avait soutenu le prestige au prix des plus grands sacrifices. Elle eut à craindre que toute l'œuvre de sa vie fût détruite en peu d'années. Morte, elle a été condamnée à reparaitre dans les récits d'une histoire partielle, comme un spectre sanglant. Malgré tout, la vie de Marie n'a pas été inutile. Elle a exercé sur la condition religieuse d'Angleterre une influence profonde. Avant elle, la position des catholiques manquait de précision et de clarté. De plus en plus, ils se laissaient opprimer et on en était arrivé à tomber dans le schisme et l'hérésie presque sans s'en apercevoir. Leur situation changea sous Marie; après son règne, l'Eglise catholique d'Angleterre compte des martyrs et des confesseurs en grand nombre. Marie a fait sentir son influence, même en dehors de l'Eglise catholique. Si Elisabeth n'osa pas établir simplement le calvinisme en Angleterre, si aujourd'hui encore le protestantisme d'Angleterre a un caractère qui, sous beaucoup d'aspects, correspond aux idées catholiques, on ne saurait contester à Marie le mérite d'avoir empêché la disparition de la pensée et du sentiment catholiques en Angleterre.

LOUIS PASTOR.

(Traduit de l'allemand  
par Alfred Poizat.)

#### ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (28, 25, 22 ou 17 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnements accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

## Ottawa

Titre très pauvre pour un article car il vous a tout l'air de faire croire que rien ne s'est passé là-bas, sauf l'inévitable querelle entre des tempéraments aussi différents que l'anglais et l'outre-Atlantique. Pour ceux des délégués anglais qui étaient des *gentlemen*, l'expérience doit avoir été du même ordre que la lecture du *Sunday Express*. En fait, le seul résultat utile de la rencontre aura peut-être été la révélation que les Anglais, comme tous les autres Européens, sont des étrangers dans le nouveau monde.

Personne ne paraît savoir si, à Ottawa, il s'est passé autre chose. Que si quelque chose s'y passa, ce ne peut avoir été que de manière très confuse et très conditionnelle. Ottawa mérite, toutefois, de retenir notre attention, car cette conférence marque un pas de plus dans une politique de suicide, celle de restreindre notre commerce international. Tel était bien l'objet de la rencontre, et si elle comporte jamais quelque « succès », ce ne pourra être que dans cette ligne.

Une des manifestations les plus lamentables de la politique professionnelle est celle qui fait parler les gens « bien » qui s'en occupent, d'une façon dont ils rougissent en secret. Or, agir constamment d'une manière dont on a honte, dégrade le caractère.

En l'occurrence, des hommes comme M. Baldwin et M. Chamberlain se sont mis à tenir le langage des journaux populaires et ont fait semblant de croire qu'en effet, exporter plus qu'on n'importe est toujours chose excellente! Ils savent bien pourtant, et tout esprit au-dessus d'un certain niveau d'ignorance sait, qu'en matière de commerce international, une augmentation de richesses ne peut venir que par les importations, et que l'homme ou le pays qui importent tout et n'exportent rien sont les plus riches. Mettez un millionnaire vivant largement sur une île quelconque, en l'obligeant à y demeurer, et les importations de cette île seront énormes en face d'exportations nulles.

Il n'y a, à cette évidence mathématique, qu'une seule exception, celle de la nation vivant et dépensant au delà de ses revenus : notre cas à nous, Anglais, avant la chute de la Livre. Tout comme un individu, un pays peut commander plus de choses qu'il ne peut en payer à l'aide son revenu. Dans ce cas, pays comme individu mangent leur capital et s'acheminent vers la faillite. Ce n'est que dans ce cas exceptionnel qu'il est sage de restreindre les importations. Il est évident que, ordinairement, et sur une longue période, l'excès de vos importations sur vos exportations donne la mesure minimum de ce que vous rapporte votre commerce international; la mesure partielle du profit que vous en retirez et non pas totale car une partie de ce profit peut rester investie à l'étranger.

\* \* \*

L'absurde illusion qui accorde toute l'importance aux exportations et considère la nécessité d'importer comme une espèce de désastre, a plusieurs sources. Peut-être la principale est-elle l'inintelligence du *Big Business*, ce Haut-Commerce qui paraît bien être celle des activités humaines qui atrophie le plus l'esprit. Votre grand homme d'affaires sait qu'il s'enrichit en vendant, il en conclut stupidement que l'ensemble de la nation est dans le même cas.

Il est, de toute évidence, avantageux pour celui qui dirige un groupe de mines d'exporter autant de charbon que possible. Mais pour la communauté, ce qui compte, à propos de l'exportation de ce charbon; c'est de recevoir quelque chose en échange de ce



charbon : par exemple du blé. Votre crétin du Haut-Commerce est incapable de penser aussi loin et, malheureusement, le dit crétin, dans l'actuelle et lamentable phase de notre vie nationale anglaise, est tout-puissant. Il est à même d'imposer ses vues par ses journaux et il tient les politiciens professionnels dans le creux de la main.

Une autre source de l'opinion qu'exporter est bon et qu'importer est mauvais, est cet effet qu'a le capitalisme de produire un besoin de marchés étrangers qui n'est pas naturel.

Montrons ceci par un exemple simple. Une communauté de dix familles exploitant dix fermes produit dix unités de froment. Une autre communauté de dix familles de tisserands produit dix unités de tissus. Les fermiers doivent être vêtus et les tisserands doivent manger, aussi les derniers échanget-ils cinq de leurs unités de tissus contre cinq unités de blé. Tout le monde est bien nourri et se trouve bien vêtu. Voilà ce qui se passe en régime « distributiste », quand la production est aux mains de familles ou de corporations. En régime capitaliste, un seul homme exploite les dix fermiers et un autre exploite les dix tisserands. Le premier capitaliste prélève un droit de péage sur les fermiers, mettons de deux unités de froment, ne leur laissant donc, à ces dix fermiers, que huit unités; le second capitaliste prélève, sur les tisserands, deux unités de tissus, ne leur laissant disposer que de huit unités. Du coup, les tisserands n'ont plus cinq unités de tissu en surplus, mais seulement trois. Leur puissance d'achat est réduite de 5 à 3. Il ne peuvent plus se procurer que trois unités de blé chez les fermiers et ceux-ci ne peuvent se procurer que trois unités de tissus chez les tisserands. Les tisserands n'ont pas assez à manger et les fermiers pas assez pour se vêtir. Ou, comme on l'exprime de façon plus technique : « le prolétariat est appauvri ».

Mais que deviennent les deux unités-surplus de blé et de tissus aux mains des deux capitalistes? Le capitaliste-blé échangera un peu de son blé pour les vêtements dont il a besoin et conservera une certaine quantité de blé pour sa consommation personnelle. Le capitaliste-tissus fera de même. Mais ce qui restera de blé et de tissus, ce que chaque capitaliste appelle « son profit, déduction faites des dépenses pour vivre », doit trouver quelque part un marché. Le capitaliste-tissus ne peut vendre ce qui lui reste de tissus aux fermiers, car le capitalisme a réduit leur capacité d'achat, et le capitaliste-blé ne peut vendre son restant de blé aux tisserands pour la même raison. Ils leur faut, ou trouver un marché étranger, ou accumuler inutilement leurs marchandises.

Anciennement, quand il y avait peu de nations industrielles — on peut même dire : quand seule la Grande-Bretagne était une nation industrielle — le problème des marchés étrangers était bien simple. Le capitaliste qui exploitait des cordonniers à Northampton pouvait avoir un prolétariat mal chaussé : il vendait son surplus de souliers à des étrangers qui ignoraient, jusque-là, le port de souliers ou qui ne pouvaient en fabriquer que très difficilement eux-mêmes, ne disposant pas des machines nécessaires à une fabrication aisée. Avec la diffusion des machines, et quand de plus en plus l'étranger se mit à s'industrialiser lui aussi, il arriva ce qu'avait prophétisé Napoléon : les marchés étrangers échappèrent à l'emprise anglaise.

Aujourd'hui, tous les marchés et le commerce international en général connaissent, par l'action du capitalisme, de grands surplus offerts en vente et ne trouvant pas de marchés étrangers alors que, *at home*, dans les différents pays, les masses prolétaires ne peuvent acquérir ces surplus.

\* \* \*

La crise actuelle a bien d'autres causes encore. Il y a, entre autres, la politique à courte vue des grandes banques qui aidèrent les Allemands à se soustraire à l'obligation de réparer les ruines qu'ils firent. Les banques crurent que moins l'Allemagne paierait

aux victimes de l'agression allemande et plus elle pourrait leur payer d'intérêts usuraires. Elles sautèrent avec leur propre pétard. Les Allemands avaient appris à ne payer ni les victimes ni les prêteurs.

Il y eut aussi la folle concurrence en matière de droits de douane qui détruisit progressivement le commerce international. Mais, la crise que nous traversons est essentiellement un aboutissement logique du capitalisme dans sa dernière phase.

Si cette crise affecte le monde entier, elle est de beaucoup la plus lourde et la plus terrible pour nous, Anglais, pour la double raison que notre pays est le plus industrialisé — c'est-à-dire le plus capitaliste — du monde et que toute notre vie nationale est organisée sur la base des échanges internationaux. Même la Belgique n'est pas aussi industrialisée que nous; et aucune autre nation ne vit principalement et nécessairement de son commerce avec l'étranger. L'exemple le plus proche, dans le passé, d'un état de choses semblable au nôtre, est Venise.

Nous sommes donc la communauté humaine la plus industrialisée, ce qui veut dire, celle où le capitalisme a le plus d'emprise; ce qui veut dire aussi, la plus exposée aux dangers qui suivront l'écroulement du capitalisme. Notre population est presque uniquement prolétarienne. La terre anglaise n'est pas aux mains d'un « paysannat » mais est détenue par de très gros propriétaires ou (par hypothèque) par les banques. Elle n'est, en général, pas travaillée par le paysan, mais par un prolétariat rétribué. Les vies de toute la communauté anglaise, exception faite pour la classe capitaliste relativement petite, sont vécues en termes de salaire et non pas en termes de propriété. Nos journaux soulignent bruyamment les mésaventures du capitalisme aux Etats-Unis, mais ils oublient de nous dire que la moitié du peuple américain vit, ou directement de son travail sur sa terre, ou de son travail dans ses propres petites entreprises. Il n'y a pas de comparaison entre la mainmise capitaliste sur la terre en Amérique et chez nous.

La Grande-Bretagne fut la première à devenir capitaliste. Résultat : notre prolétariat fut aussi le premier à absorber la doctrine capitaliste qui prêche de s'appliquer à recevoir le plus possible pour le moins possible : la négation même du « juste prix ».

Notre prolétariat vend son travail. Il a appris, par une longue expérience, à s'organiser de manière à vendre son « travail » plus cher que n'importe quel autre « travail » dans le monde; car, rappelez-vous que le prix du travail n'est pas mesuré par le salaire, mais par la quantité d'énergie dépensée pour gagner le salaire. Il est étonnant d'entendre, dans la bouche des partisans du système capitaliste, des récriminations contre l'ouvrier britannique parce que ce dernier insiste sur un « autant pour aussi peu ». Ce faisant, il agit exactement comme son maître et comme son maître lui enseigne d'agir en le donnant comme un système moral suffisant à tout. L'ouvrier anglais tâche d'obtenir le maximum pour ce qu'il a à vendre. Si, par quelque miracle, il pouvait obliger le capitaliste à lui payer son salaire sans contre-valeur de travail, son but se trouverait réalisé de façon idéale et parfaite : donner aussi peu que possible de ce dont il dispose — son travail — pour le plus haut salaire possible.

Le remède, si le capitalisme doit durer (et nous ne recréerons pas rapidement la petite propriété, si même nous pouvons jamais la recréer!), est évidemment à trouver dans plus de travail pour le même salaire, ou moins de salaire pour le même travail, c'est-à-dire pour la même dépense d'énergie pendant le même nombre d'heures.

Mais un travail plus intensif et plus long pour moins d'argent est un remède impossible à recommander et à appliquer. Quiconque le recommanderait serait anathématisé, et ceux auxquels la recommandation s'adresserait n'y donneraient certainement aucune suite...



# Lénine<sup>(1)</sup>

Vladimir Ilitch était couché dans une pièce obscure d'une des annexes du Kremlin, luttant depuis de longs mois contre la mort. Fanny Kaplan avait bien visé. On eût dit qu'elle avait eu l'intention de faire tout particulièrement souffrir le Dictateur, pour venger la nation des tortures qu'il lui avait infligées.

La balle qui était venue se loger dans l'épine dorsale avait touché d'importants centres nerveux. Les médecins qui soignaient le malade plaçaient tout leur espoir dans la force inusitée de cet homme trapu, aux larges épaules, dont les yeux bridés étaient voilés maintenant par des paupières violettes.

Le malade ne reprenait que rarement connaissance et pour peu de temps. De longues journées se passaient en souffrances atroces, en délire, en cris perçants accompagnés de gestes déments. Il prononçait des discours, tandis que les doigts crispés de sa main gauche se livraient à des mouvements désordonnés, comme s'ils traçaient de grandes lettres sur une énorme feuille de papier.

Par moment, il demeurait immobile, les mains et les pieds froids, inertes.

— La paralysie? se demandaient les médecins, en échangeant des regards inquiets.

Mais le blessé levait soudain la main et se remettait à écrire sur un papier invisible, en murmurant d'une voix saccadée :

— La vie... le bonheur... Hélène... tout pour la révolution... camarades!...

Puis, il se débattait entre les mains des infirmiers qui veillaient à son chevet. Il s'efforçait de lever ses paupières gonflées et criait :

— Dzierjinsky... Torquemada... le gendarme Fédorenko... chien galeux... bête enragée... au mur, les canailles! Dis-moi, Félix Edmondovitch, les Chinois ont-ils étranglé le petit Pierre?... Dora... Dora... ah! Dora Froumkine... Où est Dora? Camarades... dites à Plekhanov que... qu'il est dur de tuer...

Longuement, il geignait d'une façon lamentable et sous ses paupières coulait une larme, qui, soudain, s'immobilisait, comme figée sur sa pommette osseuse, tendue d'une peau jaune et terreuse.

Il grinçait des dents. Ses lèvres bouffies remuaient, en prononçant des paroles à peine intelligibles :

— Le socialisme, l'égalité de tout le genre humain... bêtises... rêves... D'abord à bas la liberté... elle n'est pas faite pour le prolétariat... puis, la terreur... une terreur capable de faire frémir Ivan le Terrible dans son tombeau... un demi-siècle, tout un siècle, peut-être... Alors... naîtra une vertu unique... la base unique du socialisme... l'esprit de sacrifice... Libérer les corps par la peur... transformer les âmes... Ne te fâche pas, Hélène, ne me regarde pas de cet œil sévère! C'est un ordre suprême... un ordre terrible... ce n'est pas moi!...

Puis, il retombait à nouveau dans l'impuissance. Les idées qui erraient dans son cerveau s'évanouissaient dans les ténèbres; il se sentait rouler dans un abîme sans fond... voltiger au milieu de parcelles des mondes, de corps humains déchiquetés, emporté par un puissant courant...

Il râlait en proférant des paroles démentes, faiblissait, plongé dans le silence, immobile, presque sans vie. Les médecins se penchaient alors sur lui, écoutaient si le cœur de Lénine battait encore ce cœur mystérieux comme la Russie elle-même, qui enthousiaste et indifférente, criminelle et sainte, ténébreuse et radieuse, haïneuse et pleine d'amour, s'inclinait comme le séraphin ailé de Dieu ou levait audacieusement la tête comme le visage menaçant de Lucifer, gémissait comme une orpheline perdue au croisement des routes, ou poussait des cris sauvages comme le cruel brigand Stienka Riazine, versait des larmes sanglantes comme le Christ, ou se vautrait dans le sang de ses frères comme l'envahisseur tartare.

Le Dr Kraker, l'ami fidèle et l'admirateur dévoué du Dictateur, observait son ami avec inquiétude.

Or, le cœur de Lénine battait encore, d'un battement à peine perceptible.

Ce ne fut qu'au bout de trois semaines que s'ouvrirent les yeux noirs et qu'étonnés ils commencèrent à observer la chambre,

(1) Pages extraites d'une vie « romanée », aux tableaux hauts-en-couleurs, à paraître prochainement chez Albin Michel, à Paris.

à peine éclairée, les visages inquiets de Nadejda Constantinovna et des médecins qui se profilait dans la pénombre.

D'une voix faible, Lénine posait une série de questions puis retombait à nouveau dans le silence, sommeil ou évanouissement.

Pourtant, il revenait de plus en plus souvent à lui. Par instants seulement, la main droite et la jambe droite s'engourdisaient. Il ne pouvait faire aucun mouvement, ni proférer une parole.

Il voulait, parfois, dire un mot, demander quelque chose, mais sa langue refusait obéissance. Il balbutiait des paroles inintelligibles, émettait des sons saccadés et bavait.

— Symptômes de paralysie... chuchotaient les médecins.

Lénine arrivait pourtant à triompher de ces attaques. Il recommençait à parler et à se mouvoir librement.

Nadejda Constantinovna s'aperçut que le malade, de plus en plus souvent, fronçait les sourcils.

Elle se pencha sur lui et demanda :

— Veux-tu quelque chose, peut-être? Dis-moi!

Il lui fit signe de se pencher plus bas et lui dit :

— Mon cerveau a commencé à travailler... Je dois réfléchir à différentes questions... Je voudrais rester seul...

Lénine recouvrait incontestablement la santé, puisqu'il réclamait la solitude pendant laquelle sa pensée fournissait un travail si puissant.

Kroupskaïa s'entendit avec les médecins et le malade demeura seul, dans le demi-jour de la pièce. Il demeurait couché, ses yeux ouverts fixant le plafond.

Il resta ainsi longtemps sans mouvement. Finalement, il fronça les sourcils et murmura :

Marie Ebner Eschenbach... Oui, évidemment, Eschenbach! Comment? « La souffrance est un grand maître. Elle exalte l'âme humaine. » Alfred de Vigny a écrit quelque part quelque chose dans ce genre : « Il est possible que la souffrance ne soit rien d'autre que l'essence même de la vie... »

Il se tut et se frotta le front. Un moment après, il murmura pensif :

— Qui a dit que pour « l'amélioration des idées de l'homme » les cruautés, les abus, les calamités, les dangers, les secousses morales, les retours sur soi-même étaient nécessaires?... Que tout ce qu'il y a de mauvais, de terrible, de tyrannique, d'animal et de sournois était indispensable? » Qui l'a dit? Ah! oui! Nietzsche! Jusqu'ici tout va bien!... Souffrances et cruautés... Les souffrances ont fait naître les cruautés, les cruautés ont fait naître la souffrance... Au bout, un but radieux, une race supérieure, une existence meilleure... Pour cela, aucun sacrifice n'est superflu! Aucun... Et Hélène? Hélène, aux cheveux d'or, en voile de deuil?... Yeux bleus... bouche crispée...

Il poussa un gémissement et ferma les yeux.

— Et si toutes les cruautés et toutes les souffrances finissent par ramener l'ancienne vie? A quoi bon tant de victimes, tant de larmes, de sang, de plaintes? Pourquoi ont-ils tous péri, Hélène et Dora, la belle Sulamite, l'amante de Salomon, et Sophie Volodimirov, et le petit Pierre, et le pâle Sielaninov qui est venu me retrouver jusque dans les monts Tatra? Pourquoi?...

Ses pensées couraient l'une après l'autre, comme des perles sur un fil lisse et glissant.

— Je ne suis pas sûr de mon fait... C'est donc une expérience? Un essai? Fol essai et cruel? Personne n'a osé le tenter. Ni les chefs de la Commune française, ni Blanqui, ni Bakounine, ni Marx, ni Liebknecht... Eux... il n'ont fait que des rêves... Moi, j'ai osé. Moi? On croit dans les campagnes que je suis l'Antéchrist. L'Antéchrist...

Il se tut et serra les mâchoires, d'un mouvement désespéré. Puis, levant les yeux, il parla, presque à haute voix.

— Je ne crois pas que Tu existes, ni que Tu gouvernes le monde, Toi, Dieu! Si Tu résides dans une contrée mystérieuse, fais un signe, fais respecter Ta volonté, fais sentir Ta colère! Me voici, Moi, l'Antéchrist. Je blasphème contre Toi, je Te lance au visage des malédictions et des railleries! Punis-moi ou démontre que Tu existes. Je t'en adjure!

Il attendit longuement, prêtant une oreille attentive, faisant courir son regard brûlant sur le plafond et sur les murs.

— Trace sur le mur en caractères flamboyants : *Mane, thecel, pharès!* Je t'en supplie!

Un silence profond régnait dans toute la pièce.

Lénine n'entendait rien que le sang battre dans ses tempes, sa propre respiration sifflante.



— Tu te tais? dit-il en serrant le poing. Je ne suis donc pas l'Antéchrist. Et peut-être n'existes-Tu pas, Toi-même? Tu n'es qu'une vieille légende désuète... Et si j'étais un simple mortel et si je criais à tous les vents : « Je Te méprise, car... »

Les médecins étaient accourus.

Lénine balbutiait des paroles incohérentes ou plutôt des lambeaux de paroles déçousus, il avait l'écume à la bouche, son corps pendait hors du lit, immobile, froid.

De longues semaines passèrent encore, des semaines de lutte contre la mort. Dans ses courts instants de lucidité, Lénine jetait un regard plein d'épouvante sur le coin droit de la pièce où étaient restés les crochets auxquels naguère étaient suspendues les icônes et sur la large tache qu'avait faite au plafond la fumée du lampadaire à huile.

Tremblant et jetant des regards furtifs dans le coin de la pièce, il répétait.

— Fantôme... fantôme... fantôme...

La fièvre empoisonnait le cerveau logé dans ce superbe crâne qui surplombait, comme une coupole, ses yeux brûlants. A tout instant, le malade perdait connaissance.

Une après-midi, Lénine avait fait appeler l'agent de la « Tchéka », Apanasiévitch, et resta seul avec lui.

Cet homme inconnu plonge ses yeux dans ceux du Dictateur d'un air mystérieux, étrange.

On n'aurait pu dire s'il ne faisait que le fixer d'un regard immobile ou s'il mesurait l'espace, prêt à bondir.

Lénine murmure, ses lèvres bougeant à peine :

— Les spectres des victimes viennent à moi... ils me menacent... me maudissent... Ce n'est pas moi qui ai tué! C'est Dzierjinsky!... Je le hais!... Torquemada... bourreau... fou sanguinaire! Tue-le! Tue-le!

Il veut tendre la main à l'homme qu'il a devant lui. Il ne peut pas. Ses mains froides sont lourdes, comme si elles étaient remplies de plomb... Ses lèvres commencent à s'agiter, sa langue devient raide, l'écume apparaît sur ses lèvres et coule sur son menton, sur son cou, et sur sa poitrine...

— Pour les... cam... les frè... pour Hél... aux chev...

Paroles incohérentes qui se confondent en une plainte et un balbutiement inintelligibles.

Le médecin renvoie l'agent de la « Tchéka ». Apanasiévitch s'en va, en murmurant d'un air servile :

— Il est gravement atteint! Quel malheur... le chef de la nation... l'unique... irremplaçable...

Vinrent à nouveau les longues journées de fièvre, d'accès de fureur, de syncopes prolongées, d'interminables chuchotements, de propos, déments, de plaintes impuissantes, de gémissements sourds, de cris rauques.

Lénine s'agitait et luttait contre des êtres invisibles qui s'assemblaient à son chevet, plongeaient leurs regards sous ses paupières, déversaient sur lui des larmes de sang, se lamentaient lugubrement, sifflaient comme des serpents.

Il ignorait que, prédite par lui, la révolution avait éclaté à Cologne et qu'elle s'était répandue, dans toute l'Allemagne avec la rapidité de l'éclair, forçant les Hohenzollern à abdiquer, obligeant l'armée allemande à se retirer derrière le Rhin et à solliciter la suspension des hostilités. Il ne se doutait pas que l'orgueilleux empire des Habsbourg s'était déjà écroulé et que, dans tous les pays, au milieu du chaos des événements, le communisme annoncé des profondeurs du Kremlin levait la tête. Ce communisme commençait déjà à s'imposer hardiment, à Berlin, par la bouche de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. A Munich, c'étaient Léon Logiches et Tychka qui appelaient à grands cris la Dictature du prolétariat; à Budapest, Bela Kuhn; à Prague, Majsa et Miller. Mais le créateur et le prophète du communisme n'entendait pas leurs voix. Il luttait contre l'étreinte de la mort.

Aux rares instants, où il retrouvait sa lucidité, il avait peur de rester seul. La nuit, voyant l'infirmière s'assoupir, il lui adressait d'un regard, plein de lueurs inquiètes, une prière muette...

— J'ai peur... ne vous endormez pas, camarade!

Recouvrant subitement les sens et dans l'impossibilité d'émettre un son, ou même de faire de sa main le moindre mouvement, il tremblait et dans une détresse sans bornes il attendait l'arrivée terrifiante des fantômes.

Ceux-ci venaient et se rangeaient des deux côtés de son lit.

D'autres spectres, surgissant de partout, secoués d'un rire méchant, passaient devant ses yeux, disparaissant sans laisser de traces dans l'abîme d'un vide immense qui commençait tout près de ses yeux et s'étendait dans l'espace infini du cosmos.

Ceux-là étaient les plus terribles et les plus cruels.

Il voyait son frère Alexandre, le visage carmoisi et violet, la langue gonflée et noire lui sortant de la bouche, une corde lui serrant la gorge, se balancer devant lui, suspendu au gibet, proférant des paroles inintelligibles et lançant d'implacables accusations. Il râlait, faisant mouvoir avec peine ses lèvres gonflées, sa langue longue et raide.

— Nous avons péri sur l'échafaud... dans les caveaux de la forteresse de Schlüsselbourg, dans les mines de Sibérie... Pestel, Kakhovsky, Ryleiev, Bestoujev... Jélabov... Khaltourine?... Perovskaïa... Kibaltchitch... moi, ton frère... et des centaines... des milliers de martyrs, nous sommes morts avec joie, pleins d'espoir, fiers d'ouvrir à notre peuple le chemin du bonheur. Mais tu es venu... et tu as rendu vain notre sacrifice... tu as tué en nous la joie et la tranquillité... Nous avons ainsi préparé le terrain pour toi... traître... bourreau... tyran... Sois maudit, pour les siècles des siècles... Cent fois maudit.

Puis un autre spectre prenait la parole, terrible et menaçant dans sa douleur, arrêté devant son lit. Sa tête tremblait, ses yeux profondément enfoncés dans leurs orbites lançaient de sombres lueurs..., sa main, aux doigts recourbés comme des serres d'aigle, était levée.

— Encore Nina Froumkiné, la vieille juive... une pensée obsédante s'agite dans son crâne, voltige, comme une chauve-souris, sans bruit, rapide.

Mais le spectre murmure avec colère :

— Ne cherche pas à te leurrer!... Il faut que tu me reconnaisse!... Je suis ta mère!... Je t'ai enseigné l'amour du peuple opprimé... Je t'exhortais à lui dispenser la lumière... Je développais en toi la foi en la puissance suprême qui est tout et en dehors de laquelle il n'y a rien...

Or, tu as versé des flots de sang... tu as déchaîné les passions sauvages de la foule obscure... tu l'as poussée au crime... tu as levé contre Dieu une main criminelle... Fou que tu es, tu ne sais pas que les voies de l'homme et des peuples sont tracées d'avance! Rien ne peut arriver que ce qui est écrit!... Tout effort orgueilleux disparaîtra dans la profondeur des siècles, comme un grain de sable dans le désert... Il n'en restera qu'un sombre souvenir et ton nom sera haï et maudit par les générations futures jusqu'à ce que tu deviennes un spectre dément et que tu te noies pour des siècles dans l'oubli! Sois maudit!...

Il concentrait toute sa volonté, rassemblait toutes ses forces. De sa faible main engourdie, il renversait les fioles et les verres sur sa table de nuit, et disait, d'une voix sifflante, aux gens qui le veillaient :

— Ne dormez pas!... Ne dormez pas!... Ils vont m'assassiner... Mon frère... Ma mère... Hélène... Dora... Sielaninov..., tous ils me guettent!... Ne dormez pas!... Je vous en supplie!... je vous l'ordonne!

Faiblissant petit à petit, la fièvre finit par se calmer. Avec elle, disparurent les visions nocturnes, les spectres cruels, impitoyables.

Lénine pouvait déjà s'asseoir dans son lit et parcourir les journaux. Il fut bientôt au courant de tout.

Finie la guerre! La révolution fait rage dans le monde! Le communisme se développe et devient puissant. Rosa Luxembourg, son cerveau, Liebknecht, son cœur ardent et Léon Logiches, sa main de fer, agissent. Ils mettent en déroute les rangs des socialistes opportunistes et portent des coups terribles aux impérialistes épouvantés.

Qu'important, en présence de ces événements joyeux, les efforts que font l'Angleterre et la France pour soutenir les armées blanches? Le prolétariat sera vainqueur!

— Allez-vous-en, fantômes stupides et impuissants, produits d'un cerveau rongé par la fièvre! pensait Lénine. Comme vos voix sont misérables, vos menaces impuissantes et stériles et vos malédictions ridicules, simples épouvantails pour petits enfants!

Lénine eut vite fait de tout oublier, entraîné par les événements. Il convoquait les Commissaires, leur prodiguait des conseils, leur enseignait la tactique à suivre. Il les poussait à de nouveaux actes, écrivait pour eux des discours, projetait des meetings, des congrès. Il avait repris la direction de tout le mouvement. Il était persuadé que les succès des armées « blanches » n'allaient pas tarder à pren-



dre fin. On signalait déjà des cas de trahison et de désorganisation. Les généraux contre-révolutionnaires laissaient entendre que le régime monarchique allait être rétabli. Ils semaient l'épouvante parmi les paysans, les ouvriers et les soldats qu'ils soulevaient contre eux, en augmentant la friction entre les différents gouvernements régionaux existant en Russie.

Lénine riait sous cape. Il fermait à demi les yeux et se frottait les mains. Il commençait bientôt à se mouvoir. Sa démarche était, à vrai dire, encore peu assurée, ses pas chancelants. Il trébuchait à chaque instant, forcé de s'arrêter pour soufler, pour reprendre des forces qui couvaient encore, comme une faible flamme, dans son corps puissant.

Des délégations arrivaient de régions lointaines, afin de voir le Dictateur de leurs propres yeux, afin de se persuader qu'il était en vie, prêt à lutter, à défendre les magnifiques conquêtes de la révolution.

Lorsque la délégation prit congé de Lénine et se prépara à quitter la pièce où il l'avait reçue, le petit bonhomme s'approcha du Dictateur et lui dit à l'oreille, en le fixant de son regard perçant :

— Permets-moi de rester, Vladimir Ilitch, et de te dire quand nous serons seuls ce qui m'a amené ici.

— Restez, camarade! consentit immédiatement Lénine, toujours indulgent pour les paysans, n'oubliant jamais le « monstre au milieu de têtes », que ne pourraient couper toutes les « tchékas » de l'Empire du prolétariat.

Ils restèrent en tête-à-tête.

Le sourire rusé disparut subitement du visage du nouveau venu. Il se redressa et fit d'un ton solennel :

— Il y a longtemps que nous ne nous sommes vus, Vladimir Ilitch!

Lénine le regarda d'un air étonné.

— Il y a longtemps, continuait le bonhomme. Nous ne nous sommes rencontrés qu'une fois... au village de Kokouchkino, sur la Volga... J'ai pris le thé chez vous... Vos parents m'avaient invité... C'étaient de braves gens, de bonnes gens...

— Ah! s'écria Lénine en frappant des mains. J'y suis. Le petit pope maigre qui était venu pour l'enterrement de la jeune paysanne.

— Oui, oui! Le petit père Vissaron Tcherniavine... dit, en approuvant de la tête, le petit bonhomme. J'ai connu votre frère... que Dieu ait son âme.

— Que faites-vous maintenant? demanda Lénine, en fronçant les sourcils.

Tcherniavine sourit :

— J'ai été forcé, sur mes vieux jours, de cultiver la terre, car les popes maintenant...

Il se mit à rire d'un petit rire silencieux et mystérieux.

Ils se turent longtemps, se tâtant du regard, en s'efforçant de surprendre la moindre lueur de leurs yeux, la moindre ébauche de pensée.

Ce fut le pope qui, le premier, rompit le silence.

— Je suis venu, Vladimir Ilitch, pour t'exprimer la reconnaissance, la gratitude d'un cœur sincère, pénétré d'une profonde compréhension de la vie.

Ce disant, il s'agenouilla brusquement et s'inclina tout bas, en touchant le plancher de son front.

— De la reconnaissance pour moi? s'écria Lénine en riant. Nous avons bousculé et envoyé à tous les vents vos parasites d'évêques, de popes et de moines. Tout cela est fini! Amen! Levez-vous. Je ne suis pas une icône...

Vissaron Tcherniavine se leva, en murmurant d'un air rusé :

— Oh! ce n'est pas fini du tout! Oh! non!... Ce n'est que le commencement... Et c'est, justement pour cela, que je voulais vous exprimer ma reconnaissance, en m'inclinant très bas, jusqu'à terre...

— Tu dérailles, ami! fit Lénine avec un geste de mépris.

— Tu penses avoir tué la foi? murmura le pope. Loin de là! Tu as bouleversé l'Eglise grecque qui, semblable à un reptile rampant sur la terre, manquait d'ailes pour s'élever vers le ciel. Oui, comme le dit Maxime Gorky, cette Eglise « née pour ramper est incapable de s'élever au-dessus de la terre ». Tu as compris à quel point la véritable foi était méprisée et haïe et tu l'as forcée à revivre les débuts de son existence, à partir des apôtres du Christ, des réunions secrètes, du martyre et des supplices sur le bûcher des premiers chrétiens! Tu as délivré la foi des liens dans lesquels

l'Eglise servile était enchaînée. C'est pour cela que je suis venu t'apporter l'expression de ma gratitude ainsi que celle de mes fidèles!

Lénine était devenu tout pâle. Ses lèvres frémissantes s'efforçaient en vain de prononcer une parole.

Sans remarquer l'émotion qui s'était emparée du Dictateur, le pope continuait :

— Tu penses avoir transformé les paysans en des êtres humbles capables uniquement de se mouvoir en troupeau, comme des muets de naissance? Non, ils ont tout compris, tout! Ils entendent l'herbe pousser, ils perçoivent le moindre murmure des eaux de la rivière et en saisissent la signification. Ils se concertent maintenant, avec prudence, soupçonneux, ils rassemblent leurs forces sans se hâter... Le jour viendra où ils élèveront leurs voix tous à la fois. Ce sera un grondement qu'entendra le monde entier! Ils forceront à s'incliner devant eux les ouvriers emportés par l'esprit de révolte, dénués de tout attachement, et les Commissaires qui leur sont étrangers de cœur et d'esprit! Les paysans obscurs que tu as éclairés et appelés à la vie prendront dans leurs mains calleuses l'existence de la patrie et se chargeront de l'assurer, sans hésitation. C'est pour tout cela que je viens te remercier, Vladimir Ilitch, en mon nom, serviteur du Seigneur, en celui des « gens de la terre » et au nom de l'âme de ton frère, Alexandre Oulianov, martyr de la cause populaire. Accueillez-le, Dieu Clément et Tout-Puissant, dans le refuge éternel de Vos saints!

Au prix d'un terrible effort, Lénine se leva et s'appuya de ses mains, à la table. Ses yeux étaient grands ouverts. On y voyait luire l'épouvante et la démente.

Le vieux pope leva les yeux au Ciel et murmura, pénétré d'une passion mystique :

— Nous mourrons persécutés, poursuivis, martyrisés! Il est beau, noble et doux de subir, pour la sévère vérité, la haine de despotes éhontés qui tyrannissent la liberté, au nom de la liberté même, qui torturent les âmes afin qu'elles connaissent la sagesse éternelle.

— Va-t'en! cria Lénine, en chancelant, comme un ivrogne. Va-t'en, lança-t-il, à nouveau, de sa voix rauque et, soudain, il s'écroula dans son fauteuil, grinçant des dents, en proie à de violentes convulsions.

Quelque chose avait rendu un son métallique. Il avait entendu un sifflement prolongé, puis un craquement... Tout tournaient autour de lui, fuyant dans une spirale vertigineuse, vers l'abîme au fond duquel faisaient rage les éléments déchainés dominés par d'épais nuages entrecoupés d'éclairs fulgurants.

Le petit bonhomme aux cheveux gris se glissa hors de la pièce et, ayant aperçu une infirmière, lui dit d'un ton calme :

— Allez auprès de lui, ma sœur. Notre Vladimir Ilitch ne me paraît pas encore complètement guéri...

Et il s'éloigna tranquille, souriant.

Une grave attaque avait, à nouveau, privé Lénine de ses sens et de ses forces.

Ayant réussi à la surmonter, il demeura longtemps silencieux, plongé dans ses réflexions. Il ne remarquait personne de son entourage, ne répondait pas aux questions qui lui étaient adressées.

Une pensée unique tourmentait son cerveau, dans lequel elle s'enfonçait comme une vrille :

— Tout mon effort aurait-il eu pour résultat de conduire le peuple à un rôle complètement opposé? Ce serait une ironie du sort... la plus terrible des malédictions... Quel doute opprimant ce pope enragé a jeté dans mon âme! Non! Jamais!

Il sonna trois fois d'un geste brusque, impatient.

Son secrétaire accourut.

— Ecrivez, camarade, s'écria Lénine d'une voix rauque et fébrile. A Moscou, se trouve actuellement un pope du nom de Vissaron Toheriavine. Il faut s'en saisir et le fusiller... aujourd'hui même...

\* \* \*

Lénine venait d'entendre le rapport d'un professeur de l'Institut vétérinaire.

Il réfléchissait et murmurait :

— On a jeté le gant au monde civilisé! La nature produit des monstres épouvantables.

Il se rappelait ce que lui avait exposé le professeur.

Celui-ci avait inventé un nouveau bacille, et l'avait cultivé. La Tchéka lui avait procuré du matériel vivant... quatre-vingts



détenus politiques sur lesquels il avait expérimenté l'effet de ses microbes qui provoquaient la paralysie générale et tuaient un homme en quelques minutes.

Introduits dans des bombes que lanceraient des avions, ces bacilles constitueraient une arme infaillible! Déjà, quatre-vingts malheureux avaient péri. Monstre de la science! Bourreau, comme Dzierjinsky...

— Comme toi... lui chuchotait une voix à l'oreille.

Il se jeta dans un fauteuil. Son visage se crispait de douleur. Ses yeux sortaient de leurs orbites. Il ressentait une migraine terrible qui l'assaillait de plus en plus fréquemment. Il lui semblait que sa tête était taillée dans une pierre pesante d'où s'échappaient, en un flot ardent, des pensées désordonnées, embrouillées, obsédantes...

— Staline et ses projets... Rykov et ses critiques... Le professeur et ses bacilles... La résistance des paysans. La révolte au monastère de Solovski et tous les gens qui y étaient enfermés, exterminés... Les usines immobilisées... La famine...

Il poussa un grand cri et tomba par terre.

On le trouva étendu, immobile, et on le porta sur son lit. Les médecins l'examinèrent et l'auscultèrent longtemps.

— Paralysie du côté droit.

De longs mois de maladie, désespérément monotones. Une lassitude mortelle, une indifférence totale, interrompue par des cruels maux de tête qui ne le quittaient pas un seul instant.

Il recommença pourtant, petit à petit, à marcher, appela les Commissaires, leur parlait, leur donnait des conseils, dictait des décrets, des articles, parcourait le courrier de l'étranger, lisait les journaux.

Son corps affaibli ne pouvait abattre son esprit qui brûlait, comme un feu sans cesse ranimé par le vent. De son crâne bombé s'échappaient des pensées, comme des rats qui abandonnent un navire en détresse.

Une fois encore, il reprit la direction des affaires, imposant à ses adversaires sa volonté inflexible, leur montrant qu'il savait encore mener la Russie d'une main frappée de paralysie.

Il voyait nettement le chemin parcouru ainsi que celui qui maintenant s'effaçait de plus en plus souvent devant lui. Il avait exterminé tout ce qu'il y avait de créateur, tout ce qui était capable d'une haute envolée de la pensée, d'un effort sincère pour le bonheur de l'humanité, abaissé les âmes, les cœurs et les intelligences de ceux qui étaient restés, en les ramenant au niveau misérable des êtres les plus bas et les plus vils, en éveillant les passions et les instincts sauvages. Il avait bouleversé l'œuvre créatrice des autres et lorsque était venue l'heure de bâtir, il s'était trouvé seul, la jambe et la main droites immobilisées, avec cette douleur terrible qui lui déchirait le cerveau, avec cette conscience obsédante de l'approche de la mort. Il avait remis le pouvoir aux mains des ouvriers, choisissant les plus audacieux, les plus féroces, s'appuyant sur des hommes de race étrangère, afin d'être sûr qu'ils ne ménageraient personne, qu'ils n'auraient aucune pitié!

Maintenant, c'était Staline, ce mystérieux et ardent Géorgien, silencieux comme la pierre, qui marchait sur les traces du Dictateur.

Staline avait aperçu l'abîme vers lequel courait le bolchévisme, impuissant à soulever et à entraîner avec lui le corps douloureux de la Russie. Il avait créé un parti dans le parti, était devenu le chef des bureaucrates prolétaires; il avait démolí l'édifice du communisme qu'érigéait Lénine, en s'efforçant d'aboutir à un compromis avec les tout-puissants « gens de la terre » dont n'avait pu triompher l'audacieux Dictateur. Il fallait absolument se débarrasser de Staline, assurer la durée de la révolution, afin de contaminer l'Europe où s'était renforcée la puissance du capitalisme.

— La Russie dépérit... dépérit!... Mais l'Asie... L'Asie explosera peut-être, comme un puissant volcan dont la Russie dirigerait les flots de lave enflammée vers l'Occident maudit, hostile, qui reste toujours imperturbable derrière les remparts de sa bourgeoisie et de son intelligence créatrice.

Lénine s'assied et écrit :

Il accuse Staline, indique la façon dont il faut agir pour l'affaiblir, le rendre impuissant, l'écartier... C'est Trotsky qui doit mener la Russie révolutionnaire. Trotsky n'est pas irréductible, il est vrai, ce n'est pas l'homme des décisions fermes, il a même tendance à accepter de graves compromis, mais il possède des capacités extraordinaires. D'ailleurs, sa situation est sans issue.

Etranger à la Russie, maudit de son peuple, haï à l'étranger, il n'a devant lui qu'une seule voie : la Révolution, la Révolution perpétuelle qui jamais ne s'éteint.

Lénine écrit, en guidant avec peine de la main gauche sa droite paralysée.

Il écrit son testament...

Pour qui?

Il l'ignore...

Il n'a jamais vraiment aimé personne.

Toute la puissance de ses pensées et de sa volonté, toute l'ardeur de son cœur destructeur, il les a données à la Russie obscure, opprimée, chargée de chaînes qui faisait entendre sa plainte incessante, comme le bateliers de la Volga :

— Oi-ei! Oi-ei!

C'est à elle qu'il adressera ses dernières paroles tracées d'une main défaillante! A elle! Qu'elles soient entendues du parti qui tient entre ses mains les destinées du pays... sa dernière pensée demeurera fixée sur le papier, comme le furent des centaines, des milliers d'autres qui avaient été comme des étincelles, comme le rougeoiement de l'aube... comme les coups pesants et écrasants d'un lourd marteau...

Il a fini et, exténué, appelle sa secrétaire, mais des pensées angossantes l'assaillent à nouveau.

Il n'est pas rassuré quant au sort de son œuvre!... Rykov, Tchitchérine, Staline?... Ce ne sont pas ceux-là qui peuvent apaiser ses craintes! Trotsky, Zinoviev, Kamieniev, Stieklou et avec eux les autres révolutionnaires juifs? Comme il a bien fait d'atteler à l'œuvre de démolition de la Russie et du monde verrouillé ce peuple sans patrie, sans langue maternelle, pénétré des traditions de la lutte pour la vie ainsi que de la soif de vengeance... De plus en plus nombreux sont les juifs qui enhardis par l'exemple de Trotsky et de Zinoviev se pressent dans les rangs du communisme!

C'est parfait! Ils seront forcés d'entretenir la révolution, car, autrement, la Russie s'abreuvera de sang juif... Aujourd'hui, ils n'ont pas le choix... Ils sont forcés de vivre et d'agir dans la tourmente révolutionnaire, de miner et de bouleverser le monde entier... Oh! que sa tête lui fait mal!...

Il appelle à nouveau, en crispant, dans une grimace, ses lèvres pâles et tremblantes.

Il n'entend pas sa propre voix...

Il veut crier, impossible...

Une deuxième attaque de paralysie, encore plus grave que la première, venait de le frapper.

Lénine avait perdu l'usage de la parole. On le transporta à la villa « Gorki », aux environs de Moscou.

Au Kremlin, si malade qu'il fût, privé par la paralysie de l'usage de la parole, il était encore gênant pour Staline et Trotsky, car il lisait les journaux, recevait les rapports de sa secrétaire, Fotieïeva écoutait ce que lui disait Nadéjda Constantinovna, faisait venir les Commissaires, brandissait sa main valide et balbutiait des paroles inintelligibles, en bavant.

A la villa Gorki, il était loin de ses deux adversaires qui se combattaient violemment.

Ils pouvaient tous les deux usurper le prestige du fétiche agonisant.

Lénine se rendait compte qu'il était abandonné de tous. Les événements l'avaient dépassé et suivait leur cours.

Il n'était plus qu'un nom, le livre encore ouvert du nouvel évangile qui appelait les esclaves à la révolte et au bas duquel il avait écrit maintenant le mot terrible : « Fin ».

— La mort...

Il ne voulait pas disparaître de ce monde au-dessus duquel il avait tracé un arc sanglant, comme une comète inconnue, annonciatrice de malheur.

Une puissance inépuisable résidait encore dans son cerveau et dans son cœur.

Il recommença à marcher, il apprit à écrire de la main gauche.

Des médecins spécialistes lui faisaient faire des exercices pour faciliter le retour de la parole.

Les Commissaires venaient le voir. Il les écoutait, comprenait tout ce qu'ils disaient, mais ne pouvait pas leur répondre, faisait simplement de la main des gestes désespérés et poussait des hurlements.

Lorsqu'on l'emmenait en promenade, il contemplait les mon-



tagnes étincelantes de neige, les bouleaux blancs dénudés et des souvenirs s'éveillaient en lui.

— Le corps blanc de Dora... des larmes de sang... deux filets rouges et brûlants.

— Apanassiévitch! tue Dzierjinsky! balbutiait-il.

L'entendant raler, Nadéjda Constantinovna se penche vers lui et demande :

— Ne sens-tu pas le froid?

Sa tête brûle, les pensées s'agitent dans son crâne bombé et chacune d'elles, comme une écharde aiguë, blesse, écorche, ensanglante son cerveau.

— Au secours! s'écrie-t-il, dans un grognement inintelligible, et un filet d'écume s'échappe de ses lèvres.

De retour à la maison, il se mit au lit.

Depuis longtemps il souffrait d'insomnie...

— Comme Dzierjinsky, pensait Lénine avec désespoir...

Pendant des journées et des nuits entières, il regardait le plafond. La surface blanche s'élargissait, débordait la pièce, courait au loin, dans l'immensité sans bornes...

— Ce n'est plus le plafond! pense Lénine. Que vois-je devant moi?

De toute la force de sa volonté, il regarde fixement, en fermant à demi l'œil gauche...

— Ah! c'est la Russie... Mais comme elle est pâle! Pas une goutte de sang dans son corps meurtri... Elle est couverte de plaies... Non! ce sont des tombes... des tombes sans fin... inconnues, sans croix...

L'énorme corps pâle bougea soudain.

Il était devenu pareil au ventre gonflé d'un cheval crevé, de ce cheval qui gisait jadis, dans la forêt, au delà des haies de Kouchkino, aux bords de la Volga.

Il grandit, s'enfle et... éclate avec fracas.

L'énorme ventre rejette des cadavres violets, horribles, dont la peau s'en va par lambeaux...

Hélène Remizova... Hélène aux cheveux d'or... Sielaninov... Vissarion... Tcherniavine... Dora... Nina Froumkine... Volodimirov le petit Pierre... Derrière eux apparaissent Trotsky, Dzierjinsky, Federenko, Khalainen et le petit professeur jovial avec son bocal de bacilles... Ils se mettent tous sur un rang et crient :

— Vive la révolution! Vive la dictature du prolétariat! Vive notre chef, Vladimir Lénine! Hourrah!

Une apparition lumineuse se dresse entre lui et les « camarades ». Ses cheveux d'or lui tombent sur les épaules, luisant dans les rayons du soleil, sa barbe claire s'étale sur sa robe blanche, sa main montre le ciel. D'une voix sévère, elle dit tout bas :

— Je vous le dis en vérité, tout acte d'amour ne sera pas jugé selon votre justice, il sera compté et pardonné!

Lénine rassemble ses forces, il se dresse sur son coude et balbutie :

— Au nom de l'amour, Chri...

La foudre jaillit des yeux de l'apparition lumineuse. Elle frappe et aveugle.

Lénine retombe et râle. Il ne voit plus rien, n'entend plus rien. Il sent seulement qu'il roule dans un gouffre avec une rapidité vertigineuse. La nuit l'entoure, absorbant le reste de ses pensées, l'écho de ses sentiments...

Une heure après, sur le Kremlin, à côté du drapeau rouge, flottait une bannière noire... annonciatrice de la mort.

L'arc flamboyant et sanglant s'était éteint, le noyau dévastateur de la comète inconnue avait disparu, englouti dans un abîme sans limites et sans fond.

\* \* \*

Sur la place Rouge, en face de la cathédrale de Saint-Basile-le-Bienheureux, hérissée de coupes, toute luisante de l'émail multicolore de ses murs, mélange de décadence byzantine et d'orgueil oriental, se dressait un autre monument.

Il était tout en bois, d'une seule teinte, d'un tracé géométrique, primitif, sombre, presque noir. Plans nettement déterminés, blocs lourds, monotones, sans le moindre élan d'imagination créatrice.

Ainsi bâtissaient, il y a des milliers d'années, les malheureux esclaves de Ninive et de Babylone. Ainsi furent élevés le temple de Salomon et les palais des maîtres de l'Égypte. Lourdes et menaçantes, ces bâtisses abritaient à l'intérieur de leurs murs les divinités terribles du Tigre, de l'Euphrate et de la terre de Chanaan ou les rois sévères qui descendaient d'Assur, de Baal et de Ra, le soleil qui tue.

Un seul mot « Lénine » est inscrit au fronton. C'est là qu'on a déposé la dépouille embaumée du dictateur.

Lénine repose dans un cercueil de verre, vêtu d'une blouse de soldat, l'étoile de l'ordre du « Drapeau rouge » sur la poitrine.

Sa peau jaune, parcheminée, accentue encore davantage les traits mongols de son visage. Sa dextre fermée, toujours prête à porter des coups, n'a pas faibli en présence de la mort; elle est restée semblable au marteau d'un forgeron destructeur.

On aurait dit que le sépulcre du terrible Tamerlan avait été transporté des profondeurs de l'Asie ici, à Moscou, où régnèrent pendant des siècles les descendants de Genghis, le Mongol, les princes moscovites à demi-Tartares, puis enfin, au XX<sup>e</sup> siècle, un demi-Mongol, revenant dans ses pensées vers les steppes sans limites et les défilés sauvages où nichaient les hordes farouches avides de carnage.

Une longue file d'hommes et de femmes se dirige vers le mausolée de Lénine.

Ils pénètrent dans la gueule béante de la porte rectangulaire, et dévisagent les soldats de garde, debout, immobiles, comme des statues.

Ils marchent lentement, dans la pénombre rougeâtre, passent un par un devant le cercueil de verre, obéissant aux commandements sévères :

— Ne stationnez pas! Avancez!

Ce sont des soldats, des ouvriers, des paysans de passage, des délégués venus de provinces lointaines.

Des milliers d'yeux glissent sur le visage parcheminé et le poing fermé. Ils cherchent quelque chose sous les paupières hermétiques du chef, laissant des traces invisibles de leurs pensées dans l'ombre de ses yeux, sur son front bombé et dénudé, dans les rides de ses lèvres.

La vague humaine déferle, s'avance, comme une file interminable de fourmis nomades, à la recherche de nouvelles voies, silencieuses, concentrées, angoissées.

Une autre porte rectangulaire, gardée par deux soldats pétrifiés, rejette sur la Place Rouge les visiteurs du temple du nouveau prophète, que domine avec ses dômes raides et ses coupes bariolées l'œuvre étonnante d'Ivan le Terrible.

Ils se dispersent dans les rues voisines, encore pénétrés de ce qu'ils viennent de voir, pensifs et graves.

Quand aura monté jusqu'à eux l'odeur nauséabonde des rues sales, quand la misère surgissant de partout leur aura parlé de ses mille voix, quand de la cour de la Tchêka sera parvenu à leurs oreilles le crépitement de la mitraillense assassinant les ouvriers et les paysans, toutes ces pensées s'envoleront d'un seul coup et un sentiment d'angoisse se glissera dans leur âme.

Une paysanne tire son mari par la manche et lui dit tout bas à l'oreille :

— On raconte que le corps de Lénine se décompose et que les médecins sont obligés de le raccommoier continuellement, qu'ils lui mettent du rouge sur le visage!

Le paysan regarde longuement sa femme, puis répond, les dents serrées :

— Qu'il pourrisse! A cause de lui, la Russie tout entière est pourrie...

— Aucun des tsars n'a eu de mausolée pareil! s'écrie avec fierté un paysan en chemise noire qui passe. Nous avons donné une honnête sépulture à Ilitch! Chacun peut le voir. Il est couché! On dirait qu'il est vivant... que, fatigué, il s'est endormi!

Un autre ouvrier qui l'écoute hoche la tête et répond d'une voix triste :

— On a mal fait de construire le mausolée en bois... Il pourrait brûler...

Un petit groupe de gens qui venaient de visiter le tombeau de Lénine se sont arrêtés aux abords de la cathédrale.

Longuement, ils contemplant les contours du lourd et sombre bâtiment ainsi que l'inscription « Lénine » qui se détache du fronton.

— L'Antéchrist est mort... murmure une femme.

— S'il est mort et si, en dépit de la science médicale, embaumé comme il l'est, il commence à se décomposer lentement, c'est que ce n'était pas l'Antéchrist! fait remarquer un vieillard, à dos voûté.

Un homme maigre, de haute taille, dont le regard est fixé sur le mausolée répondit :

— Il a été l'instrument inconscient de la volonté de l'Éternel, le fléau de Dieu qui a frappé l'humanité parce qu'elle vivait



## Métapsychique et crédulité

Voici un ouvrage capital.

On peut penser ce qu'on veut de la métapsychique; on peut y voir « l'avenir de l'humanité », comme M. Charles Richet il y a une quarantaine d'années (et, sans doute, n'a-t-il pas trop changé d'avis depuis); on peut tout au contraire l'envisager comme une sorte de gigantesque bulle de savon; comme un édifice lézardé, branlant, bâti sur le sable, prêt à s'effondrer; comme un amalgame dont les neuf dixièmes ne seraient que fraude ou illusion, que crédulité et sottise; n'importe : on n'en doit pas moins reconnaître qu'on a tout intérêt à voir paraître un nouvel ouvrage où ce problème ardu entre tous, agaçant, déconcertant, désappointant (et combien!) est envisagé et examiné une nouvelle fois sous tant de ses faces, et cela par un homme, par un savant, par un penseur de la compétence du professeur Max Dessoir, de Berlin.

*L'au-delà de l'âme* a vu le jour pour la première fois en 1917; l'édition dont nous nous occupons ici est la sixième; l'auteur n'a rien négligé pour en faire quelque chose de tout à fait *up to date* et il a enrichi d'une contribution des plus précieuses cette littérature « métapsychique » (terme français) ou « parapsychologique » (terme allemand) ou simplement « psychique » (terme anglo-saxon), où les ouvrages de véritable valeur ne sont pas nombreux outre mesure...

\* \* \*

Après trois préfaces (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> éditions) et des considérations générales, l'auteur aborde la « Parapsychologie » proprement dite, terme qu'il semble appliquer de préférence aux phénomènes d'ordre intellectuel, alors que d'autres Allemands l'utilisent pour désigner le domaine de l'« occulte » tout entier. Ce sont d'abord quelque trente pages consacrées aux rêves d'une part, à l'hypnotisme et à la suggestion de l'autre, au couéisme aussi. Puis, avec la télépathie et la clairvoyance nous entrons dans le vif du sujet.

La première se divise, on le sait, en télépathie spontanée et en télépathie provoquée (vraie ou fausse) (1). A cette dernière catégorie appartiennent certaines expériences de music-halls et lieux analogues. Il faut lire les pages que l'auteur consacre au démasquage, en 1924, par une commission (non-officielle) dont il faisait partie, avec son ami le docteur Moll et d'autres personnalités, des performances d'un couple hongrois du nom de Karolyi. L'enquête aussi laborieuse que consciencieuse ne demanda pas moins de onze séances, mais semble avoir abouti à un succès complet; elle avait été menée à la demande d'un grand journal berlinois. En lisant les détails très intéressants de cette enquête on se demande vraiment ce qu'il faut admirer le plus : de la sagacité et de l'ingéniosité des expérimentateurs — ou de l'astuce et de l'audace du couple? Par parenthèse, celui-ci paraît avoir poursuivi la série de ses exploits : ce qui, hélas! n'a guère lieu d'étonner.

Pour certaines expériences de télépathie (Wasielowski, Tischner) l'auteur est cependant enclin à en admettre l'authenticité. Celles du professeur russe Bechtérew, effectuées sur des chiens, porteraient à faire croire que les animaux sont également accessibles à l'influence télépathique.

A retenir cette remarque : toutes les expériences de transmission de pensée où les personnes qui y prenaient part pouvaient se voir ou s'entendre sont susceptibles d'être expliquées par une signalisation consciente ou inconsciente (chuchotements, etc.). Ce qui soit dit en passant, est l'équivalent d'une renonciation à quelques-unes des meilleures expériences de la *Société anglaise des recherches psychiques*.

Par la télépathie spontanée, on explique d'habitude les apparitions de mourants au moment de leur décès, parfois de personnes

(1) Le docteur Dessoir distingue encore entre télépathie « concentrée », où intervient la volonté consciente (lorsque A veut transmettre telle pensée telle image à B), et la télépathie « diffuse » (transmission de pensées, de souvenirs, etc., ne figurant pas dans le « moi » conscient). C'est par celle-ci que s'expliqueraient notamment certains cas d'écriture automatique, de communications médiumniques témoignant chez le médium de connaissances qu'il (ou elle) ne pouvait acquérir normalement.

dans l'injustice. Ne le maudissez pas, mes frères, ne dites pas de mal de lui! Il a été le châtiement que nous ont envoyé les cieux et qui nous a rappelés aux sentiments du devoir! Cet homme, continua l'évêque Nicodème d'une voix inspirée, a accompli une grande œuvre, il a tué en nous l'esprit de vile soumission, il a éveillé la conscience des vaniteux et des puissants, il a ranimé la vraie foi dans les âmes, il a chassé de nous la peur du martyr et de la mort, il nous a conduits à un tournant décisif, afin que nous comprenions que seul l'esprit pouvait nous permettre de conquérir la liberté et le bonheur sur terre ainsi que la récompense suprême, aux pieds du trône du Très-Haut. Dieu a guidé sa main sanglante et ses folles pensées!

— Il a laissé derrière lui un poison mortel... Deux générations sont empoisonnées par des principes abominables! fit une femme. La jeunesse, les enfants...

— Je vous le dis en vérité, ce sont comme les fleurs de l'herbe. Que le soleil se lève, et ces fleurs tomberont flétries, murmura l'évêque.

— Il reste encore Trotsky, Staline, Zinoviev, Kamieniev, et des milliers d'autres, déclara le vieillard. Ils portent avec eux les abus et les injustices.

L'Évêque le regarda de ses yeux ardents et fit, dans un élan mystique :

— L'apôtre saint Jean, le disciple préféré du Sauveur, eut une vision dans l'île de Patmos. Il nota fidèlement ce qu'il avait entendu, car c'était l'expression de la parole divine. Voici ce que dit l'apôtre :

— Et Dieu me dit : « Ne scelle point les paroles de la prophétie de ce livre, car le temps est proche. Que celui qui fait l'injustice, la fasse encore, et que celui qui est souillé, se souille encore et que celui qui est juste, devienne plus juste encore; et que celui qui est saint, se sanctifie encore! Voilà que je viens promptement; et j'ai ma récompense avec moi, pour rendre à chacun selon ses œuvres. Je suis l'alpha et l'oméga, le premier et le dernier, le principe et la fin »!

Il jeta un doux regard sur la sombre mausolée, sur la place où grouillait la foule et se dirigea d'un pas rapide vers la rue la plus proche. Les autres le suivirent.

Ils ne virent pas les miliciens qui expulsaient brutalement du mausolée un vieux mendiant. Celui-ci poussait des cris déments et hurlait, en se garant des coups qui pleuvaient sur lui.

Les soldats l'avaient empoigné par ses guenilles, le faisant avancer en le frappant du fourreau de leur sabre. Le misérable s'efforçait de leur échapper. Il se débattait, en lançant à chaque instant une longue plainte :

— Peuple russe! Ne te laisse pas faire! On nous a déjà pris la Patrie, la Foi, la Honte! Et voilà que maintenant on a volé son cerveau à Lénine, le défenseur des miséreux. On lui a arraché le cœur et on l'a enfermé dans un coffret en or scellé de sept cachets! Il est là, dans son cerceuil... il ne peut plus penser à nous, ni guider les pauvres, les vagabonds, les victimes!...

Les plaintes du mendiant se perdaient dans les échos de l'hymne des opprimés chanté sur son ton solennel devant le tombeau du prophète :

*Debout! les damnés de la terre!  
Debout! les forçats de la faim!  
La raison tonne en son cratère  
C'est l'éruption de la fin!  
Du passé, faisons table rase,  
Foule esclave, debout, debout!  
Le monde va changer de base  
Nous ne sommes rien, soyons tout!*

Le chant cessa soudain.

Une autre foule d'aspect encore plus lugubre avait débouché sur la Place Rouge et s'avancait, silencieuse.

Elle parvint jusqu'à la porte du Kremlin, gémissant, se lamentant, poussant des hurlements de plus en plus menaçants :

— Nous mourons de faim... donnez-nous du travail et du pain!... Du travail et du pain!...

Sur le rempart, dans un nuage de poussière, une mitrailleuse crépita.

Elle répondait aux plus miséreux, aux plus affamés.

FERDINAND-ANTOINE OSSENDOWSKI.

(Traduction de Paul Kleczkowski  
et Robert Renard).



vivantes, traversant quelque forte crise, courant quelque grand danger. Pour le docteur Dessoir il n'est pas certain que la télépathie spontanée existe. Les apparitions de mourants (*Phantasms of the living*) pourraient donc s'expliquer par des hallucinations coïncidant *fortuitement* avec la mort des personnes que ces hallucinations représentent? Cependant, une enquête (un « recensement des hallucinations ») menée, il y a bien des années, par la *Society for Psychical Research* et qui porta, si mes souvenirs sont exacts, sur 17,000 personnes, avait abouti à cette conclusion (formulée dans un rapport publié en 1894) : la coïncidence en question ne saurait être un effet du hasard. Je reconnais toutefois qu'un nouveau « recensement » serait désirable afin que la question pût être tranchée définitivement. Cette partie de l'ouvrage du docteur Dessoir aurait gagné, selon moi, à être notablement amplifiée.

\* \* \*

Aux chapitres relatifs à la télépathie succèdent d'autres qui ont trait à la « cryptesthésie », à la « paléosthésie », à la « téléstésie », à la prévision de l'avenir et aux prédictions, enfin à la clairvoyance au service de l'art de guérir (*Hellschen im Dienst der Heilkunde*) et à la clairvoyance mise au service des recherches criminelles.

Le premier des trois termes grecs que nous venons de citer (ce ne sont pas les termes grecs qui font ici défaut, loin de là) est du professeur Charles Richet, le grand savant français : il signifie « perception occulte », perception par des moyens qui nous restent cachés. Le troisième veut dire « perception à distance » ; le deuxième est du docteur Dessoir lui-même et me paraît des plus heureux : il signifie « perception du passé » et est destiné à remplacer celui de « psychométrie » mis en circulation il y a bien des années et sur lequel tout « métapsychiste » qui se prend au sérieux est toujours prêt à tomber à bras raccourcis. J'entends encore M. Charles Richet s'élevant avec force contre ce terme, qu'il qualifiait de détestable, au III<sup>e</sup> Congrès métapsychique de 1927.

Forger de nouveaux termes scientifiques, c'est bien, mais, à proprement parler, que recouvrent-ils? Le docteur Dessoir, malgré tout son scepticisme, se voit obligé, par-ci par-là, de reconnaître que telle observation ou telle autre lui paraît difficilement explicable autrement que par la télépathie ou la clairvoyance. Ailleurs son incrédulité de bon aloi reprend le dessus, et c'est un plaisir, par exemple, de lire les quelques pages dans lesquelles il remet à leur place des « clairvoyants » comme feu Reese, comme Ludwig Kahn, avec leur lecture de billets soigneusement pliés et que les observateurs croyaient n'avoir jamais perdus de vue.

Ici je note cependant ce qui me semble plutôt être une lacune : les expériences les plus probantes dans cet ordre d'idées sont celles du docteur Chowrin, un très consciencieux médecin russe, avec son « sujet » M<sup>lle</sup> M... ; le docteur Dessoir n'en dit à peu près rien (1).

J'hésite, d'autre part, à attacher la même importance que lui à ce qu'il appelle les « psychographies », soit aux descriptions, tant au physique qu'au moral, données par un « clairvoyant » d'un individu quelconque, rien qu'en palpant par exemple une enveloppe fermée contenant quelques lignes de l'écriture de cet individu. Sachons faire la part du feu, c'est-à-dire du hasard, qui est parfois susceptible, à lui seul, de donner lieu à des coïncidences bien remarquables ; n'attachons pas trop de valeur surtout aux descriptions, même partiellement exactes, si elles sont de par leur nature aptes à s'appliquer à bien des personnes à la fois (*a cap which will fit many a head*, disent les Anglais) et si elles sont en plus criblées d'erreurs ; cherchons plutôt à obtenir des preuves de la problématique *Hellschen* dans des domaines plus concrets et se prêtant mieux à une expérimentation digne de ce nom.

A propos de la prédiction de l'avenir, l'auteur cite *in extenso* le texte d'une prophétie tout à fait authentique (2) envoyée le 3 août 1914 (donc avant la déclaration de guerre de l'Angleterre) par lettre recommandée au prince Frédéric-Guillaume de Prusse par un major Guido von Gillhausen, chef de la 6<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> régiment de la garde. Plusieurs détails sont frappants, d'autres le sont moins ; d'une façon générale l'ensemble est certainement remarquable : annoncer, tout au commencement d'août 1914, que l'année 1918 serait particulièrement difficile pour l'Allemagne,

(1) La description de ces très intéressantes observations est accessible aux chercheurs allemands, grâce à une traduction allemande publiée par feu le baron von Schrenck-Notzing, à Munich (Reinhardt) en 1919.

(2) Apparemment...

que le Japon aiderait la Russie et l'Amérique l'Angleterre ; que la guerre s'étendrait de l'Amérique du Nord jusqu'à l'Australie, de la Serbie et du Japon jusqu'au cap Horn ; que la Russie y succomberait (*wird erliegen*) : tout cela n'offre certes rien de banal. D'autres détails sont cependant moins stupéfiants : ainsi beaucoup d'intelligents militaires austro-allemands voyaient très bien, bien avant 1914, l'« alliée » italienne se ranger aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie en cas de conflit européen, et ici le don de prophétie de feu le major von Gillhausen ne me paraît pas dépasser la perspicacité desdits militaires. Même observation — à peu près — pour la Roumanie. Enfin il y a, dans la prédiction en question, des détails inexacts. Et si on pense à la quantité formidable de vaticinations engendrées par la Grande Guerre et au fait que la très grande majorité de ces vaticinations a dû être certainement démentie par les événements, on se dira que les coïncidences — fussent-elles frappantes! — qu'on relève chez le major von Gillhausen ont pu avoir pour cause le seul hasard?

Il est certain, en tout cas, que la perspicacité politique seule peut aboutir exceptionnellement à des résultats tout aussi étonnants. Au commencement de 1914, M. Pierre Dournovo, ancien ministre de l'intérieur de Nicolas II, remettait à son Souverain un rapport sur la guerre future que ce haut fonctionnaire appréhendait pour l'Empire avec infiniment de raison. M. Dournovo y énumérait les alliés et les adversaires éventuels de son pays avec une exactitude qui laisse le lecteur tout ahuri. Non seulement on y voyait figurer la Turquie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche, et la Grande-Bretagne prenant le parti de la Russie et de la France, mais l'ancien ministre donnait l'Amérique et le Japon comme alliés à ce dernier groupe de Puissances et mettait la Bulgarie du même côté que les Austro-Germano-Turcs. Ce dernier trait est tout particulièrement surprenant, puisque bien peu de Russes étaient capables, avant la grande tuerie, de se représenter un pays, libéré par l'Empire des tsars en 1878 au prix d'une guerre sanglante, se joignant aux ennemis de la Russie. Non moins frappant était le rôle assigné par M. Dournovo à la Grèce qui, disait-il, resterait d'abord neutre, puis se joindrait à l'Entente (1).

N'oublions pas que l'ancien ministre de l'Intérieur n'avait jamais été diplomate... Ici, du reste, une annotation marginale de l'ex-Kaiser me revient à l'esprit : « Les souverains ont souvent le don de prévoir l'avenir, les hommes d'Etat quelquefois, les diplomates jamais ».

\* \* \*

De la « clairvoyance » l'auteur passe aux phénomènes intellectuels des médiums. Quelques pages nous résument excellentement le fameux cas Piper (une célèbre femme-médium de Boston, avec laquelle la société anglaise a longuement expérimenté), déjà ancien, le cas Leonard qui est contemporain, d'autres encore. Il est bien intéressant, eu égard au caractère si sceptique du professeur Dessoir, de rencontrer sous sa plume la phrase suivante : « N'est-il pas compréhensible que même des chercheurs aussi circonspects que le docteur Hodgson (le défunt secrétaire de la *Société pour les recherches psychiques* pour les États-Unis) ait vu, dans les communications de M<sup>me</sup> Piper, une preuve effective de l'immortalité personnelle de l'âme? » Plus loin cependant l'auteur se ressaisit, pour ainsi dire, et repousse la théorie spirite. Les exemples qu'il cite à l'appui de son attitude négative pourraient être notablement et très facilement multipliés. D'autre part, et même en faisant une large part au hasard, il me semble à peu près impossible de nier que dans l'immense littérature à laquelle ont donné naissance le cas Piper, le cas Leonard, etc., il se trouve un certain nombre de témoignages attestant la possession, par certains médiums, d'une faculté de connaissance « supranormale », pour employer le terme — très heureux — inventé il y a bien des années par F. W. H. Myers, l'auteur de *Human Personality*, l'infatigable métapsychiste anglais (mort en 1901). Serait-ce là cette « télépathie diffuse » dont nous parlions plus haut? En

(1) Le rapport Dournovo a été publié dans la revue soviétique *Krasnata Now* de novembre-décembre 1922. Le quotidien russe *Dni* (alors publié à Berlin) le reproduisait peu de temps après, et c'est dans le *Dni* que je crois l'avoir lu. Les sceptiques pourront affirmer, il est vrai, qu'il s'agit là d'un simple faux ; je ne vois pas, je l'avoue, l'intérêt qu'auraient eu les Soviets à nimer d'une auréole de perspicacité quasi-surhumaine un ministre d'ancien régime, adversaire acharné des révolutionnaires. En tout cas, la preuve du faux incomberait à ceux qui maintiendraient l'hypothèse d'une falsification. Nul ne serait plus heureux que moi, du reste, de voir ce point tiré au clair par une enquête objective.



tout cas rien ne semble nous obliger aujourd'hui, dans ce domaine, à aller plus loin, pour peu qu'on se dise que là où il s'agit de certaines de séances, de milliers de « communications » le hasard seul est susceptible d'enfanter des coïncidences pour lesquelles l'hypothèse d'une transmission de pensée inconsciente, de la part des assistants, ne semblerait pas être une explication adéquate, à première vue.

Sans être le moins du monde spirite, j'admets qu'il arrive parfois au spiritisme d'être moins noir que d'aucuns ne se le représentent; j'en ai eu l'impression bien nette en recevant la petite circulaire envoyée à ses amis et connaissances, il y a deux ou trois ans, par sir Oliver Lodge après la mort de sa femme, circulaire qui respirait une telle sérénité, une telle foi en la survivance de l'âme : foi et sérénité dues très certainement en partie aux convictions spirites de sir Oliver. Mais voyez le revers de la médaille. Sir Oliver Lodge, l'illustre chimiste, est une des gloires de l'Angleterre contemporaine. Cela ne l'a pas empêché de reproduire sans sourciller des « messages » de son fils Raymond tué à la guerre et d'autres esprits où il est question de cigares, de whisky et soda, de chiens; de chats, d'oiseaux, même de parasites !! Il arrive aux doctrines spirites d'obnubiler, on le voit, l'intelligence la plus lumineuse... En 1875, le grand « clairvoyant » américain A. J. Davis, interviewé par un correspondant du *New-York World*, lui apprenait que l'autre monde est situé à 65 milliards de miles anglais de la terre, qu'on y trouve des montagnes, des arbres, des lacs et des nuages, des villes et des campagnes, des théâtres et des journaux, et même un « Congrès ». J'avoue sympathiser avec le docteur Dessoir lorsque celui-ci s'écrie à propos de telles inepties :

« L'idée de continuer je ne sais combien de temps après ma mort à lire les journaux, à humer l'odeur des cigares, à devoir caresser des colonies de puces à quatre pattes est pour moi intolérable. »

Ces absurdités ne doivent cependant pas nous faire perdre de vue que, malgré elles, malgré ce Pélon, cet Ossa d'erreurs, d'insuccès, d'illusions et de désillusions, de tricheries, de sottises, certaines parcelles — *rari nantes in gurgite vasto* — paraissent quand même surmer dans ce gigantesque et « bizarre assemblage » qui représentent des faits, des phénomènes inconnus ou méconnus, mais réels et authentiques et dès lors dignes d'être analysés *scientifiquement*.

Je viens d'écrire le mot « scientifiquement ». Car dans le domaine qui nous occupe il ne devrait pas y avoir place pour d'autres investigations. Avec les catholiques je repousse, très énergiquement, la métapsychique mystique, le kardécisme, tout le fatras que les soi-disant « esprits » nous révèlent sur l'« Au-delà ».

\* \* \*

Dans la partie intitulée « *Paraphysik* » nous voyons défiler la longue théorie des médiums à effets « physiques » que le docteur Dessoir a rencontrés au cours de ses longues années d'études : l'Américain Slade, Eusapia Palladino, la Napolitaine, Anna Rothe, le médium allemand à « apports » de fleurs, amplement démasquée en 1902 (ce démasquage donna lieu à un procès retentissant), les frères Schneider (Willi et Rudi), M<sup>me</sup> Silbert, de Graz (Autriche), Franek Kluski, de Varsovie, « Margery » (M<sup>me</sup> Crandon), de Boston, etc. Tous leurs résultats sont sensiblement les mêmes : ou bien les phénomènes sont truqués de toute évidence, ou bien ils ne représentent rien de probant. Cependant on ne saurait dire que le savant auteur conclue en les rejetant en bloc : il n'est négateur, pour quelques-uns des médiums énumérés plus haut, qu'aux neuf dixièmes, pourrait-on dire. Au cours de son voyage en Amérique, en 1920, il n'est pas parvenu, lui dit en passant, à voir ce Carlos Mirabelli dont on avait raconté monts et merveilles, mais un autre savant allemand, le professeur Hans Driesch, a vu Mirabelli : eh bien, il y a entre les faits observés par M. Driesch et ceux qu'avaient relatés des observateurs précédents un abîme. Il y a dès lors tout lieu de soupçonner que les comptes rendus de ces derniers — comptes rendus dont quelques-uns tenaient réellement des contes de *Mille et une Nuits* — étaient trop exagérés.

Le « Franek Kluski » (pseudonyme) que j'ai nommé quelques lignes plus haut s'était spécialisé, à un certain moment, dans la production de moules en paraffine de mains « matérialisées »; le docteur Dessoir donne *in extenso* le texte d'un rapport, sur ces moules, de M. Biltz, professeur de chimie à Breslau, rapport d'où

il résulte que leur origine est vraisemblablement toute naturelle. Curieux médium que ce Kluski! A ses séances, nous raconte le docteur Dessoir (mais non en présence de ce dernier), on a vu paraître des animaux « matérialisés » : écureuils, chats et chiens; ces animaux se sont comportés exactement comme le font d'habitude des chiens dressés! Un jour il arriva même à un *lion* « matérialisé » de jeter les assistants dans une terreur telle que la séance dut être interrompue!!

C'est drôle sans doute, mais on reconnaîtra volontiers que de pareils « phénomènes » ne sauraient être que difficilement pris au sérieux. Certes, il ne faut nier quelque chose à priori qu'avec une extrême circonspection. Celui qui en dehors du domaine des mathématiques pures prononce le mot « impossible » manque de prudence, a excellemment dit Arago. D'accord; il n'en reste pas moins que pour admettre la réalité de faits qui rompent en visière avec notre expérience quotidienne, qui contredisent les lois scientifiques les plus solidement établies, enfin qui souvent sont un véritable défi au sens commun, il nous faut des preuves autrement probantes que celles qu'on nous offre à propos des séances d'un Franek Kluski ou d'une Maria Silbert dont les pieds paraissent jouer dans ses performances un rôle bien suspect.

Dans ce domaine des phénomènes physiques du spiritisme la tâche de l'expérimentateur objectif n'est pas seulement compliquée par le médium, celui-ci s'ingéniant à les produire trop souvent dans des conditions rendant un contrôle digne de ce nom impossible. Il y a pire. Que de spirites qui, qu'ils le veuillent ou non, sont, de par une crédulité susceptible parfois de devenir de la semi-complicité, les meilleurs alliés des médiums fraudeurs! Scandales étouffés, théories abracadabrantes, soi-disant « scientifiques », mises en avant, soit pour rendre — consciemment ou inconsciemment — les tricheries plus faciles, soit pour faire croire que ce qui a tout l'air de sentir la fraude à plein nez est un phénomène parfaitement authentique; les observateurs et critiques honnêtes qui ne recherchent que la vérité, vilipendés, combattus avec acharnement : tout y est. Ajoutez un type curieux, peut-être plus rare, mais qui existe très certainement : celui du soi-disant spirite (*non plus du médium*) qui se paie la tête des assistants en se livrant sous le couvert d'une obscurité combien commode et par simple amour de la mystification à des tricheries anonymes que lesdits assistants, émerveillés, estomqués, enthousiasmés, interprètent comme des manifestations authentiques de l'« Au-delà ».

Un exemple plus raffiné et à première vue — mais peut-être à première vue seulement — bien plus inoffensif de la même mentalité consiste à annoncer *urbi et orbi*, à grands sons de trompe, les résultats favorables obtenus avec tel ou tel médium, quitte à garder complaisamment de Conrart le silence prudent sur des séances négatives, voire nettement frauduleuses, du même mystagogue. Un des noms cités plus haut fournit un exemple instructif à l'appui. Henry Slade, un Américain, faisait sensation en Angleterre, en 1876, par ses séances dites d'écriture directe, au cours desquelles un bout de crayon placé sur une ardoise était censé tracer, de lui-même, hors de la vue des assistants bien entendu, des « messages » plus ou moins intelligents. Tout marcha à souhait d'abord. Mais deux futurs savants : sir Ray Lankester, l'éminent anthropologue décédé il y a une couple d'années, et sir Bryan Donkin concurrent quelques soupçons et parvinrent à démasquer Slade : à un certain moment de la séance l'un d'eux se saisit de l'ardoise et constata qu'elle contenait déjà des « messages », alors qu'elle était censée être encore vierge de toute écriture. A la suite du procès qui eut alors lieu et qui fit grand bruit, le médium se vit octroyer trois mois de prison avec *hard labour* pour « vagabondage » (« *as a rogue and a vagabond* », pour parler comme une vieille loi anglaise encore en vigueur). Il interjeta appel et l'arrêt fut cassé, mais pour vice de forme seulement. Slade en profita pour quitter l'Angleterre en toute hâte.

Il fut plus heureux en Allemagne où il réussit à prendre dans ses filets un des plus grands savants du pays et de l'époque. Le professeur Carl-Friedrich Zöllner, de Leipzig, était un illustre « astrophysicien » teinté de philosophie. A force d'étudier les œuvres de mathématiciens allemands tels que Gauss et Riemann (on pourrait joindre à eux le Russe Lobatchevsky), il en vint à croire à la probabilité de quatre dimensions de l'espace au lieu de trois. Il vit Slade et s'imagina trouver dans les « phénomènes » que lui révéla l'astucieux Yankee la confirmation des hypothèses relatives à cette quatrième dimension que nul d'entre nous ne saurait se



représenter. (Ce n'est pas là une raison pour la repousser à priori, loin de là, pas plus que sa possibilité théorique n'est une preuve de sa réalité...) En présence de Slade, Zöllner vit des nœuds se former dans des cordons dont les bouts avaient été fixés à l'aide de cachets à un morceau de carton; il assista à la disparition, puis à la réapparition subséquente d'un guéridon; deux anneaux de bois s'enfilèrent d'eux-mêmes sur un pied de table, alors que normalement ils n'auraient pu se trouver dans cette position que si le dessus de la table avait préalablement été enlevé. Des pieds « matérialisés » vinrent s'imprimer sur des feuilles de papier enduites de noir de fumée et se trouvant à l'intérieur d'une double ardoise, etc., etc. A supposer toutes ces merveilles authentiques, elles pourraient s'expliquer, entre autres, par l'intervention d'êtres habitant une « quatrième dimension » de l'espace; et Zöllner, qui, soit dit en passant, n'avait aucune idée de la prestidigitacion, y vit une confirmation éclatante des théories de Gauss et de Riemann et de ses propres spéculations. Ses expériences avec Slade ont eu un retentissement formidable dans le monde entier et ont été promues au rang d'un des faits fondamentaux du spirisme dit scientifique, au même titre que les séances de Crookes avec Home, au début des années soixante-dix du siècle dernier.

D'Allemagne Slade se rendit en Russie où un expérimentateur destiné à blanchir sous le harnais l'attendait avec impatience. Je préfère ne pas donner ici le nom de cet expérimentateur. Je l'ai beaucoup connu et beaucoup apprécié; je dois cependant constater avec regret qu'il ne publia aucun détail sur ses expériences de Saint-Petersbourg, sauf peut-être sur les toutes premières qui n'avaient rien de décisif. C'est que ces expériences furent, somme toute, négatives et que non seulement le médium y échoua, mais y fut convaincu de fraude. X... fut profondément mortifié par ces résultats, mais préféra garder le silence, apparemment pour ne pas amputer Slade de son auréole de Leipzig. Et dans une brève biographie de X... qui paraissait vingt et un ans plus tard, en 1899, à l'occasion des vingt-cinq ans révolus de la revue qu'il publiait en Allemagne, les expériences de Saint-Petersbourg sont résumées littéralement en un seul mot! Ce mot est, il est vrai, *unbefriedigend* (« insatisfaisant »)... Un tel système de deux poids et deux mesures me paraît peu recommandable.

Rappelons enfin les merveilleux résultats auxquels sont parvenus certains prestidigitateurs qui s'étaient donné pour tâche de démasquer et de reproduire les « phénomènes » des médiums. Rien ne saurait mieux attester le succès qui a, somme toute, couronné leurs efforts que ce simple fait aussi drôle que significatif : à maintes reprises, des spirites, et non des moindres (tels le grand naturaliste et émule de Darwin, Alfred Russel Wallace), ont prétendu que certains de ces prestidigitateurs n'étaient que... des médiums honteux. Récemment encore, feu sir Arthur Conan Doyle — qui, comme spirite, était d'une crédulité effarante — l'affirmait du défunt Harry Houdini, l'incomparable *conjurateur* américain!!

Concluons que la partie physique de la parapsychologie est bien malade. A proprement parler elle ressemble fort à un monceau de ruines; c'est à peine si on trouve quelques pans de murs encore debout. C'est presque un cimetière... Cependant, un verdict entièrement et définitivement négatif ne se justifie pas encore en ce moment; tel est notre avis, et nous croyons que telle est aussi l'opinion du professeur Dessoir.

\* \* \*

Avec la rubrique intitulée « Paraphysik » (pp. 155-359) se termine la partie de l'ouvrage du savant professeur consacrée aux phénomènes réels ou supposés vrais ou faux, intellectuels et physiques, liés à certains individus et repoussés par la Science officielle avec plus ou moins de netteté. Le reste du livre est consacré à la kabbalistique, à la *Christian Science* fondée par l'Américaine Baker-Eddy vers le milieu du siècle dernier, à l'anthroposophie et enfin à ce que l'auteur appelle « idéalisme magique ». Tout cela est fort intéressant. Les chapitres qui s'occupent de la kabbalistique abondent en exemples amusants de ce qu'un Anglais appelleraient *misdirected ingenuity*, soit d'une ingéniosité extraordinaire dépensée en pure perte, fût-ce pour prouver que le *Faust* de Goethe est en réalité un *rätselbuch*, une œuvre à clé, « comparable aux livres sibyllins et à l'*Apocalypse*, fût-ce pour « démontrer » (Alfred von Weber Ebenhof dans son livre *Bacon-Shakespeare-Cervantès*, Vienne, 1919) que les principales œuvres de l'immortel écrivain espagnol, *Don Quichotte* y compris, ont eu pour auteur Bacon et

ont été plus tard traduites en espagnol avec Cervantès comme prête-nom!

Là où il discute l'« enseignement » de feu Rudolf Steiner et passe en revue les divers aspects de l'édifice anthroposophique élevé par ce personnage, l'auteur a tout particulièrement droit aux sympathies de ceux sur qui les affirmations dogmatiques sans preuves n'ont pas de prise et qui ont horreur des réputations surfaites. Dans les pages où la *Christian Science* et les élucubrations de ses pontifes sont passées en revue on rencontre un passage tel que le suivant qui mérite toute notre approbation : « Nous protestons donc de la façon la plus énergique contre la pseudo-religion et la philosophie de pacotille de la *Christian Science*, nous protestons surtout à cause de la légèreté criminelle avec laquelle elle se joue de la santé et de la vie d'hommes pleins de confiance ».

La valeur de cette partie de l'ouvrage du professeur Dessoir est très grande aussi; cependant nous ne nous y arrêtons pas, les pages 368-557 de *Vom Jenseits der Seele* 11 sont touchant, pour ainsi dire, pas à la « parapsychologie », c'est-à-dire à des « faits » qui, pour être souvent très douteux, ne s'en appuient pas moins sur des commencement de preuves. Dans ces pages l'auteur ne réfute — avec son talent ordinaire — que des élucubrations sans preuves, des assertions faites sur un ton dogmatique, doctrinal, mais qu'aucun fait précis n'étaie ou même des aberrations évidentes de l'esprit humain. D'aucuns estimeront même que c'est faire trop d'honneur aux « sciences secrètes » que d'en parler avec d'aussi abondants détails.

Comte PEROVSKY.

## L'évolution du régime parlementaire aux Etats-Unis

### Rigidité et centralisation

Il existe actuellement aux Etats-Unis une confusion profonde au sujet de la notion de « politique ». L'emploi du terme « politique » est injurieux pour celui qu'il doit qualifier et son acception est si éloignée de sa valeur étymologique, qu'un « politicien » n'a, par définition, aucun souci du bien général de la collectivité.

Cette évolution d'un concept est malheureusement représentative d'une évolution du système gouvernemental, évolution précipitée dans laquelle il apparaît que l'essence même du régime politique américain a été refondue.

Lors Bryce donnait comme caractéristique de la Constitution américaine qu'elle « tend à préférer la stabilité à l'activité, à sacrifier les énergies productives des institutions qu'elle crée à leur pouvoir de résistance aux changements, survenant dans la construction générale du gouvernement », et il ajoute que cela fait du gouvernement non pas un organe moteur mais une remorque passive de la nation : c'est pourquoi ses modifications procèdent par bonds.

Cette rigidité du régime américain est unanimement reconnue et domine l'histoire de son évolution. Elle est cause du manque d'attrait qu'exerce la vie publique sur les hommes de haute valeur; elle accompagne une mésestime générale de la vie politique et une indifférence méprisante pour les rouages gouvernementaux. Elle est commentée avec tristesse par les orateurs et les écrivains, qui s'effraient parfois de l'incertitude de ses destinées, comme l'Hon. James B. Beck faisant au Congrès l'éloge de Washington le 22 février 1929 : « Des siècles attendent encore l'Amérique, disait-il; mais qui peut dire avec certitude, si elle devient trop centralisée pour un gouvernement efficace, qu'un jour ne naîtra pas un mouvement irrésistible à la désintégration...? » Elle provoque la passivité et fait ressembler la Constitution à un cadavre

(1) Chez Ferdinand Enke, à Stuttgart.



sur lequel l'opinion du jour essaie des opérations qui sont toujours à recommencer.

L'immobilisme politique est certes l'une des tares de l'Amérique; le culte extérieur de la Constitution y garde tous ses rites sacrés, le fédéralisme s'y maintient jalousement et, d'autre part, la centralisation s'est substituée et se substitue chaque jour à la souveraineté des Etats, les finances fédérales deviennent celles de tous les corps du pays et la morale même est dictée du Capitole dans le dix-huitième amendement. Une tendance progressive et discrète enlève inlassablement aux Etats les signes de leur personnalité et amène les Etats-Unis à une « démocratie impériale ». Une nouvelle philosophie de l'Etat enseigne que, « le peuple des Etats-Unis étant un pouvoir souverain, son gouvernement national possède toute l'autorité requise à la représentation de cette souveraineté à la fois au point de vue extérieur et au point de vue intérieur, que pareille autorité lui soit expressément confiée par la Constitution ou non ». Si l'on se souvient du caractère strictement exceptionnel de la compétence fédérale aux yeux des pères de la Constitution, l'on mesure à l'énoncé et à l'application de pareilles théories quelle est l'ampleur du chemin parcouru.

Il existe donc à la fois une évolution certaine et une rigidité gênante. C'est le paradoxe qui domine la vie politique du pays. Du reste, les préjugés fondamentaux n'y ont pas évolué et gardent toujours la même puissance d'ébranlement mystique. D'autre part, la moindre justification d'efficacité suffit à créer des institutions que ces préjugés n'admettent pas. « Nos pères, disait James B. Beck, pensaient en termes de droits politiques abstraits, mais nous, aujourd'hui, nous pensons en termes de réalités économiques concrètes. D'ailleurs, l'évangile du peuple américain aujourd'hui est l'efficacité, et pour avoir l'efficacité il est apparemment enclin à sacrifier n'importe quel principe, qui inviterait à considérer davantage la sécurité ». Il ajoutait : « Nous pouvons mesurer la puissance de ce sentiment dans le mépris du peuple pour le Congrès et sa confiance dans l'exécutif quel qu'il soit.

### Effacement du Congrès Les grandes Commissions

Cette dégradation du Congrès et cet effacement du législatif devant l'exécutif constituent le grand drame de la politique contemporaine aux Etats-Unis. La rigidité d'une Constitution fondamentalement ancrée au dogme de la séparation des pouvoirs n'a pas permis aux Etats-Unis de suivre, vers la confusion inévitable des pouvoirs exécutif et législatif, l'évolution par étapes progressives des gouvernements de cabinet. Du point de vue de la marche du droit public, l'absence d'un cabinet responsable est la faiblesse des Etats-Unis; sans aucun doute, la sauvegarde de la souveraineté des Etats, le danger d'une concentration immense de pouvoirs, la difficulté de gouverner un aussi grand pays constituent des obstacles insurmontables à l'introduction de ce système. Mais la réaction précipitée qui amène l'opinion publique à se défier de ses mandataires, à substituer à leur incompétence la science technique de comités irresponsables ne renferme pas moins de germes dangereux.

Quoi qu'il en soit, c'est un fait que le prestige du Congrès s'évanouit. Tout programme d'action politique comportant des réformes chères à l'opinion publique est confié à des experts et retire en fait à la compétence du Congrès. Telles sont les attributions de l'Interstate Commerce Commission, de la Civil Service Commission, de la Federal Trade Commission, de la Tariff Commission, du Farm Board, etc.

L'Interstate Commerce Commission fut créée en février 1887; elle avait pour rôle d'organiser sur une base équitable toute la politique des transports entre Etats et à l'égard de l'étranger; les amendements multiples à l'Interstate Commerce Act n'ont fait que renforcer le pouvoir de la Commission. Ses membres, d'abord au nombre de cinq, puis de onze, sont nommés pour sept ans (autrefois six) par le président, avec l'approbation du Sénat. Il ne peut y en avoir plus de six du même parti politique; ils peuvent être révoqués par le président mais seulement pour « insuffisance, négligence de leurs devoirs, ou perversité dans l'exercice de leur fonction » : cela signifie que leur responsabilité politique est inexistante pendant la durée de leur mandat. Or, à cette indépendance correspond une puissance considérable et essentiellement politique, c'est-à-dire intéressant de façon vitale le bien commun des citoyens.

Créée pour surveiller la conduite de toutes les entreprises de transports en commun, la Commission est « autorisée et requise d'exécuter et de faire appliquer les dispositions » de l'Interstate Commerce Act, nommément de forcer les entreprises de transports à donner la jouissance de leurs services indistinctement à tous à des prix raisonnables et dans des conditions identiques, à développer l'économie du pays par la facilité des communications, à maintenir les services existants dans la situation de concurrence nécessaire pour favoriser le public, etc. Les pouvoirs les plus étendus lui sont donnés à cet effet; elle fixe les tarifs ferroviaires, ordonne les consolidations, décide les innovations dans le service des communications, tout cela de sa propre initiative ou à l'intervention des intéressés ou des tiers. Sa procédure est quasi judiciaire, elle peut forcer tous témoins à comparaître devant elle et à déposer sous la foi du serment, elle peut prétendre à tout instant pénétrer la vie intime et secrète des compagnies et des individus. Ses décisions auront force exécutoire « nonobstant toutes lois d'Etat ou décisions ou ordres de n'importe quelle autorité d'Etat qui les contrediraient ».

Bien que l'acte du Congrès se perde dans de grands détails, il laisse en fait la discrétion la plus absolue à l'Interstate Commerce Commission dans toute la politique des transports ferroviaires. Après avoir énuméré des éléments qui doivent motiver ses jugements, l'Interstate Commerce Act invite la Commission à tenir compte de « tout autre fait ou circonstance normalement pertinents » et il spécifie : « La précédente énumération de pouvoirs n'exclut aucun pouvoir que la Commission pourrait avoir, d'autre part, dans l'établissement d'une ordonnance sous les termes de la présente loi. »

Armée de ces prérogatives que quarante années d'exercice n'ont fait que développer, l'I. C. C. est devenue une grande puissance dans l'Etat. Tout le système ferroviaire américain vit sous sa dépendance pour l'établissement des tarifs, l'organisation et la coordination des lignes, la délimitation des parcours, la concentration ou la division des systèmes. Pour qui est familier avec la géographie massive du pays et l'importance inégale des voies ferrées dans son développement économique, une telle puissance est inouïe. L'Interstate Commerce Commission siège comme un grand jury écoutant les doléances qui lui sont exposées par les compagnies concurrentes, par les particuliers, par les villes; elle tranche en équité et en droit, distribue entre les ports les tarifs préférentiels et modèle avec sérénité le rythme de la circulation des richesses. De ses décisions nul n'appelle; dans sa compétence elle est souveraine et le prestige qu'elle s'est acquis l'aurole d'un crédit que ni le Congrès ni le président ne partagent dans l'exercice de leurs attributions.

L'Interstate Commerce Commission constitue dans le droit public américain un élément irréductible qu'aucun système de théorie politique n'assimile harmonieusement. S'il est rigoureusement vrai que, comme l'a dit l'honorable Charles R. Crisp, député de Louisiane, « l'Interstate Commerce Commission a détruit le pouvoir des commissions de services publics des Etats pour régler même les tarifs de transport intérieurs aux Etats », l'on ne songe guère à le regretter.

L'I. C. C. fait de la grande politique sans être du domaine des politiciens, mais avec une haute impartialité et une grande efficacité. Elle atteint de la sorte un idéal aimé du peuple américain; nul ne peut se permettre d'y toucher.

Ayant de la sorte obtenu un vrai succès pour la première grande institution parlementaire qu'ils bâtirent, les Américains voulurent continuer dans la même voie. Déjà en 1883 s'était fondée la Civil Service Commission, chargée de mettre fin, au moins dans certains domaines, aux abus du Spoils System; (1) sa compétence s'étendit progressivement, si bien que dans l'ensemble le personnel administratif fédéral est dès à présent choisi selon ses capacités et avec un minimum de considérations politiques.

En 1914, pour assurer l'observation du Sherman Anti-Trust Act, le Congrès institua la Federal Trade Commission. Composée de cinq membres, dont trois au maximum du même parti, nommés par le président pour un terme de six années, cette Commission prenait la place du Bureau of Corporations du Department of Commerce et constituait une administration strictement étrangère à toute ingérence politique. Son rôle est préventif à la violation des lois qui interdisent les trusts, les monopoles et tous actes

(1) Le Spoils System consiste à distribuer les places de fonctionnaires aux amis politiques, quelle que soit leur incompétence.



de concurrence déloyale dans les relations commerciales ordinaires. Elle a des pouvoirs immenses à cet effet : elle peut citer à sa barre tout individu et toute entreprise soupçonnés de visées illégales, et si l'évidence lui paraît suffisamment établie, elle peut ordonner la cessation immédiate de l'emploi des méthodes incriminées. A défaut d'observation de ses ordres, la Commission peut traîner les récalcitrants devant la Cour d'appel de Circuit et obtenir leur condamnation. Mais le pouvoir le plus grave de la Federal Trade Commission n'est pas là ; ce pouvoir réside dans ses moyens d'information : en effet, la Commission ne se base pas seulement sur les données publiques ; elle peut requérir tous commerçants et industriels de lui fournir, conformément à des formulaires élaborés par elle et sous serment, les renseignements les plus précis sur leurs activités, et cela de façon régulière et fréquente.

Un organisme de l'Administration se trouve donc en possession des renseignements les plus secrets relatifs à l'activité économique de chaque entreprise ; il les conserve, les élabore, en surveille les mouvements de façon à imposer à l'économie nationale un régime de concurrence. A coup sûr, il eût été dangereux de remettre un pareil pouvoir à des politiciens. La Federal Trade Commission est restée dans la discrétion de son rôle ; elle a fourni un travail scientifique de haute valeur dont les résultats généraux sont livrés au public. Il est certain qu'elle doit user d'une grande souplesse dans l'adaptation des règles légales aux nécessités économiques du jour et ici elle a certes un très grand pouvoir sur la fixation des buts et l'orientation économique du pays. Elle non plus n'a rien d'une responsabilité parlementaire.

Il n'est pas possible de s'arrêter à toutes les institutions analogues du droit public américain ; leur nombre et leur variété s'accroissent constamment : Federal Water Power Commission, Federal Radio Commission, Federal Reserve Board, Shipping Board, Federal Farm Board (création du président Hoover, si ardemment discutée aujourd'hui), Federal Oil Conservation Board, Federal Timber Conservation Board, etc. La Tariff Commission donne l'exemple le plus typique de ce système de délégation de pouvoirs qui remplace le cabinet responsable. L'ensemble de ce travail sera consacré à son étude.

### Tendances politiques contemporaines

Pour comprendre l'évolution parlementaire des Etats-Unis il faut connaître encore l'apport des expériences de la guerre mondiale au droit public américain et les tendances qui en sont résultées. Ces tendances sont les conséquences d'une situation que lord Bryce analysait avec une minutieuse exactitude, dans les termes suivants : « Nulle part, dans le monde moderne les problèmes économiques n'ont exercé une influence aussi décisive sur la politique. Nulle part le problème de la limitation des pouvoirs des combinaisons commerciales et des monopoles qui en découlent n'a donné autant d'embarras au législateur. Nulle part, l'organisation des partis politiques n'a atteint une aussi dangereuse perfection ». Trois éléments dominent le développement de la politique centralisée et impériale des Etats-Unis : l'intérêt passionné de la nation à son essor économique, le défaut de modération du capitalisme et l'esprit de parti.

Au dynamisme de ces éléments s'ajouta la force du précédent de la Grande Guerre. Pendant toute la durée des hostilités, la nation américaine constitua une économie socialisée dans les mains de l'exécutif. L'Etat Fédéral requisitionna le système ferroviaire dans son intégralité et l'administra souverainement ; le Shipping Board créa une marine commerciale ; le War Trade Board dirigea la production et fixa les prix. La concurrence n'existait plus et cette tension des forces économiques de la nation gagna la guerre en un grand effort d'organisation.

De cette expérience colossale, le pragmatisme américain a gardé quelque chose : malgré les préjugés si profonds des théories libéralisantes, il reste aux Etats-Unis, en bien des matières, une sorte de hantise du socialisme d'Etat. Le Tariff Commissioner William S. Culbertson (actuellement ambassadeur au Chili) résumait en 1919 les enseignements de la guerre, en ces termes : « S'il est une leçon que la guerre a clairement donnée, c'est que la libre concurrence — la doctrine du laisser faire — est un échec dans la vie internationale. La guerre a inauguré le troisième stade de la révolution industrielle. C'est ici que l'humanité va entreprendre de diriger l'industrie et le commerce de façon à

prévenir les conflits entre nations et à atteindre les idéaux les plus nobles de la vie sociale. »

C'est avec ce subconscient que les Etats-Unis abordaient l'après-guerre et précisément la vie parlementaire devait se montrer à cette époque d'une effroyable médiocrité. Si l'on cherche dans les années 1920-1930 quelle a été l'activité du Congrès, on ne trouve qu'un travail intermittent et décousu, nul enthousiasme, nul programme d'ordre idéal, rien qu'une douloureuse impression de chaos. Dès 1920, une réforme budgétaire générale s'imposait, mais avant qu'on ne fût arrivé à un programme sur une crise agricole aiguë ; elle se traduisit politiquement par la constitution d'un bloc parlementaire agricole des Etats du Sud et de l'Ouest, dont le rôle fut exclusivement d'obstruction. Une vague de pessimisme moral et social déprima la nation, bien vite effacée d'ailleurs par un tourbillon d'optimisme aussitôt que le spectre de la crise économique eut disparu. Avec la phase ascendante du cycle des affaires, la spéculation détourna l'attention publique des soucis politiques. L'administration de Harding avait été faible et corrompue ; celle de Coolidge fut effacée. Au Congrès dominaient les discussions stériles et méprisables, bien faites pour propager la théorie progressiste du gouvernement par expert. Le peuple américain s'habitua à distinguer la politique ou l'art de promouvoir le bien commun de la vie politique adaptée à l'intérêt exclusif d'un parti ou d'une coterie. Toute l'opinion publique se déclara hostile au gouvernement des « politiciens » et les réformateurs s'appliquèrent à réaliser le gouvernement des experts. Le Congrès s'y prêtait d'ailleurs avec une étonnante lâcheté. Le président du Comité des Voies et Moyens, M. Hawley, introduisant en 1929 le bill de réajustement des tarifs, ne propose-t-il pas d'augmenter les pouvoirs de la Tariff Commission « étant donnée l'évidente incapacité du Congrès à s'assurer exactement de tous les faits essentiels relatifs aux myriades de mesures d'un Tariff Act » ? Et, à la conclusion des débats sur le même objet, l'hon. James O'Connor, député de Louisiane, remarquait : « Ce pays est devenu trop grand, territorialement, commercialement, industriellement, socialement, historiquement, et autrement pour qu'aucune assemblée aussi indisciplinée que le Congrès des Etats-Unis soit à même de faire une loi douanière qui puisse satisfaire les besoins et les nécessités de toutes les parties ou sections de la république » ; il ajoutait que le Congrès n'était pas plus apte à établir des droits de douane que des tarifs de chemins de fer.

Le Congrès abdiqua peu à peu par une tendance fatale ses pouvoirs les plus sacrés aux yeux des révolutionnaires du XVIII<sup>e</sup> siècle pour les déléguer plus ou moins constitutionnellement à des organes irresponsables. L'essentiel semble être de retirer le sort des intérêts nationaux des jeux anarchiques de la politique *to take out of politics*, cela parce que les organismes prévus par la Constitution sont tombés aux mains des partis et que les « Américains ont ignoré dans tous leurs systèmes législatifs et certains de leurs systèmes administratifs les différences de capacité d'homme ».

### La fin des trois pouvoirs

Telle est la façon dont a passé aux Etats-Unis, en dehors du gouvernement de cabinet, la théorie des trois pouvoirs.

Les Commissions d'experts, en effet, légifèrent et exécutent ; elles ont un pouvoir quasi judiciaire. L'Interstate Commerce Commission établit les règles principales de la concurrence ferroviaire, elle en surveille l'application, elle entend les doléances des parties et décrète les mesures équitables ; la Tariff Commission, nous le verrons, fixe les limites convenables de l'importation ; elle se saisit des cas précis à résoudre, elle entend les plaintes des producteurs et décrète de l'existence du dumping.

L'on est loin des grands principes, d'autant plus que les corps d'experts érigés pour gouverner nationalement dérivent toujours de la nomination de l'exécutif, resté aux yeux du peuple et dans la réalité plus patriote que le Congrès. Il est aisé de concevoir les inconvénients du système et toute l'anxiété d'une question posée au Congrès après la création du Farm Board. « N'est-il pas temps pour cette chambre d'arrêter le mouvement et de dire qu'elle ne veut pas construire un grand gouvernement central, ni conférer un pouvoir colossal à l'exécutif ? » Le Congrès serait-il devenu si inepte et si corrompu ? Comme le disait Ramon au temps de Charles X : « La nation se plaint des Chambres et du Ministère ; tout cela c'est elle-même ; c'est une laide qui se plaint de son



miroir ». Ainsi, les Américains se plaignent du Congrès, qui est gouverné et commandé par les circonscriptions électorales; ce que le Congrès fait, il le fait sur l'ordre de l'électeur; dès lors, l'électeur lui-même est coupable ou le système électoral est mauvais.

### L'électoralisme. Le « log rolling » et le « lobby »

Dans le droit public américain, les sénateurs sont censés représenter leur État, c'est-à-dire leur circonscription électorale; alors qu'au contraire les députés sont des représentants de la nation. L'évolution du régime et surtout l'existence séculaire et organisée de deux grands partis, en dehors desquels il n'y a pas d'avenir politique possible pour un individu, ont amené les députés aussi, à représenter d'abord leur circonscription. La raison en est simple; pour être élus les membres du Congrès doivent être épaulés par une machine politique exigeant beaucoup d'argent et beaucoup de dévouement; tous les deux ans, le député, tous les six ans, le sénateur doivent recourir à ses services. Dans un pays où le sens pratique des affaires est extrêmement répandu et où il est couramment admis que les meilleures têtes doivent se consacrer aux affaires et non à la politique, il a été facilement établi que le membre du Congrès doit défendre les intérêts de sa machine politique et des éléments qui la composent. Cela est si clair que pour observer cette règle, même le programme des partis compte peu; ainsi, les sénateurs démocrates de Louisiane sont plus farouches que les républicains les plus protectionnistes lorsqu'il s'agit du sucre de canne.

Il faut se rappeler d'ailleurs que les mesures édictées par le Congrès n'ont que rarement le caractère général de nos textes législatifs. La plus grande partie du temps des membres du Congrès se passe en dehors de toute publicité gênante, dans des travaux de comité, ou d'innombrables mesures d'intérêt local sont débattues et marchandées.

Le marchandage courant du Congrès de Washington est communément appelé « log rolling ». C'est essentiellement un échange de bons procédés; si, par exemple, le sénateur de l'Orégon désire un droit de douane ou un règlement de pêche maritime ou n'importe quelle faveur pour une industrie de son État, il ira trouver les sénateurs du Massachussets, du Missouri et de la Floride ou d'autres États, leur demandant d'appuyer sa proposition en contre-partie de son aide promise à leurs desiderata à eux.

Pareille méthode est évidemment fâcheuse pour le contrôle parlementaire et nuisible au bien commun, mais l'esprit régionaliste est si puissant et le caractère particulier ou privé des mesures législatives si prononcé, que cette pratique est profondément ancrée dans la vie politique.

Il existe à la pratique du « log rolling » des risques d'autant plus caractérisés que le « lobby » le complète et le perfectionne. Les « lobbyists » sont, d'après la définition de lord Bryce, « des personnes qui font profession de « voir » des membres du Congrès et d'obtenir par persuasion, impunité ou le recours à des avantages, le passage de certains « bills » publiés aussi bien que privés qui comportent un bénéfice pour leurs promoteurs ». Le « lobby » sévit à Washington avec une amplitude invraisemblable et il répond à une véritable nécessité, s'incorporant ainsi au droit public. W. S. Culbertson y voit « une tendance définitive de la vie américaine », un organe qui n'a rien d'inutile mais qui « est indicatif d'une lacune dans la machinerie gouvernementale ».

Le « lobby » se substitue à l'action du Cabinet dans nos gouvernements; lorsque des mesures techniques sollicitent le législateur, comme il arrive quotidiennement aux États-Unis, on ne peut attendre des membres du Congrès une compétence générale; ils doivent s'informer, et comme la tradition écarte avec défiance l'information de l'Administration, il faut bien s'adresser aux parties intéressées. C'est pourquoi « les producteurs américains sont forcés de maintenir à Washington des bureaux privés ou des avocats, pour se protéger eux-mêmes contre des mesures éventuelles dangereuses de la part des agents et serviteurs du peuple américain ». Les intérêts opposés s'affrontent auprès des représentants du pays dans les couloirs du Capitole, et ce sont les plus forts qui l'emportent. Le parlementarisme américain devient ainsi par la force des choses un système assez informe de représentation des intérêts. La discipline des partis n'y a pas résisté: les lobbyists l'énervent, ils amènent le membre du Congrès à voter conformément à l'intérêt immédiat des Constituants, non plus

(pour autant qu'il existe) selon le programme du parti. Une étude remarquable du docteur Edward Logan pour l'American Academy of Political and Social Science y voit une évolution historique amenant un lobby évolué à se substituer aux partis.

Ce système, comme tout système de représentation des intérêts, comporte des inconvénients majeurs: il n'est plus question d'intérêt général et personne n'a charge d'y penser; un système de compromis et de calculs mesquins se substitue au patriotisme. Il n'est plus possible aux pays d'avoir confiance dans son gouvernement, sachant que des intérêts privés tout-puissants intriguent constamment auprès de lui.

C'est surtout en matière de politique douanière que le « lobby » a étendu ses ravages; on ne peut se défendre d'un sentiment de malaise en lisant sous la plume si hautement impartiale du professeur Taussig ce commentaire du dernier Tarif Act: « Le Comité (des Finances) avait en la personne du sénateur Smoot un président expérimenté et respecté pour sa compétence. Mais il n'était pas seulement un protectionniste acharné du type le plus intolérant, il était fortement intéressé dans sa propre région et le propre produit de celle-ci, le sucre de betterave; il n'était pas regardé comme une personne impartiale ni désintéressée et n'avait aucun titre à être considéré comme tel.

Tout Tarif Act amène, aux États-Unis, un déploiement fou de toutes les forces du « lobby »; le Comité des Voies et Moyens et le Comité des Finances en sont assésés. Lors de la confection du Payne-Aldrich Act, la seule Hosiery Manufacturers Association avait envoyé cent cinquante de ses membres présenter leur point de vue aux comités du Capitole; le Home Market Club de Boston avait envoyé soixante membres à Washington; la National Association of Wool Manufacturers n'était pas moins largement représentée et les intérêts sucriers étaient déjà célèbres par leur savoir-faire.

Dans la même loi, nous dit le professeur Taussig, le chapitre du coton était supérieurement compliqué avec des droits variables selon le nombre de fils par pouce carré, le nombre de yards à la livre, la teinture, la couleur, la propreté et finalement un système extrêmement technique de points spéciaux du tissu. Ce que ces règles compliquées signifiaient au juste ne pouvait être connu que des personnes accoutumées aux plus petits détails de cette industrie, c'est-à-dire surtout les industriels eux-mêmes. On faisait plus que soupçonner que les industriels, dans leurs suggestions aux législateurs sympathiques, avaient manipulé les taux des droits de manière à se procurer non seulement une protection élevée, mais une protection plus élevée qu'elle n'eût été accordée si la portée de ces taux avait été pleinement comprise.

En 1922, l'activité du « lobby » fut sensationnelle; il y eut à peine un produit manufacturé ou une matière première qui n'eût son « lobby » spécial à Washington. Si l'on en croit le sénateur Mc Kellar, le taux des droits sur les gants fut établi avec l'aide d'un certain Mr Littauer, de New-York.

En 1929, la National Association of Manufacturers organisait une Conférence nationale pour l'ajustement des droits, avec le désir avoué d'intervenir dans la législation chargée de régir la Tarif Commission; un sous-comité fut formé pour conférer avec le Comité des Voies et Moyens, le Comité des Finances, le président-élu et le président.

L'American Protective Tariff League intrigue de toutes manières depuis 1885 pour faire hausser toujours les barrières douanières. Elle a des relations étroites avec l'industrie lourde. Son activité prend des allures scientifiques et atteint un public très étendu par ses organes la *Tariff Review*, l'*American Economist* et ses brochures. Elle a eu une responsabilité directe dans le Mc Kinley Tarif Act et les mesures douanières suivantes.

La Chambre de Commerce des États-Unis agit, elle aussi, sur le Congrès et sur l'opinion; son organisation extrêmement active procède par referendum et par résolutions dont la portée ne peut être ignorée. L'American Federation of Labor s'occupa activement du Tarif Douanier en 1921, en 1925 et surtout en 1928.

Malheureusement, le résultat de toutes ces interventions est rarement favorable au public. « Ceux qui veulent le protectionnisme... sont mieux organisés et dans une meilleure position stratégique », que les autres. Cela est facile à comprendre, les producteurs ayant toujours un intérêt plus immédiat et plus facile à réaliser que les consommateurs. On a voulu protéger ces derniers et organiser un « lobby » pour eux, « People's Lobby », mais les résultats n'en furent jamais très appréciables faute de concours du public.



Le « lobby » est resté victorieux des anciennes institutions politiques; il a évolué et grandi trop vite comme beaucoup de choses aux Etats-Unis, passant du stade d'une intervention réduite et légitime des intérêts privés dans les débats parlementaires à une hégémonie qui fausse complètement le jeu du régime. L'on est toujours amené à se poser la même question : « L'évolution eût-elle été pareille avec un gouvernement de Cabinet? »

Quoi qu'il en soit, le peuple américain a été excédé des agissements du « lobby » en certaines matières, particulièrement au sujet des droits douaniers, et il a pris des mesures qu'il voulait radicales pour enlever à la politique, c'est-à-dire au « lobby », ses intérêts les plus chers.

### Le préjugé du « scientifique » ; formules de politique commerciale

Comment a-t-il réussi? Malgré les dénégations des économistes les plus expérimentés, le public des Etats-Unis est persuadé qu'il y a des lois scientifiques applicables aux problèmes de l'économie politique, comme les « lois de la physique s'appliquent aux problèmes des ingénieurs; et comme il a vu maîtriser par la hardiesse et l'audace de ses inventions les problèmes les plus ardu de la technique, il prétend à son tour maîtriser les difficultés du gouvernement par des règles scientifiques infaillibles et inflexibles. Lorsqu'il s' imagine qu'un mode de gouvernement est « scientifique », le peuple américain se croit à l'abri de tout excès.

Pour appliquer son penchant aux méthodes « scientifiques » à la politique commerciale, l'opinion a fait un raisonnement très exactement rendu par le sous-secrétaire d'Etat au Commerce, le Dr Julius Klein : « Nous autres, Américains, sommes fort enclins à l'efficacité dans nos modes de faire les choses. Nous multiplions les procédés pour économiser la main-d'œuvre dans nos industries. N'est-il pas possible pour nous d'installer une nouvelle économie dans la « manufacture des tarifs » où les droits sont supposés établis dans l'intérêt de ces mêmes industries et du public dans son ensemble? » Pour arriver à ce résultat, ne suffit-il pas de poser les règles d'un tarif « scientifique »?

L'on vit alors aux Etats-Unis les grands politiques inventer des formules magiques. Avant 1904 déjà, le parti républicain réclamait des droits douaniers capables de protéger les salaires existants mais ce fut la plate-forme républicaine de cette année-là qui précisa la formule fameuse de l'égalisation des prix de revient : « Le droit douanier sur l'importation d'une marchandise doit être égal à la différence entre les prix de revient de cette marchandise à l'étranger et aux Etats-Unis ». C'est sur cette base que le président Taft réclamait certaines réductions de droit en 1908, mais la formule avait été agrémentée d'une condition « pourvu

qu'un profit raisonnable soit maintenu à l'industrie américaine », et son application se traduisit par une élévation des droits; on déclara néanmoins qu'elle avait été imparfaite faute de renseignements précis. En 1912, le parti progressiste lança la formule de l'égalisation des conditions de la concurrence : « Un droit douanier doit être tel qu'il laisse subsister la concurrence légitime entre l'industrie américaine et l'industrie étrangère en leur donnant des avantages équivalents sur le marché ». Cette même formule fut adaptée dans l'Underwood Act de 1912 à la formule démocrate du tarif fiscal; en effet, « si l'on désire augmenter le rendement de l'impôt douanier, il faut laisser pénétrer certaines importations avant de les taxer et d'y percevoir des revenus » et établir ainsi une certaine mesure de concurrence.

À la pratique, toutes ces formules apparurent boiteuses, non seulement parce qu'elles supposent la possession de données statistiques et techniques extrêmement difficiles à réunir, mais encore et surtout parce que la politique commerciale relève nécessairement de la compétence politique et que ses suites sont trop importantes pour qu'il soit possible de respecter un statut inflexible. En fait, les formules scientifiques de politique douanière ne constituent qu'une concession théorique au goût du public pour le « scientifique » et à son dégoût pour la politique. Depuis 1904, c'est à l'abri de ces formules que les intrigues du « lobby », et le « log rolling » et la liquidation des dettes des partis se donnent libre cours, et si, comme nous le verrons, les Etats-Unis ont voulu appliquer des règles scientifiques, à défaut de la bonne volonté et de la capacité du Congrès, par l'intermédiaire d'un Comité d'experts, cela n'a rien changé au problème, car le champ d'action des intrigants s'est simplement déplacé.

Les formules scientifiques de politique commerciale ne sont qu'un exemple de la défiance du peuple américain pour ses élus; elles devaient constituer un mandat impératif concernant un champ d'activité législative, une règle que le « lobby » et les intérêts privés ne pourraient battre en brèche. Dans cette voie, la science se montra vaine et l'opinion fut déçue. Chercherait-elle ailleurs une sauvegarde ?

En résumé, l'évolution générale (inavouée) du droit public, le mépris des méthodes parlementaires, l'expérience des commissions indépendantes, la crainte du « lobby » en même temps que le caractère technique et complexe des mesures législatives et la confiance dans la spécialisation scientifique instaurent, dans la psychologie américaine, une tendance toujours plus forte à des délégations de pouvoirs contraires à l'orthodoxie parlementaire. (1)

BARON SNOY D'OPUERS.

(1) Ces pages sont extraites d'un ouvrage, intitulé *La Commission des Douanes et la Politique commerciale des Etats-Unis*, à paraître à l'Édition Universelle (anciennement Maison Albert Dewit), à Bruxelles.

## Les idées et les faits

### Chronique des idées

#### « Les jeunes gens et la politique », par José Streeel

« Au critique littéraire, redouté des jeunes, j'offre timidement cet essai scandaleux. »

JOSÉ STREEEL.

Plus d'un demi-siècle nous sépare, bel éphèbe, mais ne redoutez pas ma vieillesse. Pour rejoindre votre pensée et sympathiser avec elle, je n'ai pas même une courte passerelle à franchir. Je vous entends à merveille. Témoin loyal et désintéressé de la génération catholique montante, vous avez voulu soulager votre conscience et exposer une bonne fois aux aînés qui vous accusent, presque de désertion les réels motifs de votre sécession sur le mont Aventin, légitimer votre attitude devant le devoir social.

Comment refuser audience à une parole qui sonne comme l'or dans la franchise de ses déclarations et ne pas généreusement octroyer le bill d'indemnité à l'apreté juvénile de ses critiques? Après tout, quand vous lancez par exemple une flèche barbelée au très méritant comte Carton de Wiart, vous lui faites simplement expier les traits acérés dont il criblait jadis d'éminents jésuites, le P. Van Tricht, le P. Castelein, dans cette *Justice sociale* qui a fourni à son historiographe, votre cher président de l'A. C. J. B., M. Hoyois, la matière d'un éloquent panégyrique.

Avec une netteté qui n'est pas l'ordinaire apagnage de la jeunesse, vous décrivez la courbe de votre mentalité politique dessinée en trois traits : *Vive la Calotte! Vive le Roy! Vive le Christ-Roi!*

J'observe entre ces trois vivats sonores successivement poussés par le stocklager, le partisan de l'*Action française*, l'acéjébiste, il y a une note commune : trois cris de guerre qui sont trois cris d'amour et s'opposent aux : *A bas ceci, A bas cela*, hurlés par la haine.

Que le métier de colleur d'affiches électorales et de propagand-



liste au pot de couleurs, à la brosse, voire à la canne, ait manqué le charme pour votre intellectualité : qui donc en disconvientrait ? Mais reconnaissons tout de même que l'affichage a son utilité, que la défense de la liberté de l'électeur est parfois nécessaire et, en définitive, ceux qui se livrèrent à ces salutaires besognes n'en doivent pas plus rougir que les Camelots du roi de leurs prouesses.

Vous confessez franchement que fatigués de faire le coup de feu dans les batailles électorales, vous et vos pareils vous avez été séduits par la sirène maurassienne. Un referendum fameux, en effet, et qui retentit jusqu'à la Porte de bronze révéla au monde surpris qu'en très forte majorité la jeunesse catholique belge saluait Charles Maurras comme son maître à penser en matière politique et sociale. C'était jouer de malheur au moment précis où le Saint-Père appelait les jeunes recrues sous les étendards de l'Action catholique. A ce moment opportun la condamnation depuis longtemps couvée éclata comme un tonnerre dans un ciel serein.

Avec une obéissance filiale dont le mérite se mesure sur la profondeur du sacrifice, vous avez renié une doctrine qui vous avait conquis, vous avez rompu avec un « homme prestigieux » qui vous avait entraînés. Vous l'avez fait sans arrière-pensée ni réticence, mais vous tenez à le dire — c'est bien votre droit — non pas sur la foi de tel dénonciateur que vous traitez de pamphlétaire, mais uniquement sur l'ordre formel du Pape.

Vous surprendrai-je, mais votre abjuration me semble excéder même les termes d'une condamnation plutôt disciplinaire que doctrinale. Il y a dans le credo maurassien bien des articles qui échappent à la censure : l'adaptation d'un régime aux antécédents d'un peuple, à son génie, à ses traditions, les lois basées sur l'induction expérimentale de la physique politique, la continuité historique, la stabilité héréditaire du pouvoir, la discipline sociale, la répudiation de la plus formidable erreur du monde moderne, le libéralisme, de la démocratie parlementaire qui est la décomposition de l'Etat, la primauté de l'Eglise. N'est-il pas frappant que la simple observation empirique, loyalement conduite par cet incroyant, ait abouti sur ce dernier point qui est capital aux conclusions de la plus orthodoxe théologie ? « Nos solutions, écrit Charles Maurras (*Démocratie religieuse*, p. 445), comportent l'autonomie complète du catholicisme, énoncée, proclamée par un Etat faisant profession de la respecter. Plus on connaît l'emprise de l'Etat sur la société moderne, plus on se persuade qu'il n'y a pas d'autre solution pacifique : la neutralité ou le droit commun constituent d'insolentes primes d'encouragement à l'offensive des confessions dissidentes. *L'autonomie exprimée du catholicisme comporte la reconnaissance de sa primauté.* » Preuve de plus de « cette identité entre la loi de l'Eglise et la loi de la réalité, entre l'enseignement de l'expérience et celui de la Révélation » qu'a relevée le vénérable octogénaire Paul Bourget dans *Un Divorce*, aux pages 21 et 22, comme l'a noté M. A. Roul dans son livre magistral : *L'Eglise catholique et le Droit commun*.

Où est donc l'immense erreur, où est, partant, l'immense péril du maurrassisme ? C'est que le système est suspendu dans le vide ne prenant pas son point d'attache en Dieu, Suprême Auteur de la société, source de tout pouvoir, que son agnosticisme veut ignorer, pour lui substituer, sous l'empire de l'utilitarisme empirique, la Nation en quelque sorte déifiée, en définitive l'Humanité, fin en soi, qui se subordonne tout le reste, même la religion, comme simples moyens.

De toute la hauteur de votre foi vous avez abjuré ce modernisme politique à base ruineuse, mais d'avoir fréquenté la maison de la rue de Rome, d'avoir pris contact avec une forte pensée, il vous est resté un antilibéralisme déterminé, tant mieux, et un dégoût exagéré du parlementarisme, et c'est tant pis, parce qu'il vous a éloignés de la politique.

Nous allons nous en expliquer franchement.

\* \* \*

Adhérent désormais à l'A. C. J. B. dont le programme idéal est le rétablissement de l'ordre chrétien par la reconnaissance nationale de la royauté du Christ, vous Lui réservez la ferveur de votre dévouement, l'enthousiasme de vos acclamations : *Vive le Christ-Roi !*

C'est parfait, nous sommes d'accord. Mais n'allez pas vous imaginer que Mgr Picard et M. Hoyois ont inventé la pierre philosophale. Parvenu aux premières approches des quatre-vingts ans,

j'appartiens à une génération qui a professé l'ultramontanisme le plus pur sous le magnanime Pie IX, sous le grand et prudent Léon XIII, sous le vigilant Pie X et n'a jamais forligné de sa noblesse doctrinale. Autant que vous, nous avons repoussé les faux dogmes du libéralisme, l'égalité monstrueuse de toutes les religions, de la vérité et de l'erreur, la souveraineté du peuple qui devait aboutir au socialisme intégral. Autant que vous, nous avons rejeté ce que vous appelez dans votre style pittoresque le concubinage du libéralisme catholique, de quelques noms illustres qu'il se couvrit.

Vous vous révoltez contre cette affirmation de je ne sais quel politicien : *La Belgique est irrévocablement fixée dans l'hypothèse*. Je me révolte avec vous. L'hypothèse, le droit commun reconnu à toutes les erreurs comme à la vérité, la neutralité de la plus stupide indifférence en face de toutes les aberrations sociales, l'hypothèse fait actuellement le lit du communisme, de l'anarchisme, de la révolution qui ont droit à tous les respects.

Faisant écho à tous les enseignements des Pontifes romains, nous affirmons que la tolérance universelle se doit mesurer sur les nécessités du bien commun à sauvegarder, mais qu'elle reste un mal, moindre mal que la persécution ouverte, mais un mal tout de même, que le devoir incombe à tout chrétien de réagir contre l'hypothèse, de resserrer l'étendue de ses ravages, d'acheminer la société vers la réalisation de la thèse éternellement vraie, en un mot, puisque l'Etat s'est fait athée et que son athéisme imprègne tout le corps social, de le rechristianiser, de tout restaurer dans le Christ. C'est, en somme, le mot d'ordre de Pie XI qui répète la consigne de Pie X. C'est pour cette croisade qu'il a mobilisé l'A. C. J. B. et c'est bien à vous de vous ranger sous son drapeau en abritant sous ses plis vos espoirs désabusés.

Mais, c'est ici le point crucial, vous imaginez-vous que la restauration chrétienne soit possible en dehors du plan politique ? Croyez-vous faire rentrer le Christ dans la société, dans ses mœurs, dans ses institutions, dans ses activités, s'il ne rentre pas dans les lois, dans le gouvernement ? La puissance du public sur le particulier est illimitée. Les lois façonnent les idées et les mœurs. La formule : *politique d'abord* ne prête à la contradiction que si elle est entendue dans l'ordre des causes, mais elle est inattaquable si elle est entendue dans l'ordre des conditions qui en intéressent le jeu. Un jour Pie X, de sainte mémoire, haranguant les cardinaux d'une nouvelle promotion parmi lesquels se trouvait feu Mgr Luçon, archevêque de Reims, évoqua le baptême de Clovis en 496, qui entraîna le baptême de tout un peuple, à une des heures les plus ténébreuses de l'histoire de l'Eglise, puis le Saint-Père conclut en ces termes : « *Ainsi fut-il prouvé une autre fois que les peuples sont ce que leurs gouvernements veulent qu'ils soient.* »

Limpide est la conclusion. Nous ne pouvons pas laisser le monopole de l'action politique qui est prépondérante aux adversaires du Christ et de son Eglise. Je n'entre pas dans la discussion du plaidoyer que vous tentez en faveur de l'A. C. J. B. pour la défendre contre le reproche, mérité ou immérité ? d'écarter les jeunes de la politique. Tout ce que je sais, c'est que, si vous avez conçu la noble ambition d'être un champion du Christ, à l'heure où la Providence vous appelle, vous n'avez pas le droit de vous retirer, bodeur, sous votre tœte, comme l'Achille de l'Iliade, après l'enlèvement de Braséis. S'initier aux grands problèmes de la politique, s'équiper pour l'exercice d'un mandat, s'intéresser à l'association catholique de son ressort, affronter un jour les risques du scrutin et prendre ses grades dans l'armée de défense des intérêts et des droits de la Cité temporelle et de la Cité spirituelle : c'est une noble perspective ouverte à vos généreuses ambitions.

Qu'opposez-vous à l'indéclinable devoir de la participation active des catholiques à la politique ? Les déboires de l'électoratisme. C'est la coupe d'amertume que savent avaler les adversaires, ne faisons pas les renchéris. Les ressorts faussés de la machine parlementaire ? C'est un merveilleux motif de travailler, à leur réajustement. L'heure est passée où le parti catholique s'enlaidissait dans l'empirisme et la routine. Je vous renvoie au dernier ouvrage du comte Louis de Lichtervelde : *La Structure de l'Etat belge*. Il fait le procès de l'Etat et de ses institutions parlementaires avec une autre sévérité que la vôtre. Il accuse l'Etat d'être déchu de son rang et demande que sa dignité lui soit restituée. Il réclame l'amélioration des méthodes de travail du Parlement, la consultation obligatoire du Conseil de législation, l'établissement de mesures qui réglementent le droit d'amendement, la création de conseils spéciaux, recrutés d'après le principe de la représentation des



intérêts, collaborant à la confection des lois, l'adjonction de la cooptation à l'élection pour un meilleur recrutement des assemblées délibérantes, la pratique du referendum, le droit exclusif réservé au gouvernement de proposer des dépenses nouvelles : toutes ces réformes dont plusieurs sont d'inspiration maurassienne sont proposées par l'auteur au parti catholique en réponse à ces chefs dont vous blâmez à tort l'inertie sénile qu'ils démentent par leur ardente sollicitude et leur passion de renouvellement.

Après cela, si vous jugez que ce parti est menacé d'artériosclérose, venez donc lui infuser un sang nouveau, infusez-lui votre sang généreux, vous le régénérerez.

J. SCHYRGENS.

#### VIENT DE PARAÎTRE :

Aux Editions du Cerf à Juvisy (S. et O.).

M.-J. LAGRANGE, O. P. : *M. Loisy et le Modernisme* (à propos des « Mémoires »).

M. Loisy a publié ses *Mémoires*. Il y est fidèle à la loi du genre, qui est de s'enfermer dans sa propre vision des choses et de se complaire en ses amertumes.

Il était bon qu'un des rares témoins des débuts de la crise religieuse évoquée dans ces pages vint confronter ses souvenirs et ses documents avec le récit de M. Loisy. Personne, assurément, n'était ici t moins plus qualifié que le R. P. Lagrange.

Ce livre constitue à la fois un témoignage et une définitive mise au point.

RENE NIHARD : *La Méthode des Tests* (pour initier les éducateurs).

Excellente initiation à la méthode nouvelle, faite avec clarté et compétence. Elle aidera à une connaissance approfondie des réalités psychologiques auxquelles se heurtent si souvent un grand nombre d'éducateurs, à une pédagogie qui tienne compte des différences d'intelligence et d'aptitudes que présentent les individus.

G.-C. RUTTEN, O. P. : *La Doctrine sociale de l'Eglise*, résumée dans les encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo anno*, un volume de 408 pages (14 fr.).

Les propagandistes de nos œuvres sociales souhaitaient voir exposer les encycliques pontificales et en expliquer le contenu dans un manuel simple, clair et pratique, bien adapté à leur rôle de défenseurs et humbles propagateurs des enseignements de l'Eglise. Le R. P. Rutten a cédé à leurs sollicitations pour eux, il a écrit en onze chapitres un commentaire bref et pur de la Lettre « Quadragesimo anno ».

Il en donne d'abord une vue d'ensemble et retrace l'évolution des idées sociales dans les milieux catholiques. Puis il distingue les principales questions traitées : la propriété, le travail, la mission sociale de l'Eglise et de l'Etat, le rôle des organisations ouvrières, le danger des théories socialistes, etc.

Il y a joint le texte officiel des deux encycliques avec des tables détaillées, qui font de cet élégant petit volume le manuel idéal de l'action sociale catholique.

Chez Desclée, de Brouwer et Cie.

P. REG. GARRIGOU-LAGRANGE, O. P. : *La Providence et la Confiance en Dieu*, un volume de 410 pages (20 fr.).

Après avoir traité ailleurs de façon toute spéculative de Dieu et de la Providence, l'auteur reprend ici ces grandes questions par rapport à la vie spirituelle, et sous une forme accessible à toutes les âmes intérieures.

Ces pages ont pour but d'insister sur le caractère *absolu* et souverainement vivifiant de la vérité révélée dans l'Evangile, proposée et expliquée par l'Eglise et vécue par les saints.

H. D. NOBLE, O. P. : *L'Amitié avec Dieu*, édition nouvelle revue et augmentée. Un volume de 538 pages (15 fr.).

Comparativement à la première édition, cette seconde édition de *L'Amitié avec Dieu* est presque un nouvel ouvrage : huit chapitres nouveaux ont été ajoutés, tous les autres ont été remaniés à fond. L'auteur a ainsi mis au point un exposé synthétique complet de la vie spirituelle d'après saint Thomas.

PIERRE JOURDA : *Une Princesse de la Renaissance* : Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, un volume avec deux portraits (20 fr.).

La première Marguerite de Navarre n'a que trop souffert de la tapageuse renommée de sa petite-fille, la reine Margot, femme d'Henri IV, avec laquelle on la confond trop souvent. On la croit, sur la foi d'historiens mal avertis, l'une des « honnêtes dames », que peignit si crûment Brantôme. N'a-t-elle pas, dit-on, écrit des contes légers ? et *L'heptameron* n'a-t-il pas sa place entre les nouvelles de Boccace et celles de La Fontaine ? On s'est trompé sur son compte.

M. Jourda conte sa vie et analyse son œuvre en un livre solide et passionnant, faisant ainsi connaître une noble figure de l'histoire et de la littérature françaises.

# LOISEMAIS

JOAILLIER ET ORFÈVRE  
DE L.L. M.M. LE ROI ET LA REINE  
25, AV. DE LA TOISON D'OR BRUXELLES